



**la lanterne  
noire**

Revue de Critique Anarchiste

Deuxième année

**4**

## NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les rapports de production mais aussi sur la *reproduction* des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système étatique. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un aboutissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transfigurer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste. Quoiqu'indispensables, les modifications au niveau des relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égaux entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier resterait « maître » de son usine, le paysan de son champ, etc... Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tous cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il soit remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marin, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine la classe révolutionnaire.

## Sommaire

---

### REPRESSION

- Les démocraties face à la violence. Dossier I.A.T. 3  
Diffusion de la répression. La protection des honnêtes gens. 28

---

### LES LUTTES AU PORTUGAL

- Sur la défensive 33  
L'autogestion au Portugal 41  
Remarques sur le texte de COMBATE 43  
Association des Groupes Autonomes Anarchistes : sur l'armée 44

- 
- ESPAGNE. Si vous marchez pour les autres, c'est que les autres  
vous font marcher 46

- 
- Justice populaire - Justice bourgeoise : mêmes prisons 49  
Un certain ral'bol... 50

- 
- L'accident de Madame Claustre 51

---

### LIRE OU NE PAS LIRE

- Charles Fourier et les détours de l'utopie 53

- 
- COURRIER 56

- 
- REVUES ET JOURNAUX 57
-

# LES DÉMOCRATIES FACE A LA VIOLENCE

## Dossier I.A.T.

### NOTE DU TRADUCTEUR

*« Ainsi l'effigie de chaque homme morcelée, en quelque sorte, et dispersée sur la surface de la terre ne s'achève et ne se complète que par l'observation ; il voit dans les autres êtres les diverses portions de son être, et ne se voit en entier que dans le tout ».*

Héruault de Séchelles, Théorie de l'Ambition.

Les informations et les analyses qui suivent, portant sur différents pays, sont tirées du Bulletin (« Mit-Teilung ») publié, toutes les 2 ou 3 semaines environ, par l'International Archive Team de Londres (1), bulletin qui regroupe les informations communiquées par ses correspondants à l'étranger. Les appréciations sont celles de l'I.A.T., et sont d'ailleurs le plus souvent signées, comme ici, par John Olday. Titres et intertitres sont de *La Lanterne Noire*.

Pour que la réflexion, nécessaire, puisse s'engager sur les thèses qui y sont avancées, il m'a paru essentiel de respecter la forme de ce matériau, tout en regroupant les passages se rapportant à un même thème.

Si les notes sur l'Allemagne, qui forment le gros de ce texte, s'ouvrent quelque peu brusquement, sur le siège de Stockholm, c'est que j'ai préféré remettre au prochain numéro trois articles de l'I.A.T., tirés de *Black Flag* (l'organe de la Croix Noire Anarchiste britannique), et qui devaient servir d'introduction. Ces articles, qui forment une présentation rapide du mouvement anarchiste allemand actuel, de la R.A.F. et du Mouvement du 2 juin, avec des précisions sur l'exécution du « traître » Ulrich Schmücker, en juin 1974, par le « Commando Juin Noir », trouveront en effet mieux leur place dans le prochain numéro, qui devrait aborder le problème de l'organisation. Il m'a paru plus utile, en attendant, de présenter des informations plus complètes, avec les conclusions de John Olday.

(1) I.A.T., 83 A Haverstock Hill, London N.W.3.

On peut poser la question de l'intérêt d'une information aussi détaillée, sur un tel sujet, qui a déjà fait l'objet de pas mal d'études (2), et pour lequel la presse gauchiste n'observe pas le mutisme habituellement de rigueur dès qu'il s'agit de violence armée dans une société qui nous est proche. C'est justement là une première raison de publier ces analyses — ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'un son de cloche différent, et parce qu'elles permettent de se faire une image différente de la réalité allemande que ne l'admettent les versions maoïstes qui ont cours par ailleurs.

C'est d'ailleurs là où John Olday rejoint l'unanimité de gauche que je voudrais émettre des réserves, car ce point est d'importance. C'est reprendre à son compte une thèse banale de nos jours que de dire : « Croissant est plus proche des conceptions anarchistes quand il déclare (...) » : « (...) Ce n'est pas une affaire de légalité ou d'illégalité, mais de fascisme ou d'anti-fascisme. Ou bien on admet un système qui détruit les individus, ou bien on lutte contre le fascisme. Le chemin qui mène au socialisme passe sur le cadavre du fascisme ». C'est là toute la rhétorique « nouveau fascisme — nouvelle démocratie », affectionnée par les maoïstes, et qui prend tout son sens si l'on se rappelle qu'elle fut énoncée, en France, par les débris de la Gauche Prolétarienne, au lendemain de querelles intestines particulièrement sanglantes (3), même si elles n'atteignirent pas (et de loin) la férocité des massacres au sein de l'Armée Rouge japonaise à la même époque — serait-ce que l'enjeu y était sans commune mesure ?

(2) Sur l'Allemagne, on pourra se référer aux ouvrages suivants, parus en France depuis quelques années : *La «Bande à Baader»* ou la violence révolutionnaire (textes de la R.A.F., avec une introduction d'Emile Marenssin, Ed. Champ Libre, 1972) ; *Faire de la maladie une arme*, par le S.P.K. (Sozialistische Patientenkollektiv, Ed. Champ Libre, 1973), ainsi que la brochure sur le Procès du S.P.K. (*Cahiers de Recherches*, supplément à *Recherches*, 1973) ; et l'ouvrage collectif *A propos du procès Baader-Meinhof (Fraction Armée Rouge) : la torture dans les prisons en R.F.A.* (Christian Bourgois éd., 1975), qui reproduit entre autres certains articles parus dans *Les Temps Modernes*, et donne un bon aperçu des techniques de « torture silencieuse » (déprivation sensorielle) mises en œuvre contre les prisonniers politiques.

(3) et qui permirent à certains leaders — depuis reconvertis dans le démocratisme à *Libération* (n'est-ce pas, M. July?), où ils acceptent de frayer avec des libertaires authentiques — de démontrer qu'ils sauraient être, au besoin, les dignes émules de la Guépéou.

Les informations sur le Japon montrent combien est générale cette tendance qui voit un Etat démocratique industriel mettre tout en œuvre pour écraser la contestation, en braquant les projecteurs sur le combat singulier des forces de l'ordre contre un groupe de guérilla urbaine, qui incarne (et polarise) la subversion : Armée Rouge, puis Front Armé Anti-Japonais au Japon ; Panthères Noires et Weathermen, suivis d'une myriade de groupes successeurs (dont la Symbionese Liberation Army) aux U.S.A. ; Brigades Rouges puis Noyaux Armés Prolétariens en Italie... En Grande-Bretagne, la Brigade de la Colère a été largement éclipsée par l'I.R.A. et les groupes qui en sont issus. Et c'est tout à fait incidemment que l'on apprend que la Suède possède un arsenal répressif qui n'a rien à envier à celui de l'Allemagne, que la Suisse use des mêmes méthodes que celle-ci à l'égard de Petra Krause et de ses compagnons, soupçonnés d'avoir aidé la R.A.F... Malgré le F.L.B. et les Corses, la France semble presque une oasis de calme et de tranquillité. La France, mère de la démocratie — comme l'Angleterre est mère des parlements — et qui se donne les mêmes moyens que ses voisins (cf. le système SAFARI, et nos propres lois scélérates, qui, tout comme les lois anglaises, sont simplement *plus vieilles* que celles des autres pays). Voilà pourtant des pays où l'on ne peut pas invoquer un passé fasciste récent, qui ne demanderait qu'à se réaffirmer à la première défaillance des démocrates...

L'examen attentif des situations où cette tendance est la plus marquée s'impose, si nous voulons comprendre l'évolution de notre propre société. Quand l'exception devient la règle, il convient de revoir ses bases d'interprétation, et en particulier de se demander : qu'est-ce que la démocratie ? Depuis le temps que nous savons que l'idéologie dominante moule nos propres pensées, nous avons oublié de remarquer que, en France, l'anarchisme lui-même est républicain, laïque et rationaliste. Il serait bon de voir que l'opposition triangulaire entre fascisme, bolchevisme et démocratie est, avant tout, véhiculée par ces idéologies elles-mêmes. Et pourtant, il faudrait réfléchir à ce que Lénine pouvait bien comprendre par « démocratie prolétarienne », lui qui se revendiquait explicitement du jacobinisme français (4) et comment un parti aussi authentique

(4) Cf. l'anthologie publiée à Moscou en 1945, en différentes langues, et dont la version française a été reprise sous le titre : *Marx, Engels, Lénine, Staline : La lutte des*

tiquement totalitaire que le P.C.F. a pu se reconvertir aussi pleinement à la démocratie et à l'héritage de la « grande Révolution de 89 » ; à ce qu'implique, enfin, sa revendication d'une « démocratie avancée » comme premier pas vers le socialisme (5).

Ne serait-ce pas ces systèmes ne sont que des moments historiques d'une même évolution, dont nous voyons aujourd'hui l'accomplissement, une révolution bureaucratique achevant la révolution industrielle qui l'a fait naître ? L'informatique et la psychiatrie donnent enfin aux classes dominantes la possibilité de réaliser leur rêve, nécessaire depuis que Dieu est mort : la dictature totale de la Raison sur le réel, s'étendant à tous les instants de la vie, par la répression instantanée de toute contes-

## FRANCE

### Un appel à la solidarité lancé par nos camarades de Toulouse

Solidarité avec les membres et les membres supposés des Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes (GARI) détenus en France et en Espagne !

Salvador Puig Antich ayant été garroté en Espagne, et les membres du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) se trouvant menacés de mort, ils décidèrent avec leurs camarades français de répondre à l'agression de l'Etat policier par l'action directe. La première action eut lieu le 23 mars 1974, et prenait pour cible l'Espagne de Franco. Elle fut revendiquée par les Groupes Autonomes d'Intervention (GAI). Le 3 mai 1974, les GARI revendiquaient l'enlèvement de M. Suarez,

partisans selon les auteurs classiques du marxisme-léninisme (introduction de Patrick Kessel, U.G.E., collection « 10/18 », 1975).

(5) Voir le livre de J. L. Talmon : **Les origines de la démocratie totalitaire** (traduit de l'anglais : Calmann-Lévy, collection « Liberté de l'Esprit », 1966). Voir aussi les textes reproduits dans le N° 2 des **Cahiers du Futur** (sur « La Dictature » : Ed. Champ Libre, 1974), auxquels j'ai consacré un article dans le N° 2 de **La Lanterne Noire** ; article auquel ces réflexions sont un premier post-scriptum.

tation en actes, de quelque côté qu'elle vienne. A cet égard, la lutte contre les guérillas, urbaines et rurales, semble bien être le banc d'essai des systèmes qui serviront contre tout groupe révolutionnaire, dans un avenir trop rapproché pour qu'il soit confortable d'y réfléchir.

C'est pourtant ce que nous devons faire, et c'est ainsi que nous pourrions donner un sens au terme de solidarité avec ces groupes dont nous sommes séparés par tant de points fondamentaux — et d'abord par leur avant gardisme, qui les amène, qu'ils le veuillent ou non, à se poser en « interlocuteurs valables » de l'Etat qu'ils attaquent. Solidarité qui, autrement, reste un hochet pour apaiser les consciences.

P. LEPEINTRE.

directeur de la Banque de Bilbao. Au cours du mois de juillet, des actions de sabotage furent effectuées à la frontière franco-espagnole, suivies de l'attaque de cars espagnols à Lourdes et du sabotage du Tour de France. Les objectifs suivants furent des banques espagnoles et Ibéria en Belgique.

Le gouvernement français, sous la pression de Franco, arrêta une vingtaine de camarades qui furent inculpés de recel (11 de recel et 9 d'attentats et d'atteinte à la sûreté de l'Etat — N.d.T.). Parmi les 4 camarades des GARI arrêtés en septembre, il y a eu plusieurs cas de torture. Fin juin 75, 5 camarades étaient encore détenus en France et 4 en Espagne.

L'I.A.T. avait diffusé à l'époque une information sur la collaboration des polices secrètes française, britannique et espagnole à l'occasion de l'interrogatoire de camarades en Angleterre que l'on voulait faire « aider la police dans son enquête » (l'euphémisme habituel outre-Manche, qui masque le fait que, la garde à vue n'existant pas, un suspect est détenu en fait illégalement ! — N.d.T.).

Certains anarchistes ont trouvé bon de dénoncer bruyamment la lutte armée et de refuser la solidarité avec les camarades des GARI. La position de l'I.A.T. a été de soutenir tous les libertaires qui se révoltent, réagissant contre la violence de la répression étatique à la lumière de leur propre conscience. Il est impensable, pour tout anarchiste sincère, que l'on puisse refuser la solidarité avec un

révolté quel qu'il soit quand il est entre les mains de la justice.

Les Groupes de Solidarité essaient actuellement de se coordonner, pour mobiliser une campagne internationale pour la défense des camarades encore détenus dans les prisons de France et d'Espagne.

Les prisons de tous les pays sont pleines à craquer. Les groupes révolutionnaires sont partout une minorité, et manquent lourdement de moyens pour continuer le combat. Nous n'avons pas de mécènes à Washington, à Moscou ou à Pékin, et aucun roi du Pétrole pour pomper des subsides pour équilibrer nos souscriptions pour frais d'impression, ou nos frais d'organisation. Tout ce que la Coordination de Toulouse des groupes de solidarité peut espérer, ce sont les centimes que les travailleurs qui sont encore employés pourront soutirer de leurs enveloppes de paye. Cependant, il n'y a pas d'inflation en matière de solidarité, où il s'agit de venir en aide aux camarades emprisonnés et à leurs familles dans l'épreuve: là, peu importe si les sommes versées sont faibles —

chaque centime a comme une puissance dynamique d'encourager la camaraderie qui rompt l'isolement.

Correspondance: Librairie « Votre Livre », 14 rue de l'Etoile, Toulouse ou: Librairie « Jargon Libre », 6 rue de la Reine Blanche, Paris (13°).

Solidarité économique: INES, C.C.P. 558-95, TOULOUSE.

(Des 9 camarades inculpés devant la Cour de Sûreté de l'Etat, 4 sont encore en détention préventive un an après leur arrestation: Raymond Delgado, Mario Ines-Torres, Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan. Leur procès n'aura pas lieu avant le début de l'année prochaine. Quant aux 11 camarades arrêtés après l'enlèvement du banquier Suarez, ils ont tous été libérés. L'un d'entre eux, cependant, n'a plus à s'inquiéter de la lenteur des juges et des tracasseries policières: Arnaud Chastel est mort cet été, des suites d'un accident d'avion.

Rappelons que nous avons publié une Chronologie complète de l'affaire dans le N° 2 de *La Lanterne Noire*.)

---

## ALLEMAGNE

### LE SIEGE DE STOCKHOLM

Le 24 avril 1975, le « Commando Holger Meins » fait irruption dans l'ambassade d'Allemagne et prend des otages. Il exige la libération de 26 prisonniers en Allemagne. Le gouvernement allemand met sur pied un « groupe d'urgence multi-parti » (Sociaux-Démocrates, Libéraux, Démocrates-Chrétiens). Refus de négocier avec le Commando Holger Meins. Les pompiers de Stockholm aident certains membres du personnel à s'évader à l'aide d'échelles. Plusieurs centaines de policiers en uniforme et avec des gilets pare-balles pénètrent dans l'ambassade. Le commando menace d'exécuter les otages si la police ne se retire pas. La police ne tient pas compte de l'avertissement. L'attaché militaire Andreas von Mirbach est la première victime, criblé de

4 balles. Les policiers, dans la ligne de tir, ne peuvent aller jusqu'à l'escalier. Le commando permet à deux policiers en sous-vêtements d'emporter Mirbach. Les forces de police se retirent. Le président de la police suédoise Geijel informe le commando du refus du gouvernement allemand. Il essaie la tactique habituelle de persuasion. Le commando refuse la discussion. Heinz Hillegaard, l'attaché commercial de l'ambassade, est abattu, le commando fait sauter les étages supérieurs du bâtiment, et profite de la confusion pour s'échapper. Brève fusillade. 5 membres du commando arrêtés. 1 membre du commando, masqué, se suicide à l'intérieur du bâtiment en flammes. Les membres arrêtés refusent de répondre aux interrogatoires. La police suédoise alerte les ports, les aéroports et les garde-frontières. L'ambassade à Malmö reçoit une protection renforcée. Communiqué du commando dans la boîte à lettres de l'agence suédoise T. T. Agence. Recherches dans tout le pays. Des fonctionnaires de la Sécurité allemande arrivent par avion. Les empreintes digitales permettent l'identification des membres du commando, sauf le suicidé.

Siegfried Hausner fut transporté à l'hôpital Karolinska, brûlé à 40 % et avec une fracture du crâne. Quand il reprit conscience au bout de 90 heures, on lui dit qu'il serait remis aux Allemands. Le journal de Stockholm *Expression* a cité un médecin spécialiste, qui dénonçait cette décision comme étant un crime. Un spécialiste des brûlures allemand exprima le même avis. Hausner fut transféré à l'hôpital-prison de Stuttgart-Stammheim, où il devait succomber rapidement (le 4 mai). (Les autres membres du C.H.M. furent remis aux autorités allemandes avec lui. — N.d.T.).

**Siegfried Hausner**, 23 ans : ancien membre du collectif socialiste de malades (S.P.K.) à Heidelberg. Hausner y apprit la fabrication d'engins explosifs, la technique radio et la falsification de documents. Il participa à la préparation de l'attentat contre l'hôpital psychiatrique de Wiesloch, près de Heidelberg, fut arrêté, mais relâché après 6 mois, pour lui permettre de finir ses études à l'université (!). Hausner entra dans la clandestinité, devint membre de la R.A.F. Réarrêté, il fut trouvé en possession d'un pistolet et de 100 cartouches.

**Lutz Tauber**, 31 ans : Ancien membre de Spartacus (groupe étudiant de Heidelberg). Entra dans la Commune de Mannheim. Actif dans le secours aux prisonniers. Entra ensuite au S.P.K.

**Bernhard Maria Rössner**, 28 ans : Actif dans le mouvement de squatters à Hambourg.

**Karl Heinz Dellow**, 21 ans : Participa aux mouvements de squatters. Dans une bagarre avec la police, se servit d'une barre de fer, et blessa un policier.

**Hanna Krappe** : Participa aux mouvements de squatters. Membre du Comité à Hambourg contre la torture dans les prisons. Aida à propager la grève de la faim lancée par Ulrike Meinhoff (le 13 septembre 1974), et qui aboutit à la mort de Holger Meins (le 9 novembre). Krappe servit de contact, en rendant visite aux prisonniers, comme Jünschke et Grashof à la prison de Zweibrücken par exemple (tous deux faisaient partie de la liste des prisonniers à libérer).

L'opposition allemande a introduit une loi adoptant un principe de compensation pour les accusés qui coopèrent avec les autorités surpassant de loin celui en vigueur en Grande-Bretagne. La récompense pour une telle coopération comprendra non seulement l'immunité de toute condamnation, mais aussi une belle somme d'argent, ainsi que la protection, des documents établissant une nouvelle identité, et, au besoin, la

possibilité de partir à l'étranger pour s'y établir. Les Chrétiens-Démocrates réclament que cesse rapidement la situation actuelle, qui permet aux membres du groupe Baader-Meinhof dans la prison de Stammheim à Stuttgart (Baader, Meinhof, Ensslin et Raspe) de diriger à l'intérieur des opérations terroristes en connivence avec les avocats de la défense. Tous contacts avec les co-détenus doivent être proscrits absolument.

Pendant le siège de Stockholm tous les prisonniers de la R.A.F. dans plusieurs prisons allemandes furent empêchés d'écouter la radio ou de regarder la télévision. Aucun « prisonnier anarchiste » ne reçut de journaux du vendredi 25. Les autres détenus — quelque 700 — autorisés à regarder la télé crièrent des injures jusqu'à minuit contre les prisonniers du groupe Baader-Meinhof : « Baader-Meinhof bande d'assassins ! », pendant que devant les murs de la prison 500 citoyens avec femmes et enfants se régalaient du spectacle des prisonniers manifestant derrière les fenêtres brillamment éclairées des cellules. Les prisonniers non-politiques sont persuadés que les prisonniers politiques ont droit à des privilèges spéciaux. Cette illusion a été entretenue par les autorités qui n'ont rien fait pour mettre un terme aux cris hostiles et à une quasi-émeute, quand des membres de la R.A.F. (Roll et Weinrich) furent transférés pendant la nuit à Stuttgart-Stammheim. La plupart des prisonniers ne supportent pas l'attitude élitiste de la soi-disant avant-garde, qui essaie de recruter des prisonniers politiquement inconscients pour grossir ses rangs. Si bien que la R.A.F. est plus isolée que jamais.

Le C.H.M. après un bref triomphe pendant le succès de l'enlèvement de Lorenz, a subi une défaite écrasante. Leur stratégie, mal calculée, a donné le résultat contraire à celui espéré. Au lieu d'accélérer la destruction de l'Etat, ils ont donné aux suppôts de l'Etat l'excuse pour détruire les forces essentielles de la révolution sociale. Les experts des services de sécurité prévoient qu'il y aura d'autres actions de la R.A.F. en rapport avec le procès du 26 mai. Ils disent que des membres de la R.A.F. ont été entraînés en Suède au bombardement à partir d'avions de tourisme. Ils envisagent même l'utilisation possible d'armes nucléaires. Les Israéliens ont félicité Bonn d'avoir adopté des méthodes fermes. La Suède s'est laissé forcer la main et a remis les prisonniers du C.H.M. aux Allemands, en contradiction formelle avec la loi suédoise. Une répression « sans recours » est proposée aux gouvernements qui s'ac-



crochent encore à des lambeaux de prestige démocratique. La voie est ouverte à une chasse à l'échelle mondiale des révolutionnaires sincères. Les Chrétiens Démocrates allemands ont donné le signal : « Tout sympathisant avec la bande Baader-Meinhof ou des groupes terroristes rivaux doit être considéré comme un complice, et en supporter les conséquences ».

John Olday.

## PROCES BAADER-MEINHOF

Les experts légistes et les juges accusent les avocats de la défense de saboter les débats en se lançant dans des arguties procédurières sans fin et en saisissant le tribunal de pétitions irrecevables (par exemple, en demandant que le tribunal se transporte de Stuttgart-Stammheim en d'autres locaux moins oppressants, ou que l'on substitue les juges qui ont témoigné de partialité). Le procès s'est mué en spectacle de Guignol, n'offrant guère d'intérêt qu'aux juristes professionnels qui y font assaut de virtuosité. En fait, les retards ont été occasionnés par l'exclusion des avocats Ströbele, Croissant et Grönewold ; par la controverse née de l'obscurité de textes de lois promulguées depuis peu ; et par la confiscation des dossiers et des notes concernant le procès, saisis dans les bureaux des avocats.

A tout considérer, les tribunaux occupent maintenant de nouveau la place qui fut la leur sous la République de Weimar. Les nouvelles lois d'urgence ont redonné aux éléments réactionnaires au sein du système judiciaire la force qu'il leur fallait pour reprendre la vieille stratégie, de saper la démocratie sous couvert de la défendre. Des juges comme Prinzing peuvent déjà se permettre de faire la sourde oreille aux critiques des libéraux et de l'opinion publique. Il joue les Goebbels à la radio, depuis sa salle d'audiences, conseillant à la presse de ne pas aller à l'encontre de l'image voulue, et n'hésitant pas, sous les instructions du Procureur Général, à agir comme si les directives gouvernementales étaient lettre morte.

Le résultat est que la défense a apparemment repris le rôle d'avant-garde de la résistance, à la place des chefs du groupe B.-M., désormais paralysés. Apparemment, car ils ne vont bien sûr pas prendre de

risques, comme l'avaient fait les avocats mis au ban. S'ils opposent une résistance au développement d'un Etat policier, c'est avec la cautèle de gens lorgnant d'un œil inquiet vers leur propre avenir, se souvenant de l'état d'avidissement auquel avait été ravalée leur profession sous Hitler. Le public reste apathique, tant qu'aucun spectacle à sensation ne s'offre à lui. Les clowneries d'un Teufel, l'agression verbale d'un Baader, ont disparu sous l'influence lénifiante de la défense. Le mouvement de protestation à l'extérieur n'est plus dirigé par l'Etat-Major B.-M. assisté de défenseurs acquis à leur cause.

Et c'est pour cela que les manifestations de protestation font place à des actions spontanées d'un autre ordre, menées par de nouveaux groupes de révoltés, sous l'inspiration du moment. De petites unités qui agissent et disparaissent. Voilà une nouvelle et inquiétante menace pour le système de « loi et d'ordre ». Ils iront saboter une installation nucléaire, ou mettront le feu quelque part. La police estime avoir des raisons de croire qu'un acte de malveillance est à l'origine de l'incendie qui ravagea la lande de Lunebourg. La nouvelle levée de révoltés agissent de leur propre chef quand ils jouent les incendiaires. Et à qui la faute s'ils estiment qu'il y a moins de risque, et qu'il revient moins cher, de marquer le coup de cette façon, plutôt que de se livrer à l'achat, à la contrebande et au stockage d'armes. Contre les places-fortes de l'Etat, contre les opulents comptoirs du monde des grosses affaires, le feu peut faire autant d'effets que les explosifs. Et la responsabilité doit en revenir à ceux qui suppriment les droits des gens à la libre expression, et mettent leurs organisations hors-la-loi.

La mort de Holger Meins a, sans aucun doute, donné aux humanistes et aux réformistes le coup de fouet cinglant dont ils avaient besoin pour mobiliser leurs forces de protestation. Mais la frayeur et la hantise qu'évoque chez eux la perspective d'une nouvelle prise de la Bastille sont tout aussi vives que chez ceux qui élèvent de nouvelles prisons modernes, plus impénétrables encore, et mettent leur espoir dans l'effet de dissuasion produit par la menace d'une captivité à laquelle on n'échappe pas, jointe à la certitude d'un traitement inhumain. Les symptômes d'un malaise grandissant vont en s'amplifiant dans tous les secteurs. Les obsessions paranoïaques des gouvernants ont atteint le seuil du dérèglement mental. La R.A.F. est tout à son idée fixe que l'action armée d'une minorité doit emporter l'adhésion des masses impatientes.

tes. Les hommes qui ont le pouvoir, et peur de se voir renverser, partagent l'opinion selon quoi n'importe quelle action violente, aussi mal conçue et mal exécutée qu'elle soit, pourrait constituer l'étincelle qui leur serait fatale. Les bourgeois qui soutiennent la R.A.F. ou les hommes de loi qui les défendent sont-ils de simples opportunistes, ou des idéalistes confus ? Le groupe B.-M. a été mis hors de combat. La plupart des groupes qui avaient pris la relève ont été capturés. L'objectif du gouvernement actuel est désormais d'écraser tous les sympathisants capables d'entretenir de nouveaux troubles. Il va être intéressant de voir comment les soutiens libéraux vont s'y prendre pour éviter d'être fourrés dans le même sac que les anarchistes.

## LES MECANISMES D'UNE REPRESSION

Le procès Baader-Meinhof, qui a débuté à Stuttgart le 21 mai, pourrait durer deux ans, et coûtera quelque 15 millions de D.M. Les chefs d'inculpation sont : assassinat, tentative d'assassinat, vol, vol à main armée, complots visant à réaliser des attentats à la bombe dans toute l'Allemagne de l'Ouest, et ils portent entre autres sur la tentative d'assassinat contre le juge Buddenberg de la Haute Cour, et les attentats contre le Q.G. des forces armées américaines à Heidelberg, et contre les bureaux du groupe d'éditions Springer à Hambourg. La liste des chefs d'accusation remplit 354 pages. La prison de Stammheim à Stuttgart, construite récemment, est maintenant une forteresse ultra-moderne. Les dispositifs de sécurité surpassent ceux d'un complexe nucléaire américain. Il est impossible à un hélicoptère de se poser sur le toit. Des engins téléguidés ne pourraient atteindre leur cible. Il y a 400 gardiens spéciaux. 100 gardiens supplémentaires pour la durée du procès. 300 gardes du corps pour personnalités. 800 pistolets-mitrailleurs nouveaux, 200 pistolets Walther 9 mm, des fusils de précision, etc...

En 5 ans, les crédits pour la police des districts régionaux (Länder) sont passés de 2,5 milliards de D.M. à 5,1 milliards. La police nationale reçoit 6 fois plus qu'en 1969. Il y a 3 semaines, elle a reçu une rallonge de 7,2 millions de DM supplémentaires. La police a reçu carte blanche pour former des « T »-commandos spéciaux,

des « Einsatz-Ueberfall Kommandos » à la Noske et à la Himmler, mais équipés des moyens techniques les plus récents. Gerhard Boeden est désormais chef de la section « T » (T pour Terrorisme) du B.K.A. (Service Criminel Fédéral). Il dispose de 180 spécialistes triés sur le volet. Sa mission : capturer les membres de la R.A.F. et des groupes qui ont pris la relève. D'après lui, ce travail va le tenir occupé pendant les 10 années à venir.

*1<sup>re</sup> tâche* : l'étude de tous les dossiers, rapports secrets et publications anarchistes. Création d'un Centre de documentation complet sur l'Anarchisme.

*2<sup>e</sup> tâche* : Des recherches efficaces et une information plus large du public à travers les média, afin d'obtenir la pleine coopération des citoyens.

*3<sup>e</sup> tâche* : Etre sur le qui-vive pour guetter les commandos de la R.A.F. en déplacement et les membres individuels dans la clandestinité ; et la détection des complices et auxiliaires « en règle avec la loi » (qui leur servent de paravent — N.d.T.).

*4<sup>e</sup> tâche* : La coordination des forces de police du monde occidental dans un effort commun pour découvrir la conspiration internationale anarchiste.

« Les « T »-men vont surveiller les suspects anarchistes 24 heures sur 24 ».

Le chef du gouvernement, Helmut Schmidt, a déclaré qu'il aimerait avoir un genre de F.B.I. allemand.

Le B.K.A. (Service Criminel Fédéral) disposait en 1969 de 22 millions et de 900 membres pour son travail. Aujourd'hui, on en est à 137 millions et 2 200 policiers. D'après Helmut Schmidt, le B.K.A. est désormais une des meilleures forces de lutte anti-criminelle du monde. Horst Herold a réalisé cet exploit, mais déclare avec modestie qu'il faut en remercier les tueurs anarchistes. Le centre d'ordinateur de Wiesbaden a établi 2 000 programmes. Il y a 600 terminaux visuels répartis dans le réseau de commissariats d'Allemagne de l'Ouest. En quelques secondes, une demande de renseignements locale est transmise et reçoit une réponse. Le nombre d'arrestations est passé de 100 à 140 par jour. Une liste de 100 000 voitures volées, de plusieurs milliers de passeports volés ou perdus, de 160 000 armes à feu, a été mise en mémoire par l'ordinateur.

Quand Herold devint responsable du B.K.A., son service avait 1,7 millions de dossiers, 3 millions de fiches, et plusieurs millions de photographies et d'empreintes

digitales. Il avait été le chef de la police de Nuremberg, dont il avait modernisé le fonctionnement, réussissant à faire baisser la criminalité. Le ministre de la Justice Genscher, au vu de ces résultats, lui fournit crédits, personnel, et son appui moral. Herold introduisit les méthodes de criminalologie systématique / géographique : l'établissement d'un dossier complet sur la personnalité et les habitudes d'un criminel ; les crimes qu'il a commis, à quel endroit et à quelle date, les méthodes utilisées, la façon de prendre le large, etc... Théoriquement destinés à la prévention de la criminalité, les principes de la criminalologie systématique furent appliqués à la grande battue organisée contre les meneurs du groupe Baader-Meinhof. Herold fit preuve de pragmatisme, encouragé par Genscher, et n'hésita pas à agir en dehors de la légalité. Il étudia les textes de la Nouvelle Gauche sur la guérilla urbaine, l'idéologie marxiste et le terrorisme international. Il se retrouva isolé par rapport aux chefs des services de police des autres régions d'Allemagne de l'Ouest, et réclama une législation qui lui accorderait des pouvoirs élargis en matière de Sûreté de l'Etat. Il l'obtint après l'assassinat de Drenkmann. « Nous pouvons désormais déplacer nos réserves mobiles d'interventions pour des opérations coordonnées ». Des rapports confidentiels révélant des influences de l'Armée Rouge japonaise en Europe et les activités du groupe Baader-Meinhof et du groupe du 2 juin dans le sud de la Suède indiquaient qu'une nouvelle action se préparait pour obtenir la libération de détenus. En avril, Bonn mit sur pied une coordination nationale de toutes les forces de police d'Allemagne, et organisa les échanges d'information à l'étranger à travers Interpol. Après l'enlèvement de Lorenz et le siège de Stockholm, Schmidt passa la législation entérinant la centralisation du B.K.A., qui est prévue pour une durée de 25 ans.

Les moyens du centre de recherches du B.K.A. de Herold, affirme-t-il, interdiront tout passage de terroristes au travers des mailles du filet. Cependant, la plupart des arrestations effectuées jusqu'à présent ne l'ont pas été grâce à la supériorité des moyens de la police, mais soit à cause de dénonciations envoyées par des citoyens, soit à la suite d'accidents. Le ministre de l'Intérieur Maihofer et Herold se vantent d'avoir réussi à infiltrer leurs agents dans les milieux anarchistes, mais en réalité, les agents des services de sécurité n'ont guère réussi à prendre que quelques jeunes sans résistance, qui ont accepté de jouer les indicateurs sous la menace alliée aux offres de récom-

pense. Maihofer a déclaré avec satisfaction : « Les terroristes ont amené la solidarité de tous les démocrates du gouvernement et de l'opposition. Les agissements des terroristes ont retourné les citoyens contre eux ». Et les porte-paroles de la loi et de l'ordre de continuer sur le mode : il y a encore un certain nombre de membres hautement dangereux de plusieurs groupes décidés à la violence qui sont en liberté, et qui pourraient inspirer l'initiative de nouvelles actions armées. Il y a de nombreux desperados qui sont prêts à suivre leurs directives. Et il y a les sympathisants, qui aident à préparer de nouvelles actions. La police recherche encore 27 dangereux activistes connus. Depuis 1972, 94 personnes recherchées pour leur appartenance au groupe Baader-Meinhof ou au groupe du 2 juin ont été arrêtées. Le nombre des activistes en puissance est évalué à une centaine, et celui des soutiens entre 200 et 300. Les pépinières de terroristes ont été les organisations telles que le S.P.K. (Collectif Socialiste des Malades), les groupes radicaux de squatters, les Comités contre la Torture et les Comités d'Aide et de Défense des Prisonniers. Jusqu'à présent la police avait besoin, pour agir, d'être requise par l'autorité judiciaire : par exemple, il fallait un arrêté d'expulsion pour faire évacuer des squatters. Les autorités décidèrent : « Nous devons éviter de leur donner des prétextes à agitation. Nous y parviendrons si nous nous cantonnons strictement au processus juridique. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la provocation, en réagissant avec une force disproportionnée, ce qui correspondrait précisément à leurs intentions : pousser notre Etat démocratique, garant des droits du citoyen, au point où nous agirions comme un Etat policier ». Mais « l'action de notre police depuis quelque temps nous a fourni des éléments d'analyse précieux. Nous savons maintenant sur quelles bases logistiques nos adversaires sont organisés. Ce qui nous donne de quoi lancer de nouveaux coups de filet décisifs. Les arrestations qui ont suivi ont créé un sentiment d'insécurité ».

Après la mise hors de combat du noyau dur, l'opération suivante avait pour but d'empêcher les communications entre les détenus du groupe B.-M. et leurs sympathisants au dehors. Au début de 1975, la législation existante fut modifiée. Le siège de Stockholm avait fourni des preuves que les avocats de la défense avaient abusé de leurs rapports avec les prisonniers pour faire passer des messages à des détenus dans d'autres prisons et à des sympathisants

hors des prisons. L'avocat de Mahler, Otto Schily, bien qu'il n'ait aucune affinité avec les terroristes, fut exclu de la défense de Gudrun Ensslin, sous la fausse accusation d'avoir favorisé des échanges d'informations. L'avocat Croissant fut exclu de la défense de Baader. Il réussit à obtenir un permis de visite permanente pour voir Ulrike Meinhof et discuter avec elle de questions liées à un pourvoi en cassation de Gudrun Ensslin. Un arrêté du tribunal lui interdit de rendre visite à Mahler. La C.D.U. réclama le vote d'une loi soumettant tous les contacts des avocats de la défense au contrôle du tribunal. Cette proposition fut alors rejetée à cause des critiques de l'ensemble des avocats et des Libéraux, mais Stockholm vint tout changer. Des lois d'urgence, passées à la hâte, donnèrent aux tribunaux le droit de réduire le nombre des avocats de la défense. La procédure fut modifiée, interdisant aux défenseurs de faire des déclarations au cours d'un procès, et permettant d'exclure les inculpés des audiences, et de prononcer les condamnations en leur absence. On envisagea d'introduire l'immunité pénale pour les inculpés qui témoigneraient pour l'accusation, et de surveiller les discussions entre avocats et prévenus.

Les avocats exclus sont : l'avocat Jörg Lang, de Stuttgart (soupçonné d'appartenir à la R.A.F. ; entré dans la clandestinité), Siegfried Haag (arrêté le 9 mai, accusé d'avoir aidé des terroristes à faire passer des armes par la frontière suisse), et Kurt Grönewold, de Hambourg. On accusa les avocats d'avoir permis la coordination de grèves de la faim dans différentes prisons, et d'avoir encouragé les sympathisants à de nouvelles actions violentes. Les avocats commis d'office en remplacement, quand ils ne furent pas récusés par les accusés qui se rebellaient, se trouvèrent dans l'impossibilité matérielle d'étudier au pied levé 50 000 pages de dossiers, et les dépositions des 996 témoins prévus (et dont aucun n'a d'ailleurs assisté à un seul des épisodes de l'affaire). 80 experts, la plupart cités par l'accusation, doivent faire quelque 1 000 dépositions distinctes, où ils déposeront des conclusions concernant une montagne d'armes, de pièces saisies lors de perquisitions, etc... La défense récusera certainement les experts engagés par l'accusation, et soumis aux pressions de la police. On pouvait prévoir que le tribunal conduirait le procès sans les accusés, comme lors du procès du S.P.K. C'est ce qui se produisit. Pendant le mois d'août, les débats furent constamment interrompus. Ensslin et Raspe refusèrent de participer et provoquèrent leur exclusion

par le juge Prinzing en le traitant de : vieux singe, porc fasciste et trou-du-cul.

Nous voudrions rappeler à nos camarades que l'homme qui mène le procès de Stuttgart, le juge Prinzing, est celui-là même qui fut responsable du traitement infligé à Holger Meins (1) ! De la façon dont il conduit les débats, toute demande présentée par la défense est du sabotage, et d'après lui, ainsi que d'après ses autres collègues ayant voix au chapitre, il est du devoir des défenseurs d'aider à empêcher les détenus de « faire usage de violence contre l'Etat » en commettant une grève de la faim. Si cet homme n'était pas le sinistre crétin qu'il est — et en tant que tel il est le type même des individus dont l'Etat a besoin pour rendre l'injustice sans rougir — l'I.A.T. lui enverrait des morceaux choisis des écrits de Tucholski sur les Cours de Justice et les juges, leur hypocrisie éhontée et leur morgue imbécile.

Lorsque le procès reprit, l'état des accusés était tel qu'on certifia qu'ils étaient incapables d'assister aux débats. L'examen médical révéla que leur délabrement physique est dû à un régime de détention inhumain. Le juge Prinzing eut le culot de déclarer que les détenus s'étaient rendus coupables d'avoir provoqué leur mauvais état de santé, en faisant la grève de la faim. Le procès suivra donc son cours, que les inculpés soient présents ou non. M'est avis que le juge Prinzing a signé sa propre condamnation à mort !

Les Komitees gegen Folter (Comités contre la Torture), Hambourg 60, Alsterdorfer Str. 85, ont publié des déclarations faites par les accusés pendant le procès.

En isolant les avocats de la défense et les prévenus, le tribunal s'isole de toute justice et devient une parodie. En violant les droits démocratiques des citoyens (même d'après les critères d'une constitution moins démocratique que celle de la République de Weimar), les autorités de Bonn, bien malgré elles, justifient les rebelles du groupe B.M. Ils ont réussi à forcer l'Etat à employer des méthodes d'Etat policier. C'est ce qu'exprimait Gudrun Ensslin dans une circulaire de prison, interceptée par les autorités : « Il faut faire craquer le système

(1) Holger Meins, détenu à la prison de Wittlich, dans l'Eifel, subissait l'alimentation forcée depuis le 30 septembre. Il fut délibérément sous-alimenté par les médecins, qui à la fin ne lui fournissaient que 160 calories par jour ! (Minimum vital : 1 600 cal.) Holger Meins mourut le 9 novembre. Il pesait alors 42 kg. (N.d.T.)

en retournant la pointe de la lance et en forçant les flics à agir en contradiction avec leur idéologie ». La mort du gréviste de la faim Holger Meins a révélé l'inhumanité du système pénitentiaire. Résultat : des manifestations de masse et une répression violente ; création de commandos Holger Meins. L'arrestation de Siegfried Haag a amené l'apparition d'un nouveau commando Haag. Bonn affirme que la nouvelle ligne dure a forcé les commandos à reporter leurs bases à l'étranger. Le siège de Stockholm fut un coup manqué, mal préparé, mais il a mis en évidence un nouveau fait alarmant : l'utilisation d'explosions télécommandées pour faciliter la fuite. Le groupe du 2 juin a fait preuve, dans ses opérations, de plus de sang-froid, de plus d'intelligence dans la préparation, et s'est montré plus impitoyable. L'opinion publique serait : l'anarchisme violent n'a aucune chance en Allemagne, mais cela ne veut pas dire que l'anarchisme ne trouvera plus d'activistes à l'avenir. Mahler s'est répété à dire que la lutte violente contre l'Etat doit être poursuivie, même s'il n'y a aucune perspective de succès. Il changea d'avis, et déclara dans une émission à la télévision, durant l'enlèvement de Lorenz, (suivant en cela la ligne des communistes aussi bien que de Bonn) que le terrorisme individuel de petits groupes ne servait à rien. Autres avis émis par des membres du public : « Les groupes terroristes sont devenus trop prudents. Ils évitent les contacts avec d'autres groupes. La lutte isolée dans la conspiration, c'est la nouvelle stratégie. Beaucoup de membres de telles bandes ont des emplois ordinaires. Ils font du terrorisme après les heures de travail. Avec les meneurs en prison, les autres qui restent en liberté font penser à un boxeur en mauvaise posture : il devient plus dangereux ».

Le K.O. final peut sembler inéluctable, puisque le nombre des activistes a été réduit. Mais tant que subsistent des sympathisants, le danger n'est pas écarté. C'est pourquoi la prochaine étape va être la tentative de la police d'écraser les Comités existant contre la torture, et pour l'aide ou le soutien aux prisonniers — les anarchistes véritables. En exploitant l'hostilité du public contre les terroristes, il sera aisé de désigner les groupes anarchistes comme étant des « associations de malfaiteurs ». Interpol exerce une surveillance assez étroite, par exemple, sur les Japonais qui s'expatrient au-dessous de l'âge de 30 ans. Il y a quelques mois, il y eut une descente sur un appartement à Londres, où avaient habité des membres de l'Armée Rouge japonaise qui étaient recherchés. Après certaines des

actions des GARI, la collaboration des services de sécurité espagnols, français et britanniques se montra clairement à Londres. Et voilà que le chef du service criminel d'Allemagne de l'Ouest a déclaré : « J'essaierai d'organiser une conférence des ministres à l'échelle européenne, et d'utiliser cette plateforme pour promouvoir une initiative d'envergure à l'échelle internationale, afin de parvenir à un accord de tous les Etats civilisés du monde. Quand cet objectif aura été atteint, le chantage à la terreur aura perdu sa raison d'être, et les seuls endroits où l'on pourra se réfugier seront le Pôle Nord ou le Sahara ».

Les anarchistes ne s'en laissent pas conter. Plus les groupes qui œuvrent pour la révolution sociale sont traités d'« associations de malfaiteurs », plus les travailleurs combattifs se rendront compte de la communauté de leurs intérêts essentiels. L'existence de petits groupes libertaires est un fait universel, comme l'est la menace qu'ils représentent potentiellement pour les gouvernements. La manière dont le procès B.-M. sera mené peut encore amener un renversement de l'hostilité des travailleurs contre les étudiants, comme en France en 1968. L'idée de liberté ne peut être effacée par aucun Etat, qu'il utilise la force brute, la ruse mensongère, l'abus psychiatrique, le lavage de cerveau, ou l'anéantissement chirurgical de la conscience. Le besoin de libération est aussi élémentaire et invincible que la nature. Toute tentative pour l'étouffer ne fait que le renforcer, et monter la peur de ses adversaires. Voilà pourquoi nous ne nous joindrons pas au chœur des nouveaux Ebert et des Noske, et de leurs amis réactionnaires, qui croient avoir vaincu le groupe B.-M. et le mouvement du 2 juin. Ces camarades ont amené leur propre défaite en commettant l'erreur de croire que l'idéologie du militarisme rouge est identique à la Révolution Sociale.

### Un autre Procès Baader-Meinhof

A Kaiserslautern, l'ancien palais des sports, le « Jahnplatz », a été transformé en forteresse. 8 caméras mobiles assurent une surveillance permanente. Les lieux sont entourés d'une double clôture de barbelés. Les abords, la forêt et l'espace aérien sont sous contrôle permanent. 300 policiers assurent la garde 24 heures sur 24. Les frais de construction se montent à D.M. 500 000, plus encore D.M. 500 000 pour les dispositifs techniques de sécurité. Les accusés sont : Manfred Grashof, Klaus Jünshke

et Wolfgang Grundmann. Chefs d'inculpation: « participation à une association de malfaiteurs », attaques de banque et assassinat. L'attaque de banque se déroula en 1971 à Kaiserslautern avec Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Carl Raspe, et le meurtre fut celui du policier Herbert Schoner. L'attentat à la bombe contre le Q.G. américain à Francfort suivit (1 mort, 11 blessés). Grashof est responsable de la mort de l'officier de police Hans Eckharolt à Francfort, ainsi que de la tentative d'assassinat d'un policier à Francfort. Grundmann est responsable d'une attaque de banque à Ludwigshafen qui rapporta D.M. 285 000.

## L'ALLEMAGNE JUDICIAIRE

Le 23 juillet, la police a perquisitionné les bureaux des avocats Groenewold, Köncke et Rogge. Les appartements personnels de toutes les personnes travaillant au service de ces avocats, y compris celui de la femme de ménage, furent fouillés. 13 personnes furent conduites dans des commissariats aux fins d'interrogatoires, durant parfois 9 heures. Les avocats sont soupçonnés d'avoir porté aide et soutien à une organisation de malfaiteurs (R.A.F. et mouvement du 2 juin) en obtenant et en faisant passer du matériel d'information venant de prisonniers appartenant au groupe Baader-Meinhof.

L'opération de police fut exécutée par des membres du B.K.A. (service de police criminelle d'Allemagne de l'Ouest), ainsi que par des responsables locaux de la police politique et du service « T » qui vient d'être créé. L'opération fut menée sur l'ensemble du territoire (Heidelberg, Berlin, Stuttgart, Hambourg). A 7 heures du matin des cordons de policiers armés de pistolets-mitrailleurs isolèrent les bureaux. Les perquisitions durèrent de 9 h. à 22 h. Tous les dossiers ayant trait à la défense dans l'affaire Baader-Meinhof furent confisqués. Les fouilles domiciliaires des appartements privés prirent quelque 4 heures, avec une attention particulière à la recherche d'empreintes. Tout document imprimé à caractère politique, manuscrits, notes, tout ce qui portait une adresse ou un numéro de téléphone, furent également embarqués. Quand il y a avait des machines à écrire, on tapa des lettres-échantillons aux fins d'analyse; et on fit des croquis des lieux. Deux des 13 personnes emmenées pour être interrogées furent arrêtées en pleine rue. L'une d'entre elles

dut se mettre face au mur et fut fouillée pour voir si elle était armée.

Les bureaux de Ströbele et de ses collègues Klaus Eschen et Henning Spangenberg, ainsi que leurs appartements, furent perquisitionnés. Ströbele a été arrêté, de même que Croissant.

L'avocat Croissant est maintenu en détention préventive.

L'avocat Ströbele a été libéré sous caution. Les magistrats furent surpris de voir que le montant excessif (D.M. 80 000 — N.d.T.) de la caution avait été réuni par des sympathisants, et consentirent à sa libération, étant donné qu'il semblait peu probable qu'il tente de s'échapper en Irlande ou au Moyen Orient. De plus, des circulaires d'information émanant de lui montraient qu'il n'inclinait nullement vers l'anarchisme. Il écrivait: « (...) en tant qu'homme de loi, un défenseur ne peut pas fonctionner comme le bras agissant de prisonniers politiques, pas plus que de leurs sympathisants à l'extérieur ». Baader l'avait exprimé plus brutalement: « Strö est un avocat libéral, qui considère nos procès comme un moyen d'avancer ses propres intérêts (...) il n'est pas politisé ».

## Extraits des arrêtés des tribunaux

« Les inculpés, Kurt Groenewold et d'autres individus, ont — depuis 1973 — soutenu une association de malfaiteurs en participant à un réseau dit « info » (d'information). Ce réseau a servi, entre autres, à maintenir sur pied le cadre organisationnel de l'association Baader-Meinhof, en patronnant la préparation de nouvelles actions terroristes et en servant de direction aux membres et sympathisants non encore arrêtés, permettant ainsi la mise en œuvre de visées criminelles malgré l'emprisonnement du « noyau dur » (Baader, Meinhof, Ensslin, Raspe et d'autres). (...) »

Signé : Kuhn, juge de la Cour Fédérale de Karlsruhe.

« (...) Le Dr. Claus Croissant, avocat, est soupçonné d'avoir soutenu une organisation et d'avoir fait de l'agitation en sa faveur, organisation constituée en vue de commettre des actions criminelles. A Stuttgart et en d'autres lieux, en rapport étroit avec Groenewold à Hambourg, et l'avocat Ströbele à Berlin, il a depuis 1973 fait circuler de prétendues circulaires d'information des cellules, sous le nom de « Verteidiger-Post » (« Courrier de la Défense »), et d'autres informations écrites par des membres de la

bande Baader-Meinhof et communiquées aux détenus Bernhard Braun, Heinrich Jansen et Rolf-Gerhard Heissler, des membres de la bande incarcérés à la prison de Straubing, Munich, et à la prison de Moabit, Berlin (...). Suivant les directives du chef de la bande, Baader, il a exercé une forte influence sur Braun et sur Manfred Grashof, un membre de la bande (oct. nov. 1974), incarcérés à Zweibrücken, et qui entreprirent une grève de la faim collective (...). Suivant les directives des meneurs de la bande, il organisa de nombreuses réunions publiques et conférences de presse en Allemagne et à l'étranger, afin de faire naître un mouvement d'opinion international, qui s'intéresserait aux membres de l'association de mal-faiteurs et à leurs desseins soi-disant politiques. Ceci est une infraction au § 129 du St. G.B., et par conséquent un motif d'arrestation. Il y a lieu de croire qu'il pourrait tenter de s'échapper. L'arrestation de son complice, l'avocat Ströbele à Berlin, a également été ordonnée ».

Signé : Juge Hansel, Tribunal de Stuttgart.

Les avocats mis au ban réclament :

1°) La libération des avocats arrêtés, Croissant et Ströbele.

2°) La levée de l'interdiction faite à ces avocats par les tribunaux de poursuivre leurs activités professionnelles.

3°) L'abolition des lois d'exception qui restreignent les droits des avocats de la défense.

4°) Une conduite des procès politiques en Allemagne de l'Ouest conforme aux principes internationaux reconnus, garantissant la protection des inculpés et de leurs défenseurs.

Se sont déclarés solidaires de ces exigences :

- 100 avocats et juges à Munich et à Augsburg ;
- des avocats de Hambourg ;
- 31 professeurs de Droit ;
- 30 avocats italiens, hollandais et suédois ;
- 188 avocats américains ;
- des enseignants, étudiants, des juges, des travailleurs sociaux et des avocats belges, italiens et hollandais à Goutelas ;
- un communiqué de protestation du Comité International pour la défense des prisonniers politiques en Europe ;
- un communiqué de solidarité de la Haldane Society (groupe de pression libéral pour la réforme juridique — N.d.T.) de Grande-Bretagne.

Nous notons avec étonnement qu'il n'est fait mention d'aucune organisation ouvrière. Nous sommes perplexes.

Les avocats inculpés nient s'être substitués aux combattants de la R.A.F. Serait-ce pour cela qu'ils ont pu retrouver le soutien de membres éminemment respectables de la bourgeoisie, qui avaient abandonné la R.A.F. quand elle s'était tournée vers l'action armée ?

La calomnie délibérée a servi à désavouer les anarchistes depuis le début de l'émancipation de la classe ouvrière. Maniée par des oiseaux de même espèce, adorateurs de l'Etat et du gouvernement. L'identification des anarchistes aux criminels a toujours été l'arme préférée de tout parti aspirant au pouvoir gouvernemental — et peu importe qu'il soit de droite, de gauche ou libéral.

Ce n'est une nouveauté, ni pour nous, ni pour les opprimés qui ont des yeux pour voir, où qu'ils soient. Ils se rendent compte de ce que la lutte menée par les avocats en révolte ne s'identifie pas vraiment avec la lutte des opprimés contre leurs maîtres. Que les gens applaudissent à la furie des avocats rebelles, et jubilent à chaque coup porté au prestige des ordonnateurs corrompus de la loi d'Etat, ne les fait pas se départir d'une méfiance aux racines profondes envers la loi et les hommes de loi. L'homme ordinaire ne connaît rien aux embûches de la loi et, quand il a un problème, il doit faire appel à « son » avocat, mais il n'éprouve pas de véritable affection à son égard.

Les anarchistes de la vieille école préféreraient récuser le tribunal, et s'en servaient comme d'une tribune pour attaquer avec intransigeance. Après la révolte étudiante de 1968, Teufel, membre de la Commune de Berlin, reprit cette tactique, qui fut accueillie plus ou moins comme une nouvelle mode, avec, au lieu de la sincérité dramatique, l'explosion d'obscénités verbales pour ridiculiser le côté théâtre des débats et la dignité factice du tribunal.

Les tribunaux d'Hitler et le procès de Nuremberg ont suscité en Allemagne un cynisme qui va bien plus loin que toute la verve satirique des caricatures de Daumier sur les gens de robe. Les avocats en révolte dénoncent l'injustice qui leur est faite aux mains des grands maîtres retors et pape-lards qui manipulent et combinent contre eux en haut lieu. Ils ont perdu les privilèges de leur profession pour n'avoir pas voulu jouer le jeu. Si leurs collègues libéraux les soutiennent, c'est qu'ils ont peur de voir

la puissance de la police grandir au point où le nouveau monstre pourrait écartier totalement les libertés constitutionnelles, les dépouillant en même temps de leur sécurité. Il ne faut pas que la dénaturation des libertés démocratiques soit poussée trop loin. Les armes nouvellement acquises contre les « terroristes » de la R.A.F. qui mettaient en péril l'ordre et la loi pourraient en fin de compte servir contre quiconque refuserait d'acquiescer à un terrorisme d'Etat sans restriction.

« Nous n'avons aucun désir de minimiser le courage dont ont fait preuve le groupe B.-M. et le mouvement du 2 juin, ni les résultats évidents qu'ils ont obtenus dans leurs attaques contre un système légal — juridique et gouvernemental — pourri jusqu'à la moelle. Nous éprouvons du respect pour leur zèle révolutionnaire dicté par l'impatience, autant que nous apprécions l'audace de l'attitude qu'ont prise les avocats qu'ils s'étaient choisis, et qui sont maintenant devenus les victimes d'une loi qu'administrent bien maladroitement ceux qui ont la charge.

Mais si nous regardons les défenseurs de la R.A.F. — en faisant la part de ce qui est la lutte pour leurs intérêts professionnels — nous ne voyons rien d'autre qu'une avant-garde de plus, embrassant à son tour la bannière de « la loi juste et l'ordre juste », dans sa lutte contre un groupe de fascistes déguisés en démocrates authentiques, et défendant leur loi et leur ordre. Ce n'est pas la défaite des uns ou des autres qui fera disparaître les prisons de la surface du globe.

## MEDECINE DU TRAVAIL (1)

### Des docteurs de prison allemands parlent

« (...) l'alimentation forcée s'effectua dans un silence presque macabrement irréel. L'atmosphère était incroyablement proche de l'explosion. » (Directeur Médical Reinhard Meitzner, Berlin).

« (...) cela produit une tension énorme, critique, et induit un état durable de dépression mentale, qui va en s'accroissant. » (Des membres du personnel médical de la prison, Munich).

(1) Travail: du latin *tripalium*, instrument de torture. — (N.d.T.)

« (...) Certains s'effondrèrent, à genoux, implorant les autres de les remplacer pour faire entrer la canule. D'autres quittèrent la pièce, se plaignant d'un choc nerveux trop fort. D'autres, qui menèrent à bout l'alimentation forcée sur des prisonniers qui résistaient, sanglés à leur couche, en vinrent au point de rupture, physique et psychique. » (Directeur Médical Mendel Friedland, Heidelberg).

La plupart des docteurs de prison hésitèrent à alimenter de force les prisonniers du groupe B.-M. pendant leur grève de la faim. Le professeur Rudolf Frey (Mayence), qui soigna les camarades du groupe B.-M. Grundmann et Jünschke après une grève de la faim prolongée, dénonça l'alimentation forcée comme un acte de sadisme dangereux.

Dans une déclaration faite au congrès par un membre, plusieurs mois après la mort du gréviste de la faim Holger Meins, les scènes qui se déroulèrent dans la plupart des prisons étaient qualifiées d'« orgies autour d'un tube ».

Le Professeur Volrad Deneke de l'Association Allemande des Médecins, signala que 90 docteurs avaient la charge de 50 000 prisonniers. Ils devaient affronter les menaces d'enlèvement ou d'assassinat. Ils devaient subir les pressions incessantes de l'Etat. Et en plus ils étaient considérés avec mépris, comme des « exécuteurs des basses œuvres de la justice avec un savoir médical ».

Le conseil de la profession médicale condamne maintenant ouvertement les règlements pénitentiaires qui obligent les docteurs à accomplir des actes contraires au code de déontologie.

Des membres de la magistrature s'élèvent également contre l'alimentation forcée. Le professeur de Droit Ludwig Raiser a déclaré qu'il était de l'opinion que tout individu a le droit de se détruire. Le juriste Hoinmar von Dittfurth demande de quel droit aucune loi peut entériner l'usage de la force pour interdire à un individu de mettre sa vie en jeu dans sa lutte contre l'Etat. Au contraire, la règle de l'Etat fait un devoir de sauver la vie d'un prisonnier, au besoin contre sa volonté. Le refus de pratiquer l'alimentation forcée sur un prisonnier étant assimilé à l'euthanasie par la loi, acte passible d'une peine d'emprisonnement « non inférieure à trois ans », deux docteurs de l'université de Tübingen ont récemment été enjoins par un tribunal d'alimenter des prisonniers de force.



## Mort de Katharina Hammerschmidt

Ils l'avaient arrêtée en 1972. C'était une étudiante, accusée d'avoir transporté des armes et d'avoir fourni des planques aux membres de la R.A.F.

Six médecins de prison furent incapables de diagnostiquer une tumeur cancéreuse : pour eux, c'était une simulatrice et une mauvaise tête, et ils la soignèrent comme telle. Des radios montraient des symptômes caractérisés de cancer. Le docteur de l'hôpital de la prison de Berlin, un professeur de médecine, n'aurait rien remarqué d'anormal. Sa distraction fut attribuée à la fatigue, due au surmenage, qui aurait affecté son acuité visuelle et mentale.

Quand des crises d'étouffement apparaurent, au mois de septembre 73, deux autres médecins examinèrent la malade. Après avoir vérifié les radios, ils conclurent qu'il n'y avait pas lieu de prescrire un traitement spécial. Ils conseillèrent de procéder à de nouveaux examens radiologiques trois mois plus tard. Les autorités pénitentiaires, dont c'est le devoir de veiller à la bonne santé des détenus, ne tinrent aucun compte de cet avis. En octobre, alors que la malade était en proie à des insomnies et à des douleurs insupportables, elle était catégorisée comme « criant trop ». Elle entreprit plusieurs grèves de la faim pour obtenir un traitement approprié. Les autorités de la prison virent dans ses actions un chantage à mobile politique. Son défenseur insista pour la faire examiner par un spécialiste. Maintenant sa gorge était enflée à un point effrayant, et ses crises d'étouffement prenaient un tour alarmant, mais le médecin en poste à la prison la traitait encore comme une simulatrice, et ne lui donnait que des cachets sans aucun pouvoir actif. A la fin, la gravité de son état devenant trop manifeste pour qu'on la garde sous la responsabilité de l'administration, le juge chargé de son affaire ordonna sa libération pour qu'elle puisse se faire soigner en clinique. Il était alors trop tard.

Bien que l'enquête eût fait état d'une « incroyable carence médicale » de la part des docteurs et de l'administration de la prison, responsables de son traitement, l'expert commis trancha : « Il n'y a pas de coupables — pas de faute pouvant justifier de poursuites ». Les manifestations gauchistes sur la « Justice assassine » sont — bien entendu — repoussées comme irresponsables et injustifiables.

## LA LOI ET L'ORDRE

Fin août, 2 attaques de banques furent menées à bien en l'espace de 24 heures par deux couples armés. A chaque fois, ils prirent le large avec DM 100.000. Ils laissèrent sur les lieux des boîtes de chocolats avec un tract. Sa formulation amena le chef de la police de Berlin, Boetcher, ainsi que d'autres experts de la police, à rendre l'ancien communard (c.à.d., ancien membre du groupe « Kommune 1 » de Berlin — N.d.T.) Fritz Teufel responsable de ces hold-ups, accomplis au nom du Mouvement du 2 Juin. Des avis de recherche à son encontre sont placardés partout, le désignant comme un des responsables de l'enlèvement de Lorenz.

Plusieurs autres actions moins spectaculaires, menées par divers nouveaux groupes s'identifiant au Mouvement du 2 Juin, étaient manifestement organisées dans le but de démontrer au public que la résistance est non seulement encore vivace, mais en plein essor, malgré l'arrestation des auteurs de l'enlèvement de Lorenz : Gerald Klöpfer, Ronald Fritzscher et Ralf Reinders ; et malgré le fait que Werner Sauber ait été tué, et Till Meyer blessé. Depuis la mi-juillet, on pouvait noter une nervosité croissante en haut lieu, parmi les responsables de la sécurité. Dans leur évaluation de toutes les actions qui ont eu lieu après le siège de Stockholm, les policiers estimaient que les 2 hold-ups étaient l'indice de préparatifs pour un nouvel enlèvement ou pour un attentat à la bombe.

Au cours d'une série de descentes éclairs pendant le mois de septembre 1975, le service spécial « T » (pour Terreur) de la police a capturé la plupart des militants connus du Mouvement du 2 juin. 14.000 policiers ouest-allemands étaient engagés dans les opérations, dirigées par 212 spécialistes de police criminelle appartenant à la nouvelle section « T ». 7.000 éléments d'information sur les anarchistes avaient été traités par ordinateur. On vérifia des milliers d'immeubles, classés comme « domicile se prêtant à des activités de conspiration », de garages, d'aires de stationnement. (Rappelons l'« Opération Winterreise » qui fut engagée après la libération des 5 prisonniers de la R.A.F., suite à l'enlèvement de Lorenz : à cette occasion, on vit la police faire des

descentes sur des secteurs entiers de Berlin, avec la participation des troupes d'occupation U.S.I).

Sont en état d'arrestation : Juliane Plambeck, Ralf Reinders et Inge Viet. Reinders était dans la clandestinité depuis 1969. Viet s'était évadée de prison en 1973. Ils sont tous trois rendus responsables de : l'exécution du traître Ulrich Schmücker (juin 1974), l'assassinat du juge Drenkmann (novembre 1974), l'enlèvement du leader de la C.D.U. Peter Lorenz (janvier 1975).

L'indicateur Götz Tilgener, qui participa à la fondation du groupe du 2 juin, avait déclaré à la police que Viet et Reinders avaient donné l'ordre aux camarades de Wolfsburg de tuer Schmücker (Tilgener est mort mystérieusement en 1975).

Un autre fondateur du groupe, Heinz Brockmann, devint lui aussi indicateur. Il avait été condamné à une peine légère de prison. A sa sortie de prison, la Verfassungsschutz (homologue allemand de notre D.S.T. — N.d.T.) le prit sous son aile. La police affirme que d'autres jeunes membres du groupe parlent sans réticence depuis qu'ils sont en état d'arrestation.

L'arrestation des meneurs n'est pas, contrairement à ce que clame le chef de la police Kittlaus, le résultat d'une recherche systématique. La centralisation des services de police, l'informatique et la nouvelle brigade « T » ne leur auraient été d'aucun secours, s'il n'y avait pas eu un éboueur pour trouver dans une poubelle des fragments déchirés d'exemplaires ratés de tracts du 2 Juin et de faux documents, et pour apporter sa trouvaille à la police.

D'après les communiqués de presse émis par la police, une serviette appartenant à Lorenz fut retrouvée dans la boutique de Reinders. Manfred Ganshow (chef adjoint de la police de Berlin) n'a rien à dire de la pratique policière bien connue, qui consiste à introduire des objets compromettants à l'occasion d'une fouille domiciliaire. Quand de telles accusations ont été formulées par nos camarades dans le passé, les médias se sont bien gardés d'y faire écho ! (1). « Les terroristes », déclare Ganshow, « ont fait

(1) Comme ce fut le cas pour les 10 camarades anglais accusés d'avoir participé aux attentats revendiqués par la Brigade de la Colère, et dont la moitié furent acquittés, à l'issue d'un procès retentissant, à Londres (juin-déc. 71), malgré les « pièces à conviction » présentées par la police (cf. I.C.O., N° 110-111, 120-121, et 122). — N.d.T.

preuve d'une légèreté incroyable en laissant traîner une telle pièce. Ils étaient devenus trop sûrs d'eux, et se croyaient parfaitement en sécurité. » En voilà un qui, avant de faire des déclarations hâtives, devrait d'abord consulter — comme les autres grands patrons de la protection de l'Etat — ses psychiatres et sa clique de savants vendus (tels Hacker et le comportementiste Skinner). Hacker, soit dit en passant, est conseiller du Pentagone, du F.B.I. et du Service Criminel allemand pour les questions de contre-révolution. Que nos camarades aux U.S.A. en prennent note !

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons encore : le plus grand terroriste de tous, c'est l'Etat ! Des savants tels que le professeur Barning fournissent le boniment qui en mettra plein les yeux au public. Maihofer et Schwarz se servent de ces échafaudages scientifiques pour masquer le fait que ce sont eux les auteurs intellectuels d'un super-terrorisme.

Nous citons *Prozess Info* N° 1 (publié par les Komitees gegen Folter, Hambourg) : « Suivant la définition donnée par Schwarz (ministre de l'Intérieur de Rhénanie-Palatinat) : « La règle fondamentale du terrorisme est de tuer le maximum de gens possible. Le terroriste veut créer la paralysie par l'épouvante chez un nombre de plus en plus grand à travers le monde ». C'est la définition exacte de la politique d'Israël à l'encontre du mouvement de libération de la Palestine ; de la politique vietnamienne des U.S.A. ; de la politique de la Junte chilienne ; de la politique du Ministère Public de l'Etat allemand : détruire autant de révoltés et de prisonniers politiques que possible ». (Nous ajouterons à cette liste le discours de Franco après qu'il ait fait exécuter les camarades espagnols).

Nous avons signalé le nombre croissant de « tote Trakte » (« bras morts » : sections d'isolement) nouvellement construits. « On nous a placés, Jan et moi, dans un de ceux-ci à Stammheim. Augustin, les 4 de Stockholm, Schiller et Eckes sont gardés dans des « bras morts ».

Les compte-rendus de presse, inspirés par la police, parlent de « légèreté incroyable » et de gens « trop sûrs d'eux ». Si l'on relit la littérature policière de la période précédente, on s'aperçoit que les fins limiers excusaient leurs échecs en soulignant l'habileté des guérilleros à mettre en œuvre la stratégie établie par les spécialistes de la guerre de guérilla ; et les précautions qu'ils prenaient pour assurer leur sécurité.

Mais à présent les média nous disent : « Teufel et son amie Gabriele Rollnick ont donné en plein dans la souricière montée par la police dans l'appartement de celui-ci. Le service « T » n'eut aucune difficulté à s'assurer de lui, de son fusil à canon scié, et de \$ 15.400 en devises étrangères (...). Ils le trouvèrent en possession d'une longue liste de sympathisants du 2 Juin qui n'avaient jamais été repérés ». On n'a signalé nulle part qu'un coup de filet ait suivi pour s'emparer de ces « partisans (répertoriés) d'une association de malfaiteurs ». Voilà qui devrait amener les citoyens à se poser des questions. Les anarchistes, mieux au courant des procédés employés par la police au cours de son histoire, savent comment les forces de sécurité s'y prennent pour se donner l'apparence d'être absolument indispensables. Si tous les membres du groupe B.-M. et du Mouvement du 2 Juin avaient été appréhendés, on pourrait se passer de l'armée colossale de spécialistes des questions de sécurité et de parasites mettant en coupe la psychiatrie.

Le gouvernement allemand, afin de semer la confusion, a imposé aux média une terminologie fallacieuse et de la plus insigne mauvaise foi. L'épouvantail rebattu des anarchistes lanceurs de bombe servit, une fois de plus, à amener l'homme moyen, épris de démocratie, à accepter une législation fasciste. Puis la propagande sortit une série d'histoires d'atrocités : « La bande B.-M. menace d'empoisonner l'eau potable de Stuttgart. » « Du gaz moutarde volé par des membres de la bande doit servir contre la population. » C'est alors qu'une bombe explose à la gare centrale de Brême (6 décembre 1974), attentat dont la R.A.F. fut rendue responsable, mais qui portait la marque d'une provocation policière.

Depuis le mois d'octobre 1974, 65 « anarchistes » et sympathisants présumés ont été arrêtés. 102 personnes sont en détention préventive pour avoir soutenu des « menées anarchistes ». 202 enquêtes des services de police sont en cours.

Ilse Jandt et 7 membres du groupe de Wolfsburg du 2 Juin furent arrêtés après l'exécution du renégat Schmücker. Nous avons fait état de l'arrestation de Ralf Reinders, « chef du Mouvement du 2 Juin » et assassin présumé du juge Dienkmann. La police hollandaise a arrêté à Amsterdam l'« anarchiste » Helmut Luef, membre du groupe Debus, lié à la R.A.F.

Sont toujours en liberté : Jörg Lang (Jogi), un avocat « anarchiste » ; la police affirme qu'il s'emploie à mettre sur pied une nouvel-

le organisation de la R.A.F., et qu'il est en train d'organiser de nouveaux enlèvements. Astrid Pröll (Rosi), ancienne maîtresse d'Andreas Baader, serait, à en croire la police, gardée par les « Brigades Rouges » en Italie. Cela fait 3 ans que Vera Berzel est dans la clandestinité. Angela Luther et l'avocat Siegfried Haag n'ont toujours pas été retrouvés. Pas plus qu'Andreas Vogel, prétendument responsable du dernier attentat à la bombe à la gare centrale de Hambourg.

Ont été libérés (suite à l'enlèvement de Lorenz) : Rolf Heissler, Gabriele Kröcher-Tiedemann, Rudolf Pohle, Verena Becker, Ingrid Siepmann. Disparus — et, de l'avis de la police, exécutés pour trahison : Ingeborg Barz, Michael Baumann, Ewald Goerlich, Susann Herminghausen, Rosemarie Kesser.

Les suppositions vont bon train pour savoir où sont passés les vieux de la vieille. Les ordinateurs de la police sont sur les dents. La rumeur fait apparaître les fugitifs ici, partout et nulle part : au Sud Yémen, dans des écoles de guérilla japonaises... Leurs relations sont internationales : le Front de Libération de la Palestine, l'Armée Rouge Japonaise, les guérilleros espagnols, les Brigades Rouges italiennes. Lisbonne s'est mué en centre de conjuration. Poniatowski prétend avoir les preuves de l'existence d'« écoles de terrorisme anarchistes » en Allemagne de l'Est. La police veut que Siegfried Haag ait été en rapport avec le fameux terroriste « Carlos ». La fermette de Haag, dans le Midi de la France, apparaît, à en croire la police, comme la base clandestine d'où étaient menées des opérations en Espagne et dans d'autres pays. Contre cette « conspiration mondiale du terrorisme », Maihofer appelle à une action conjointe anti-terroriste au niveau international. A dire vrai, un certain degré de coordination a été mis en place avec les services de contre-espionnage français, suédois, espagnols et anglais. En mars 1974, la police suisse arrêtait à Zürich un groupe de la R.A.F., qui avait dérobé des mines, des grenades et des armes légères dans des arsenaux de l'Armée suisse ; groupe mené par Petra Krause, accusée de l'incendie criminel d'un immeuble de l'I.T.T. à Milan (il s'agit de sa filiale italienne Face Standart — N.d.T.). Une partie de ces articles redoutables passa en Espagne. 3 pistolets mitrailleurs, 3 grenades et des explosifs furent remis à Siegfried Haag et Elizabeth van Dyck. La police donne à cette histoire sans importance les dimensions d'une affaire sensationnelle, portant sur un

vaste trafic d'armes. Des indications fragmentaires, obtenues fortuitement, sont montées en épingle pour donner l'impression d'une police qui, même si elle fait preuve de la plus grande réserve, n'en serait pas moins totalement au parfum. Eu égard aux effectifs énormes et aux moyens techniques fantastiques dont elle dispose, son mythe de l'inépuisable omnipotence de l'Etat a été battu en brèche par une poignée de révoltés. Il aura fallu 10.000 renseignements confidentiels — faits rapportés par des citoyens alarmés et délations inspirées par la malveillance, en réponse aux SOS de la police — et la faiblesse de quelques membres qui, cédant à la peur face à la brutalité et aux ruses employées par ceux qui les avaient capturés, collaborèrent avec eux. La police prétend désormais détenir une longue liste de sympathisants, qui n'avaient pas été fichés jusque là. En vertu de leurs droits constitutionnels, ces gens étaient parfaitement en règle, jusqu'à ce que la nouvelle législation anti-terroriste entre en vigueur. La police peut fort bien avoir des dossiers sur des gens qui soutenaient des organisations qui ont été, d'un seul coup, déclarées « associations de malfaiteurs » : des gens qui peuvent désormais se retrouver en état d'arrestation du jour au lendemain, et dont certains — nul doute — fourniraient les noms d'autres sympathisants encore, jusqu'alors inconnus. Et quiconque dira que c'est un retour aux temps de l'Inquisition et de la Gestapo sera personne marquée. La police et la Verfassungschutz (police de Protection de la Constitution) peuvent bien avoir une liste de recrues infiltrées, d'agents provocateurs et de renégats collaborant avec elles, mais elles ne sont guère au courant de ce qu'il est advenu de certains d'entre eux, tels ceux que nous avons cités, ou — par exemple — de Rolf-Jürgen Mauer.

Gerhard Baum, du ministère de l'Intérieur, déclara, après l'arrestation de Teufel et de Reinders : « Le noyau dur a été brisé, et c'est un gros succès. Mais ceci ne veut pas dire que nous puissions relâcher notre vigilance. Le danger existe toujours ». Une demi-douzaine de révoltés tient occupés des centaines de milliers de policiers (1), et une autre centaine de milliers de collaborateurs. On ne demande pas au peuple son aval, mais on lui fait payer des millions pour entretenir une force policière monstrueuse, et des millions pour

(1) Selon des chiffres récents, les forces de l'ordre comptaient 168.000 hommes en France (Police Nationale et Gendarmerie) contre 174.000 en R.F.A. (N.d.T.)

construire de nouvelles prisons forteresses, alors qu'on lui dénie des conditions de logement satisfaisantes. On lui bourré le crâne de mensonges sur la puissance de la R.A.F., ses relations internationales, sur son habileté à la guérilla et son armement. C'est en raison de cela que la police n'avait pu les capturer ; et, maintenant qu'ils ont été pris, par un coup de chance plus que par habileté, il faut bien produire de nouvelles menaces, de nouveaux dangers qui justifient l'existence des services de police et la prorogation des lois répressives. Avocats contestataires et éditeurs d'extrême gauche comptent, pour la police, comme autant de maîtres-agitateurs, s'adonnant avec bonheur au racolage des jeunes attirés par le terrorisme. Voilà le nouveau danger. Le nombre de nouveaux sympathisants clandestins, non encore repérés, serait, rien que dans les milieux ecclésiastiques, de l'ordre de 1600. Un service d'information par ordinateurs (« Nadis ») doit servir à surveiller les collectifs d'avocats et les éditeurs de gauche. Les personnalités menacées peuvent être conseillées et protégées en permanence par la police. La propagande active menée par les avocats et les éditeurs gauchistes pour qu'on reconnaisse aux guérilleros urbains le statut de militants politiques, doit être arrêtée. On ne peut plus tolérer que les informations recueillies auprès des prisonniers soient communiquées au public, en Allemagne et à l'étranger, car, dit la police, ce sont des déformations mensongères. Les organismes d'aide aux prisonniers constituent un danger à la sûreté publique, car ils favorisent la conspiration et la résistance organisée dans les prisons. Les exécutions de traîtres au sein des groupes radicaux ne sont pas de l'autodéfense, mais des actes destinés à terroriser des citoyens respectueux des lois qui « assistent la police dans son enquête ».

A en croire le tableau que nous dépeint la police, les membres en cavale du groupe B.-M. et du Mouvement du 2 Juin sont abrités par des communautés, des squatters, des groupes éditant des revues, des collectifs de jardins d'enfants. Et voilà une version policière. Une autre serait que les hors-la-loi les plus marqués disposent de sympathisants partout, qui les protègent et les aident à s'établir sous des dehors respectables, leur fournissant même de quoi se monter une affaire commerciale. Ils ont tous faux passeports, faux permis de conduire et autres documents. Ils cambriolent les bureaux des services officiels pour se

procurer des papiers authentiques, ou disposent de leurs propres officines de faussaires. Ils ont de vastes dépôts d'armes... Qu'y-a-t-il, en fait, à la base de ces affirmations policières ? Un ou deux vols de formulaires de documents officiels en blanc, dans les mairies de quelques coins perdus. Le vol de quelques pistolets-mitrailleurs, de grenades, et d'une quantité dérisoire d'explosifs. On fait appel au public dans son ensemble, et plus particulièrement aux propriétaires qui ont des appartements en location, pour qu'ils tiennent les services de police au courant de tout locataire qui verserait plusieurs mois de loyer à l'avance, et réglerait la suite par mandat postal, pas par chèque bancaire. Et de même pour les locataires qui ne reçoivent pas de courrier ; qui changent les serrures pour interdire l'accès au propriétaire ; qui n'ont que peu ou pas de mobilier ; qui choisissent des appartements relativement à l'abri de la surveillance du voisinage. 40 000 pompistes ont reçu de la police l'instruction de tenir à l'œil leurs clients. La police a déjà reçu 2 017 communications confidentielles. L'Allemagne « démocratique » en est revenue insensiblement aux conditions du régime hitlérien, qui faisait de chaque citoyen un auxiliaire de la Gestapo. Une fois de plus, sociaux-démocrates et libéraux mènent leur sale jeu de contre-révolutionnaires, sous les acclamations des réactionnaires déclarés.

## QUEL MOUVEMENT ?

Qui sont-elles donc, à l'heure actuelle, ces redoutables minorités qui doivent être écrasées ? Une Armée Rouge pouvant prétendre s'attaquer, sur le plan militaire, à l'Armée et à la police allemandes, sur un pied d'égalité, ça n'a jamais existé. Disons-le tout net. Alors, pourquoi le gouvernement allemand jouerait-il ainsi les Don Quichotte chargeant les moulins à vent ? La Fraction Armée Rouge s'est mépris dans ses comptes, mais — même si elle n'avait aucune base, et bien qu'elle n'ait pas réussi à s'assurer l'appui des travailleurs — le péril menace toujours d'un soulèvement de masse, éclatant tout à coup. Oui, la Révolution est en train de germer dans les

groupes militant pour l'avortement, les communautés et les groupes de squatters, dans tout collectif dont la révolte est cautionnée par la jeunesse. Alors que le gouvernement veut donner l'apparence d'être invincible, la R.A.F. a, de fait, indiscutablement mis en évidence la vulnérabilité du pouvoir étatique. Actuellement, la conduite adoptée par les gens de la R.A.F. est effectivement en train de révéler la vraie nature homicide de la justice allemande, à l'occasion du procès B.-M. « Le mouvement a été arrêté ! » affirme Otto Walter Haseloff, un psychanalyste de Berlin travaillant pour la police. « Après Stockholm », déclarait un autre responsable haut-placé de la police, « je m'attendais à une action spectaculaire, pour montrer que la bande était toujours forte. Le fait qu'il ne s'est rien passé prouve que le mouvement a été brisé. »

La R.A.F. peut-être, messieurs ! — mais on dirait qu'un autre mouvement est là, qui se met en branle.

Et ce n'est pas non plus du 2 Juin qu'il s'agit. Consultons donc les rapports de police. Karl-Heinz Baumann, détenu à Düsseldorf : suspect de viol, de vol et d'incendie volontaire. Il se servait de caches souterraines dans les environs de Düsseldorf pour entreposer des effets utiles à une vie de conspirateur. Il fut donné par l'indicateur Jürgen Bodeux, ce même indicateur qui incrimina notre camarade de Cologne Ralf Stein (cf. ci-dessous — N.d.T.). Les policiers qui perquisitionnaient la maison de Baumann y trouvèrent 10 dossiers de documents sur « la lutte armée de la R.A.F. ». Il se préparait manifestement à entrer dans la clandestinité. Les objets qu'il avait dissimulés ? Des sacs de couchage, des coupures de journaux, des notes personnelles, de caractère politique, des aliments en conserve, un appareil radio et des liquides inflammables ! Et puis il y a la libraire Johanna Kashke, arrêtée le 10 juillet, connue pour avoir travaillé pour le « Secours Rouge » et la « Croix Noire ». Son crime ? Elle fut repérée alors qu'elle rôdait près d'un dépôt d'armes. La police pense qu'elle préparait une attaque de banque. Ensuite, nous avons Ulrich Alt, en détention préventive à Munich depuis le mois d'avril, présenté comme l'inspirateur d'un groupe d'élèves et d'apprentis. Quels crimes cette « association de malfaiteurs » aurait-elle perpétré ? Des manifestations de protestation sur la voie publique ; avoir orné des affiches électorales de slogans anars ;

avoir arraché et mutilé des avis de recherches placardés par la police ; s'être essayés à la fabrication de bombes à retardement ; avoir fait des bombages à la peinture sur des monuments patriotiques.

La police affirme : l'avocat proscrit Lang est à la tête d'une « cellule révolutionnaire » clandestine, déjà responsable de douze actions terroristes, et résolue à venger la mort d'Ulrich Wessel et de Siegfried Hausner. Haag et Lang veulent asseoir leur contrôle sur un nouveau mouvement, formé de petits groupes autonomes, qui agissent de leur propre chef. Les policiers voudraient faire accroître à la population qu'ils ont affaire à un ramassis de gosses paumés, dévoyés par les avocats Haag et Lang. Nos recherches nous amènent à une conclusion différente : la jeunesse d'hier a eu le temps de digérer l'enseignement politique qui s'est développé depuis 1968. Ils ont eu l'occasion de confronter l'élitisme avec l'idée libertaire. Quand ils entrèrent dans le monde du travail, ils firent l'expérience des luttes ouvrières, des déceptions que connaissent les travailleurs ; de leur méfiance à l'égard de la dialectique des intellectuels (1) ; leur refus de suivre aveuglément dans les pas de la R.A.F. Les jeunes durent engager une réflexion approfondie, et cette analyse fit d'eux des libertaires. En tant que travailleurs, ils constituent bien l'élément qui manquait au mouvement étudiant allemand. Et, par leur adhésion au principe de la lutte armée, ils annoncent une réorientation possible des travailleurs qui s'étaient tenus à l'écart de l'élite B.-M. La police ne se rend que trop bien compte de ce qu'ils sont nombreux, qu'ils ont tiré la leçon des erreurs du groupe B.-M. et du 2 Juin, et qu'ils pourraient bien inspirer aux travailleurs la résolution d'occuper de nouveau l'ancienne position que leurs pères avaient désertée, celle de la Révolution Sociale.

Ils approuvent — comme nous-mêmes — les déclarations de la R.A.F., reproduites dans *Prozess Info* N° 1 : « L'opinion publique ne contrôle pas l'Etat ; c'est le contraire qui se passe : l'Etat contrôle l'opinion publique. L'objectif de l'Etat est de briser toute expression subjective de l'individu, et d'en démontrer la futilité. L'Etat se sert de sa propagande pour nous enlever tout cré-

(1) Ils ont appris que la dialectique peut cacher des triques ! (à défaut de casser des briques). — N.d.T.

dit, pour nous enlever toute liberté d'expression, et nous réduire à l'impuissance. »

« Quand nous parlons de prisonniers politiques, nous n'usons pas du concept bourgeois. Tout travailleur emprisonné est un prisonnier politique ; un prisonnier de la politique impérialiste, et partant un prisonnier de l'Etat impérialiste. Tout prisonnier, peu importe le motif pour lequel il a été criminalisé ; tout prisonnier qui comprend la nature politique de son état de sujétion ; tout prisonnier qui résiste ; qui organise la résistance au sein de la prison — celui-là est l'un de nous. »

Les anarchistes ont marqué leur désapprobation d'actions terroristes coupées du plein appui des masses. Nous ne sommes qu'en partie d'accord avec Klaus Croissant. Nous soulignons sa déclaration où il affirme que la justice étatique équivaut à la contre-révolution. Nous allons plus loin, et déclarons que la révolution bourgeoise est contre-révolutionnaire, et qu'en conséquence aucun mouvement lié à la tradition autoritaire, doctrinaire et militaire ne peut prétendre représenter la Révolution Sociale. Croissant est plus proche des conceptions anarchistes quand il déclare que, si la défense des révolutionnaires est assurée par des individus bourgeois, elle est limitée par les restrictions qu'impose la justice étatique bourgeoise : « Le combat contre la torture infligée aux victimes de l'appareil judiciaire ne peut être mené que par le peuple lui-même, auquel les révolutionnaires appartiennent. Ce n'est pas une affaire de légalité ou d'illégalité, mais de fascisme ou d'anti-fascisme. Ou bien on admet un système qui détruit les individus, ou bien on lutte contre le fascisme. Le chemin qui mène au socialisme passe sur le cadavre du fascisme. »

Notre position est conforme à celle du Comité de Hambourg, qui déclare : « L'Etat vise à se déblayer une zone de tir qui lui donnerait la possibilité de liquider les avocats qui se sont identifiés aux groupes anti-impérialistes. En tant qu'anarchistes, nous estimons que ce dont l'Etat a peur, c'est moins d'une bande de guérilleros urbains que d'une nouvelle génération de révolutionnaires en puissance, observant ce jeu dont la règle est le pouvoir, dans tous les pays, sous tous les régimes. Plus les politiciens font preuve de ruse et, d'efficacité pour attenter à la liberté, plus vite risque de sauter le couvercle de la marmite. Il est vrai que les critiques qu'exprime actuellement l'intelligentia allemande vi-

sent à obtenir des réformes — mais il est non moins vrai que pratiquement tout le monde a conscience des aspects négatifs de tous les systèmes sociaux essayés jusqu'à présent. Les gens ont été attirés au libéralisme, au socialisme et au communisme en raison des éléments anarchistes que contiennent ces idéologies, bien qu'ils y fussent complètement recouverts par la mauvaise herbe bourgeoise. En d'autres termes, des millions de personnes dans le monde entier tendent — sans s'en rendre compte — vers l'anarchisme. Ils ont horreur des contrôles, se méfient des politiciens, exècrent la guerre et tiennent les Etats pour suspects. Les gouvernements, de par leur nature contradictoire et corrompue, et par leurs actes inacceptables, en viennent en fin de compte à fournir de meilleures publicités contre les gouvernements que n'importe quel agitateur anarchiste ».

Si les anarchistes pouvaient présenter, ici et maintenant, l'exemple vivant d'une communauté anarchiste viable, des millions de personnes qui, à l'heure actuelle, se cantonnent dans le réformisme, parce qu'ils ne voient rien de mieux, se joindraient plus volontiers à l'entreprise de liquidation des gouvernements, d'abolition des lois et d'atomisation des prisons.

Tous les indices portent à croire que c'est maintenant au tour du mouvement anarchiste allemand — aussi faible et insignifiant qu'il soit — de faire face aux persécutions; mais disons-le tout de suite: les chasseurs de sorcières peuvent allonger encore la longue liste des victimes tuées ou emprisonnées de bien d'autres rebelles; mais en ce faisant ils montreront au monde entier aujourd'hui, et à la postérité, que leur Etat est une super-association de malfaiteurs.

Jadis, les Allemands avaient une chanson, où l'empereur Barberousse de la légende disait: « Je sais pour sûr, que je puis reposer ma tête sur les genoux de chacun de mes sujets ». Nous doutons fort qu'aucun des dirigeants « démocratiques » actuels de l'Allemagne ose en faire autant. Tandis que les Allemands et les Japonais qu'ils poursuivent savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité des anarchistes où qu'ils soient; malgré les divergences quant aux méthodes à employer dans la lutte pour la liberté, et en dépit des édits de justice interdisant de les héberger.

John Olday.

## CAMARADES,

### la police ouest-allemande veut criminaliser notre camarade Ralf Stein

Ralf Stein, qui fait partie de la rédaction collective du journal anarcho-syndicaliste *Befreiung*, fut arrêté le 14 avril. Il est détenu à la prison d'Ossendorf.

L'accusation se sert du paragraphe 129 de sinistre mémoire, et affirme que Ralf a soutenu une « association de malfaiteurs ». Ce paragraphe, introduit en 1969, est devenu une arme qui peut servir à transformer en criminel et à mettre hors-la-loi quiconque résiste à l'injustice. La loi d'urgence, qui représente une violation flagrante des droits constitutionnels (Grundrechte), est une législation précipitée, votée avec le soutien des Sociaux-Démocrates, des Libéraux et des partis réactionnaires.

Le parquet base ses accusations sur des déclarations faites à la police par Katja May et Norbert Hofmann, de Cologne, qui propageaient « l'insurrection armée » (de manière d'ailleurs bien digne d'amateurs). Ils n'avaient aucun contact direct avec les camarades du « groupe *Befreiung* », qui étaient principalement actifs dans la lutte par les moyens légaux dans l'industrie. *Befreiung* a, par le passé, condamné ouvertement, et à plusieurs reprises, les méthodes de la R.A.F. et le Mouvement du 2 Juin. Le fait que le groupe « *Befreiung* » soutenait la Schwarzkreuz (la Croix Noire) — qui aide à défendre les prisonniers victimes de l'injustice, y compris les prisonniers politiques — a fourni le prétexte à l'appareil judiciaire pour décider que Ralf, et tous ceux qui soutiendraient des organisations de secours, étaient des « sympathisants » des terroristes.

Jürgen Bodeux, dont nous avons évoqué le rôle trouble dans l'affaire d'Ilse-la-rouge (Ilse Jandt, inculpée de l'assassinat de « traître » Schmücker — N.d.T.), avait également tenté de s'infiltrer dans le collectif « *Befreiung* », mais il fut écarté par les camarades, pour n'avoir manifesté aucun désir d'apporter une participation responsable au travail constructif. Maintenant, animé par la rancune et la malveillance,

il a déclaré à la police que Ralf était responsable à l'approvisionnement de l'«Armée Rouge de la Ruhr» (1). Tout porte à croire que Bodeux est devenu un protégé de la Verfassungschutz.

Après son arrestation, le compte en banque personnel de Ralf fut saisi par la police, dans l'idée que c'était un compte utilisé par le Secours Rouge. Son domicile fut perquisitionné, et d'autres perquisitions, et des arrestations de courte durée, furent effectuées à Essen, et dans d'autres locali-

tés. Par contre, de manière assez surprenante, il n'y eut pas d'autres descentes ou d'arrestations chez les camarades de «Befreiung» à Cologne, ce qui ne peut signifier qu'une seule chose: que ces camarades sont étroitement surveillés.

Messages de solidarité, livres et journaux peuvent être envoyés à l'adresse suivante: Solidaritätskomitee «Ralf Stein» c/o Ralf Aurand, 5 Köln 30, Tiekstr. 49, R.F.A. ou à: J.V.A., 5 Köln 30 Rachmanstr. 30, R.F.A.

## JAPON

### Appel du Comité de Défense du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale

Le gouvernement japonais a assimilé l'art du tour de passe-passe employé par ses homologues occidentaux, et qui consiste à rendre sa propagande si adroite qu'elle semble inexistante. Résultat: encore une victoire de la démocratie? La réalité est tout autre.

Le 19 mai dernier, huit jeunes militants furent appréhendés au même moment, au petit matin. L'un d'entre eux se suicida aussitôt en absorbant une capsule de poison. Les autres furent inculpés dans le cadre de l'enquête sur la série d'attentats à la bombe qu'a connue le Japon depuis le mois d'août 1974 (voir la chronologie détaillée ci-dessous). Ils furent d'abord décrits comme étant «des anarchistes». Il y avait à cela deux raisons: d'abord, il s'agissait de réveiller dans le public le réflexe atavique d'association entre bombes et absence de gouvernement; ensuite venait une manœuvre calculée par l'Etat

pour se créer un prétexte de répression contre le mouvement anarchiste japonais, après la désagrégation de la «Nouvelle Gauche» marxiste. Quand on laissa filtrer dans la presse l'information que les 7 de Tokyo n'avaient aucune connaissance précise de l'anarchisme, le mal était déjà fait. Dans la chasse aux «indices», les domiciles des anarchistes suspects, à travers le pays, furent l'objet de descentes de police, de poses de micros clandestins, et de surveillance directe. Dans ces circonstances, les anarchistes japonais ont besoin d'une solidarité renouvelée pour faire face aux attaques qui vont suivre. En attendant, le gouvernement est en train de mettre sur pied un projet de loi anti-terroriste qui va replonger le pays dans l'atmosphère des années trente (2).

Dans tout le Japon, à l'heure où vous lisez cet appel, la police exploite la situation actuelle pour intensifier, au mépris des lois, son action de maintien de la «sécurité publique», sous prétexte de réprimer des «éléments extrémistes». D'abord, les appartements privés sont soumis à une

(2) La montée du militarisme japonais au début des années trente fut marquée par une série de tentatives de coups d'Etat et une vague de terrorisme militariste, culminant avec l'assassinat du Premier Ministre Tsuyoki Inokai le 15 mai 1932, par un groupe d'officiers. Ceci fut le signal de la fin du régime des partis, déjà en difficulté face aux militaires depuis l'incident de Moukden (18 septembre 1931), qui entraîna la guerre sino-japonaise et l'occupation de la Mandchourie. A partir de 1932, une série de gouvernements militaires intensifièrent la répression contre le mouvement révolutionnaire, pratiquement écrasé dès 1935. (N.d.T.)

(1) Il s'agit d'un groupe libertaire de lutte armée, actif dans les années vingt, dont le nom semble avoir été exhumé pour les besoins de la cause (N.d.T.).



« stratégie du rouleau compresseur ». Les domiciles suspects sont mis à sac pour trouver des preuves. Beaucoup de perquisitions ont été amenées par des indications fournies par de simples citoyens, style 1934. Ensuite, les suspects sont embarqués, généralement de nuit, et leurs effets sont épluchés en leur absence. En troisième lieu, les militants politiques, y compris les leaders de mouvements locaux de citoyens ou de résidents, sont suivis, soumis à une surveillance constante, et souvent appréhendés sous des inculpations mineures de droit commun. Les endroits où se rencontrent des « éléments extrémistes » sont truffés de micros, et soumis à écoute téléphonique. Enfin, éditeurs et imprimeurs ont été perquisitionnés illégalement, avec saisie de manuscrits ou d'imprimés.

Voilà pour notre droit, inscrit dans la Constitution, d'imprimer, de publier, de diffuser et de lire ce que nous voulons ! Loin de rester insensibles à une campagne de répression digne de la Tcheka, les mass-média ont lancé leur propre chasse aux sorciers contre les éléments radicaux. Leurs vociférations marquèrent un maximum après l'arrestation, au mois de mai, de 8 militants appartenant aux trois groupes constituant le « Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale » : « Wolf » (« Loup »), « Fang of the Earth » (« Croc de la Terre »), et « Scorpion » — que l'on appelle maintenant le plus souvent « les Loups ». Dans l'ensemble de la presse bourgeoise japonaise, ce fut l'occasion d'une débauche d'articles felleux et calomnieux sur cette organisation. Le point commun à tous ces articles est de passer virtuellement sous silence le contenu des proclamations clandestines émises par le groupe, et les risques qu'il avait pris pour faire connaître son intention politique : de donner un avertissement, par l'action directe, aux compagnies japonaises qui exploitent actuellement les peuples de l'Asie, et, par là même, de s'attaquer aux projets coloniaux du gouvernement pour cette région du monde. Au lieu de cela, en occultant la nature politique des attentats, la presse a aidé, par tous les moyens, à réveiller et à faire jouer contre les 7 suspects l'horreur profonde du public pour les bombes. Ainsi le journal *Asahi Shimbun*, dont l'édition du 29 juin les traitait de « bande de dingues non-politiques », et rien n'a été négligé pour que s'impose l'image de dangereux fanatiques, d'obsédés de la bombe.

Sans aucun doute, le gommage délibéré, par la presse, des objectifs réels des « Loups » — provoquant ainsi une hystérie de l'attentat parmi le public, et procédant pratiquement au lynchage moral des 7 de Tokyo, avant même leur procès — entre dans la stratégie du gouvernement japonais : l'extension de la répression et de la surveillance au nom de « la loi et l'ordre », avec l'adhésion du public japonais.

Les objectifs pratiques des trois groupes sont suffisamment explicités par le titre collectif même qu'ils avaient choisi pour leur mouvement : Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale. Plus explicites encore sont les palmarès passés et les activités actuelles des compagnies visées par la campagne d'attentats : Mitsubishi Heavy Industries (30 août 1974) et Mitsui Products (14 octobre) sont les principaux marchands de mort du Japon, avec comme tâche politique de servir de paravent à l'expansion coloniale du Japon en Asie ; Teijin (25 novembre) Taisei Construction (10 décembre), Kajima Construction (23 décembre), Hazama Gumi (28 février, 4 mai), Oriental Metals (19 avril) et l'Institut de Recherche Industrielle Sud-Coréen (19 avril) se sont tous rendus coupables, dans le passé, d'avoir arraché à leurs terres natales des populations locales, comme les Coréens ou les Aïnous japonais. Leur fonction actuelle est de former la tête de pont, de mèche avec les gouvernements compradores indigènes, de l'invasion économique de l'Asie par le Japon.

Dans de telles circonstances, peu importe si l'étiquette « anarchiste » collée aux accusés par le gouvernement et par la presse est la bonne. Quelle que soit leur orientation politique, notre tâche, à l'extérieur, est claire. D'abord, il faut contrer la réaction gouvernementale en lançant notre propre campagne — une campagne populaire contre les actes illégaux de répression policière. Nous ne pouvons pas laisser notre instinct de conservation ni notre manque d'audace naturelle nous imposer le silence. Pas plus que nous ne pouvons laisser l'opinion publique prisonnière des versions officielles, ou déformée par le sensationnalisme des mass-média. Ensuite, il faut mener une action de soutien pour faire connaître les intentions réelles des 7 de Tokyo, avant qu'elles ne soient complètement noyées dans l'hystérie induite par le gouvernement et les média. Nous reconnaissons que les 8 morts de l'attentat con-

tre. Mitsubishi furent une tragédie, mais nous insistons sur le fait que le groupe n'avait pas l'intention de tuer. Dans tous les attentats qui suivirent, la taille de l'engin avait été réduite, l'heure de l'explosion avait été soigneusement calculée de manière à éviter de faire des victimes, et tous les avertissements nécessaires avaient été faits par téléphone.

De toute façon, en regard des massacres passés d'Aïnous, de Chinois et de Coréens dont les marchands de mort se sont rendus et sont toujours responsables, le nombre des victimes est négligeable. Condamner la violence en cautionnant ceux qui utilisent la violence « respectable », c'est tomber dans le panneau de l'Etat. Nous sommes en train de lancer un mouvement pour soutenir la défense des 7 de Tokyo. Vos encouragements de l'étranger nous donneront du courage et des forces pour notre campagne. Nous espérons aussi que vous ferez connaître aux camarades de votre pays ce que nous faisons.

Solidarité Internationale pour les « Loups » et pour notre campagne en leur faveur !

Ecrire à : Mukui Ko (Selution, Izumihara Bunka, 2-12-2 Asahi-cho, Abeno-Ku, Osaka, Japon) ou à : East Asia Anti-Japan Armed Front Defence Committee (Tokyo, Minatoku, Shinbashi 2-8-16, Ishida Buildings 4 F c/o Kyuen Renonku-Center).

Pour plus d'informations, contacter : L.I. Centre, c/o C.I.R.A. - Nippon S.I.C., Kobe G.P.O. Box 1065.650-91, Japon.

## Chronologie

Août 1974 : Après trois avertissements pré-alables dont il ne fut pas tenu compte, une bombe puissante explosa dans le hall d'entrée de Mitsubishi Heavy Industries, au cœur du quartier des affaires de Tokyo. M.H.I. est probablement la plus grosse entreprise industrielle établie en Corée du Sud par le capital japonais. 8 morts et 380 blessés. Revendiqué par « Wolf » (« Loup ») du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale.

14 octobre 1974 : Une autre bombe, contre Mitsui & Co., une des sociétés commerciales les plus « dynamiques » du Japon, jouant un rôle de premier plan en Corée

du Sud et dans le Sud-Est asiatique, et faisant partie du combinat géant Mitsui, qui participait de plain-pied à la direction du Japon avant la guerre. 19 blessés, dont les policiers qui fouillaient le bâtiment à la suite des avertissements reçus. Revendiqué par « Fang of the Earth » (« Croc de la Terre ») du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale.

25 novembre 1974 : Une bombe à retardement explose à l'Institut central de recherches de Teijin Lim, dans l'ouest de Tokyo. Teijin est un gros conglomérat de l'industrie textile. Une note exigeait l'abandon de ses projets de construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole en Corée du Sud, et l'arrêt de l'emploi de main-d'œuvre féminine coréenne au rabais dans son usine de Nagoya. Pas de blessés. Revendiqué par « Loup ».

10 décembre 1974 : 9 personnes sont blessées par une autre bombe au siège de la Taisei Construction Co. à Tokyo. La compagnie était accusée d'être liée avec un des « zaibatsu » (gros combinats) d'avant-guerre, qui avait exploité la main-d'œuvre coréenne. Revendiqué par « Fang of the Orient » (« Croc de l'Orient »).

23 décembre 1974 : Une usine de la Kajima Corporation dans l'est de Tokyo saute au milieu de la nuit. L'explosion n'est revendiquée par personne, et aucun avertissement n'avait été donné, quoique Kajima soit en pleine expansion dans toute l'Asie.

28 février 1975 : Une autre grosse société de construction, Hazamagumi, est touchée, par deux bombes à retardement dans ses bureaux de Tokyo. Encore une fois, de grosses responsabilités dans l'expansion japonaise en Corée du Sud. Revendiqué par « Scorpion » du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale. Cinq minutes plus tard, une autre bombe explose dans d'autres bâtiments de la compagnie. Revendiquée par le Comité Uni de Lutte Keihanshin (Kyoto-Osaka-Kobe).

19 avril 1975 : L'Institut de Recherches Industrielles et Economiques de Corée du Sud à Tokyo et Amagasaki Oriental Metals dans la région d'Osaka sont visés par des attentats simultanés. L'Institut sert à planifier l'expansion japonaise en Corée du Sud, et la deuxième société y joue un rôle important. Les deux attentats sont revendiqués par le Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale.

27 avril 1975 : Encore un attentat contre Hazamagumi, dans un chantier près de Tokyo. L'attentat n'est revendiqué par personne.

4 mai 1975 : Petite explosion contre un pont en cours de construction par une filiale de Hazamagumi. L'explosion n'est revendiquée par personne.

La situation est très tendue à la suite d'arrestations à Tokyo, le 18 mai. 30 anarchistes sont détenus, rien que dans la région Osaka-Kyoto-Kobe ; 20 à Tokyo. La police avait établi ses listes dès le début du mois de mai, mais avait retardé l'opération, craignant des représailles contre la reine Elisabeth d'Angleterre, alors en visite au Japon. La veille de l'annonce des arrestations, la Fédération Anarchiste apprit que la police préparait une purge des anarchistes au Japon. Le raisonnement sous-tendant l'opération était que, avec le déclin de la « Nouvelle Gauche » néotrotskyiste, le fait que l'Armée Rouge avait dû se réfugier à l'étranger, que les principales tendances avaient sombré dans les luttes fractionnelles, et que le mouvement contre la guerre avait perdu son élan avec la fin des combats au Viet-Nam et le (prétendu) retour d'Okinawa sous contrôle japonais — les seuls éléments gênants étaient les anarchistes. La répression commença.

30 anarchistes sont détenus dans la région de Kansai, et 20 à Tokyo. La plupart étaient étudiants. Pour leur venir en aide, un Comité de Secours Noir allait être constitué, et on se proposait de remettre sur pied la fédération nationale. Alors que ces camarades prévoyaient l'imminence de la confrontation, ils ne se doutaient pas que les arrestations allaient avoir lieu le lendemain. Les poseurs de bombes de Tokyo étaient un groupe séparé, sans aucun rapport avec ceux qui tentent de réorganiser le mouvement national. Les arrestations donnent aux Comités de Secours Noir une soudaine importance, de premier plan. Jusqu'alors, le seul organisme de secours existant était un comité constitué pour venir en aide à un camarade arrêté en 1972 pour une attaque contre l'université de Sapporo. La peine de mort sera sans doute requise contre les inculpés. La peine capitale est toujours en vigueur au Japon, quoique rarement exécutée. Cependant, leur assassinat par l'Etat, s'il a effectivement lieu, ne sera pas une affaire expéditive, comme en Corée du Sud. Les procès seront tirés en longueur jusqu'à ce que le

public ne s'en souvienne plus, et les exécutions se feront discrètement. C'est, du moins, ce qu'espère le gouvernement.

L'enterrement de Saito Kazu, le camarade qui s'était suicidé après son arrestation, en mai, sous l'inculpation d'attentats à la bombe, se transforma en fête qui aboutit à une manifestation devant le Q.G. de la Police Nationale. Comme c'était là que Saito était mort, des camarades tentèrent d'y déposer des fleurs. La police s'y opposa, et une bagarre suivit, au cours de laquelle plusieurs camarades furent arrêtés (et relâchés par la suite). Un comité fut formé pour élaborer la stratégie de la campagne de soutien. Un journal mensuel, *Kyūen* (« Secours ») a publié les détails des affaires, des conditions de détention, et des révélations sur les menées contre-révolutionnaires. Il veut aider les détenus qui forment des unions de prisonniers, pour la plupart des gens inculpés dans des affaires concernant l'Armée Rouge, quoique de nombreux « non-politiques » (une fausse distinction) soient en train d'y adhérer. Le Comité de Soutien aux 7 de Tokyo veut s'affilier à la Croix Noire Anarchiste. La Croix Noire Anarchiste japonaise est un élément de la lutte. Le congrès constitutif de la Fédération Anarchiste du Japon est prévu pour le mois de septembre.

Une nouvelle vague de répression est à prévoir après la libération des 5 camarades par l'Armée Rouge (1). On pense que Sasaki n'avait jamais été mêlé à l'Armée Rouge jusqu'à présent. Il a probablement été libéré pour son savoir-faire en matière d'explosifs. Puisqu'il risquait la peine de mort, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ne se soit pas fait prier pour partir. Les 4 autres risquent la peine de mort, si les tribunaux confirment leurs peines.

## Lettre du Japon

(...) Le « Front Anti-Japonais d'Asie Orientale » n'a rien à voir avec l'Armée Rouge, sinon d'avoir adopté certaines de ses méthodes. Le FAJAO est une organi-

(1) Le 4 août 1975, 5 membres de l'Armée Rouge faisaient 53 otages au consulat des U.S.A. à Kuala-Lumpur (capitale de la Malaisie), dont le consul américain et le chargé d'affaires suédois ; en échange, ils obtinrent la libération de 5 prisonniers au Japon, 2 autres ayant refusé de partir. (N.d.T.)

sation distincte, visant à dénoncer le passé anti-populaire et les activités présentes du monde des affaires japonais.

(...) Un des camarades de notre groupe est un ancien membre de l'Armée Rouge qui en sortit quand il ne put plus supporter son autoritarisme. L'Armée Rouge a perdu plus de membres à travers les massacres internes (les suites de l'incident de Karvizawa, début 1971) et les défections qu'à travers la répression policière. Un des prisonniers libérés après l'incident de Kuala Lumpur était un anarchiste, un membre des 7 de Tokyo ; il a probablement été libéré pour ses connaissances en matière d'engins explosifs, pas à cause d'un côté cosmopolite de l'Armée Rouge. D'après mes informations, il n'avait eu aucun rapport avec eux jusqu'alors, et je pense qu'il a accepté d'être libéré parce qu'il était menacé d'assassinat officiel par le gouvernement japonais. Deux camarades qui avaient fait partie de l'Armée Rouge re-

fusèrent, l'un d'entre eux déclarant qu'il rejetait la façon élitiste de faire la révolution de l'Armée Rouge.

(...) Pour ce qui est de l'attitude des anarchistes d'ici vis-à-vis de l'Armée Rouge en général, on pourrait dire qu'ils en font l'éloge pour avoir montré les faiblesses du gouvernement japonais, et pour avoir « internationalisé » les perspectives révolutionnaires japonaises. Quelles que soient leurs opinions sur la violence, les anarchistes du Japon ont formé un Comité de Soutien pour venir en aide à tous les prisonniers politiques.

Le procès des 7 de Tokyo est prévu pour le mois d'octobre. Il y a 4 nouveaux chefs d'inculpation, ce qui en fait 16 en tout. Le premier numéro publié par le Comité de Soutien est paru. Il contient l'histoire des agissements passés des compagnies visées par les bombes ; une chronologie du monopole de la violence anti-populaire aux mains du gouvernement japonais, etc...

## PORTUGAL

« Le matin du 2 septembre 1975, à 10 h 43, le consulat de l'Etat Espagnol à Porto a été en partie détruit par une charge explosive. Nous avons accompli cette action pour exprimer notre solidarité internationale avec le peuple basque, et avec sa lutte pour la libération des camarades Garmendia et Otaegui, condamnés à mourir par le garrot. Tant que la lutte contre les fascistes en restera au niveau des mots, rien ne sera obtenu, et les révolutionnaires continueront à être emprisonnés et assassinés.

Cette action est notre premier avertissement ! Si nos camarades ne sont pas libérés, d'autres actions suivront, et elles seront sans pitié. La police a été avertie 10 minutes à l'avance, et le consulat 9 minutes à l'avance. Les uns et les autres furent priés de faire évacuer les bâtiments

et leurs environs. Les journaux furent avertis 5 minutes à l'avance. Le consulat porte la responsabilité exclusive du fait que 4 personnes ont été blessées. Ils avaient 9 minutes pour évacuer. Cette façon de procéder est caractéristique de régimes disposés à laisser des gens aller à la mort, s'ils peuvent s'en servir pour retourner l'opinion publique contre les révolutionnaires ».

*Les Internationalistes de Solidarité Révolutionnaire.*

Signalons le premier numéro de **Spartacus**, Cahiers mensuels, 3, rue Sainte Croix de la Bretonnerie, Paris, 75004. Ce nouveau mensuel des Editions Spartacus contient, outre de nombreux compte-rendus, plusieurs articles : sur R. Luxembourg, sur Gramsci (!), sur la révolution russe, sur la nouvelle campagne contre les droits bourgeois en Chine, et particulièrement sur le Portugal : à côté d'un texte qui déclare la « révolution victorieuse » à Lisbonne (!), on remarque par contre un article sur les conseils ouvriers traduit de **Combate**, et une mise au point lucide et informée sur la situation au Portugal à l'automne 75 : « De l'incertitude à la fin des illusions ».

# LA DIFFUSION DE LA REPRESSION

## LA PROTECTION DES HONNETES GENS

Discours politiques, commentaires de journaux, informations, événements, contre-informations, la petite phrase pleine de présages, les mots mille fois amplifiés par les moyens de communication de masses et analysés en long et en large par les spécialistes, soutenus et expliqués par les intellectuels de tous bords... un monde de mots, de signes, de représentations nous entoure, nous unit ou nous désunit, nous transperce, nous emmerde.

Ce fleuve de significations entremêlées devient le discours social d'un ordre établi ; il est le lieu où s'occulent les différentes significations de la pratique sociale et c'est là que se développe la fonction de mystification nécessaire à la reproduction de l'exploitation capitaliste et de la domination politique dans le système démocratique-libéral bourgeois.

Certains esprits conservateurs, parfois, dévoilent le sens profond des actions du pouvoir, et en servant la démystification ils servent, sans le vouloir, la révolution (1).

(1) Il faut lire quelques passages de Bonal ou de Joseph de Maistre, les philosophes de la contre-révolution, pour se rendre compte des idées qu'a sur l'autorité, par exemple, la classe dirigeante actuelle. Dans sa longue histoire, la théorie de la contre-révolution « subit un changement de fonction décisif : elle est finalement adoptée par les couches dirigeantes de la bourgeoisie » (H. Marcuse : *Pour*

Le directeur général de la Police Nationale dit : « Tout le monde est conscient que le risque couru par les grands malfaiteurs, s'il est suffisant, participe à la sécurité des honnêtes gens autant qu'à la punition des bandits (...) » (2).

Il y a des années, un certain Durkheim avait écrit que le châtement est destiné surtout aux honnêtes gens, pour stimuler et garder vivants les sentiments collectifs et la cohésion sociale, c'est-à-dire : la soumission à l'ordre établi. La peine « ne sert pas ou ne sert que très secondairement à corriger le coupable ou à intimider ses imitateurs possibles (...). Sa vraie fonction est de maintenir intacte la cohésion sociale » (3).

On a pu dire très justement qu'une bonne partie du comportement légal est rituel, au sens où, même s'il n'a pas beaucoup d'effet sur celui qui a violé effectivement la loi ou sur celui qui est décidé à la violer, ce comportement la réaffirme continuellement, la transforme en sacrée.

**une théorie critique de la société.** DENOËL) Dans cette même ligne de lecture un sociologue défenseur de l'ordre établi, comme Durkheim apporte de l'eau à notre moulin.

(2) Robert Paudrant (*Le Monde*, 14-10-75).

(3) Durkheim, E. « De la Division du travail social ». P.U.F. 1967. p. 76.

Bruno, 17 ans, condamné à mort par un jury, montre l'exemplarité du châtement, le caractère expiatoire de la peine. Vouloir ôter cet aspect religieux à la justice est l'œuvre d'esprits subversifs envers l'ordre social, disait Durkheim.

Le contenu réactionnaire, traditionaliste et religieux de la loi, les appels insistants à la peine de mort pour certains délits, les déclarations récentes des ministres de la Justice et de l'Intérieur (4), s'appuient sur les aspects magiques et ritualistes des attitudes collectives envers le crime, en même temps qu'ils les stimulent.

L'amalgame, consciemment propagé par le gouvernement, entre violence politique et criminalité, est possible du fait que le criminel réalise les désirs refoulés, partagés et caressés dans leur imagination par tous les membres bien intégrés de la société, les honnêtes gens.

Le châtement du criminel transforme celui-ci en sauveur en exorcisant chez les autres le démon de la rébellion et de la culpabilité qui en découle (5). De là l'ambivalence et la passion publiques dont s'alimente la presse à sensation. Mais de là aussi le danger réel pour la lutte révolutionnaire de cette dérivation du sentir populaire utilisée par le pouvoir.

Les flammes du bûcher qui illumine le moyen-âge chrétien se reflètent sur le couperet de la guillotine et la chasse au sorcières continue, toujours pareille à elle-même, interminablement.

L'accent mis sur ces aspects symboliques du châtement (6) se conjugue

(4) Lecanuet (21 octobre 1975) « Il convient de maintenir comme une force de dissuasion la peine de mort ». Poniatowski a regretté que le comportement trop laxiste des magistrats compromette parfois les bons résultats de la police. (*Le Monde*, 23-X-75).

(5) Voir Comfort, Alex : *Authority and Delinquency in the modern state*.

(6) Assisterons-nous, dans un avenir proche, à la peine capitale par télévision ? Ne participaient-ils pas, les honnêtes gens

avec un autre mouvement caractéristique de la société industrielle moderne : la diffusion de la répression.

Qu'est-ce que c'est que la diffusion de la répression ? Eh bien, en même temps que l'exaltation des images et des mots qui ont la fonction que nous avons signalée, au niveau de l'imaginaire social (7), d'autres mesures concrètes s'articulent à tous les niveaux de la réalité sociale. Des modifications particulières apparaissent dans la structure de l'appareil d'Etat en réponse à une nouvelle nécessité de contrôle et de mise au pas d'une contestation qui englobe des aspects particulièrement sensibles de l'ordre social en vigueur.

La stratégie traditionnelle de la répression a été de marginaliser pour mieux contrôler les groupes (ou classes) sociales susceptibles de participer à des changements profonds ou révolutionnaires.

Comme dit Foucault : « la prison et d'une façon générale sans doute, les châtements, ne sont pas destinés à supprimer les infractions mais plutôt à les distinguer, les distribuer, à les utiliser ; ils visent, non pas seulement à rendre dociles ceux qui sont prêts à transgresser les lois, mais ils tendent à aménager la transgression des lois dans une tactique générale des assujettissements. La pénalité serait alors une manière de gérer les illégalismes (...). Bref, la pénalité ne « réprimerait » pas purement et simplement les illégalismes ; elle les « différencierait », elle en assurerait « l'économie générale » (8).

Vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le système politique libéral-bourgeois commence à fonctionner, la

d'Allemagne, à la chasse au délinquant dans une émission de TV, donnant des informations et aidant la police, comme dans les jeux télévisés du soir ?

(7) Voir *La Lanterne Noire* N° 2 : L'intégration imaginaire du prolétariat.

(8) Foucault, M. « Surveiller et punir » Gallimard, 1975, p. 277.

société est structurée d'une façon particulière que nous pouvons schématiser ainsi : un aspect « central » du système constitué par une partie de la population assimilée à la représentation consciente de l'ordre établi (la patrie, le drapeau, la propriété, le parlement, les partis) ; et un aspect « périphérique » constitué par des aires plus ou moins marginales bien contrôlées et gardées à distance du système établi : les pauvres de la ville (le prolétariat urbain des débuts de l'industrialisme), les délinquants, les fous, les prostituées et les révolutionnaires.

Toute cette masse humaine n'occupe pas seulement l'espace urbain ou périurbain que la politique de classe lui a défini ; elle passe aussi par un espace bien caractérisé : l'enfermement, la prison, le grand distributeur des illégalismes reconnus.

A l'heure actuelle, ces fragmentations, ces distributions habituelles ne fonctionnent pas aussi bien que la stabilité du régime capitaliste l'exige. La contestation de la société patriarcale, hiérarchique, et autoritaire est profonde. Des nouveaux illégalismes ou de vieilles formes

d'illégalismes s'actualisent et se développent. A l'usine les grèves sauvages et la séquestration de cadres (9), la vente directe de la production... Dans la rue, la casse, le pillage... Dans la vie quotidienne différentes façons d'échapper au travail aliénant, tentatives communautaires, échange de rapports affectifs et sexuels contre la famille, le couple, etc.

Pour faire face, le pouvoir politique, l'Etat, ramène le contrôle de la périphérie au centre. Les types de contrôle traditionnel du « centre » (des membres bien intégrés) sont tous du côté de la socialisation ; école, travail ; mais ils ne suffisent pas. Les appareils d'Etat étendent la répression à l'ensemble de la société.

Un des premiers symptômes de cette évolution « totalitaire » est la perméabilité plus grande des limites entre les trois catégories classiques d'exclus : délinquants, fous et révolutionnaires. Et l'extension de la potentialité délictive à des catégories entières de la population, les classes dangereuses, les jeunes.

Voyons quelques exemples.

## FOLIE ET POLITIQUE

*« As-tu vu un homme qui se figure sage ?  
Un dément donnera plus que lui à espérer ».*

Prov. 26.

La généralisation spectaculaire des actions du pouvoir et la violence sollicitent la participation émotionnelle du plus grand nombre possible et l'identification du spectateur sur des images concrètes, sur des personnages matérialisés par la technologie moderne et non pas sur des symboles plus ou moins éloignés.

« Washington. Dix sept jours après l'attentat de Sacramento, le

président Ford a été l'objet le lundi 29 septembre, à San Francisco, d'une nouvelle tentative d'assassinat. Grâce à la télévision, des millions d'Américains ont pu, quelques ins-

(9) La séquestration de cadres n'est pas une pratique tout à fait nouvelle. Rappelons-nous de la déféstration de Watrin, « l'âme damnée » de la compagnie minière à Decazeville en 1886. Voir Maitron, J. Le mouvement anarchiste en France. Vol. I, Maspero 1975. p. L 76.

tants plus tard, vivre la scène de l'attentat, entendre le coup de feu éclater de façon incongrue au milieu des applaudissements de la foule massée à une trentaine de mètres sur le trottoir (...) (10).

L'auteur de l'attentat, à ce qu'il paraît, a vu sa tâche facilitée du fait que, étant une femme, les dispositifs de contrôle n'avaient pas prévu cette éventualité, « les portraits des assassins potentiels tels que les psychiatres officiels les ont dessinés pour les agents du Service Secret, n'ont jamais représenté une femme » (11).

Retenons la participation des psychiatres.

Dans le même article le correspondant du Monde se réfère abondamment à la psychiatrie : « mettre le président à l'abri d'un déséquilibre, d'un psychopathe (...) ». Les images de violence ont créé une sorte de contagion et presque une compétition entre les marginaux, les déséquilibrés, instables et mal adaptés (...) ».

Il n'y a pas eu de complot, « l'assassin » a agi seul, les motivations ne peuvent être que personnelles, liées à des frustrations, à des troubles émotionnels, affaire de psychiatres.

Les motivations politiques n'existent plus ; la distribution de rôles entre le pouvoir, l'Etat, représenté par le président et la foule, les gens, les autres, est réglée une fois pour toutes ; le système établi est bien dans l'ordre, il n'y a qu'un fou qui puisse se révolter, faire appel à la violence individuelle.

Mais se refuser individuellement à la violence est aussi une affaire de psychiatres. Voyons un peu. Cette fois-ci en France, un tribunal militaire juge un insoumis et le rapport psychiatrique conclut que « s'il avait

bien suivi des études supérieures pendant deux ans, il n'en était pas moins inapte au service national en raison d'une perturbation foncière du jugement ». Le médecin remarquait « l'attitude méfiante du sujet, son goût de l'entêtement et de la discussion, ainsi que sa propension à aller à l'encontre des idées admises. Il supporte mal une contrainte quelconque n'entraînant pas son adhésion, note l'expert, qui juge ses motivations non violentes dégagées du réel » (12).

Ici l'intervention psychiatrique devient caricaturale mais elle montre très clairement le sens du passage de la politique à la folie : penser par soi-même, avoir des idées contraires aux institutions de base du système n'est pas raisonnable. Et l'opération politique qui est dans l'ombre reste toujours la même : la défense de la classe dominante, seule bénéficiaire de la stabilité de l'ordre social. Quel autre sens peut avoir l'internement dans des hôpitaux psychiatriques des opposants politiques, comme en URSS, si ce n'est celui de réussir cette alchimie du comportement qui transforme la dissidence politique en instabilité émotionnelle, la contestation en perversion, la rébellion en folie ?

Mais, si la peine pour un délit, politique ou pas, a une durée prévue par la loi (sauf la peine de mort, évidemment) et on suppose que cette durée est en rapport avec l'acte, l'internement psychiatrique, au contraire, se termine avec la « guérison », c'est-à-dire avec l'abjuration de ses propres opinions.

A l'arrière-plan de la société moderne on voit à nouveau se dessiner la question ordinaire et extraordinaire, l'inquisition.

(10) Le Monde, 24-9-75.

(11) Ibid.

(12) Le Monde, 16-17 mars 1975.



## LA POLICE ET LE PROPRIETAIRE

« En marchant à la guillotine, il (Ravachol) chanta une grossière chanson du Père Duchesne ».

Maitron, op. cit., V. I, p. 219.

Mais cette diffusion de la répression sur la totalité de la société ne s'exerce pas seulement au niveau de l'imaginaire, ni au niveau de l'illégitimité du comportement. Des nouveaux contrôles apparaissent dans la vie quotidienne. Non seulement l'œil du contremaître surveille à l'usine l'ouvrier, et le petit chef surveille le fonctionnaire ou l'employé, mais dans la rue il y a le flic, dans l'immeuble, le concierge.

En Espagne, par exemple, aux termes d'un décret promulgué le 3 septembre les concierges sont « promus » auxiliaires de police. Le régime est fasciste, grâce à quoi, il légitime publiquement la délation, vieille institution semiclandestine de toutes les polices ; les démocraties libérales, l'Allemagne en l'occurrence, n'en sont pas loin : à Darmstadt les locataires extrémistes pourront être congédiés sans préavis. Le contrat de location déclare : « Le propriétaire a le droit de mettre fin au contrat de location sans préavis ni indemnité au cas où il existerait des indices que le locataire quitte le terrain de la loi fondamentale de la République Fédérale — notamment de l'ordre démocratique libéral — par la parole, l'écrit ou le geste, et nuit ainsi au bon renom du propriétaire. » (13).

En lisant cela, il revient en mémoire un petit air frondeur :

Si tu veux être heureux

Nom de dieu !

Pends ton propriétaire.

Dans cette même ligne, la déclaration de Poniatowski trouve tout son poids : « un contrôle plus étoffé et plus étroit sera fait sur ces catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité française » (14). Tout un aveu idéologique ! Nous sommes loin du libéralisme politique dont se vante le giscardisme. Tout une catégorie de la population est visée par le ministre de la police. Ce sont les pauvres, les non-propriétaires, les jeunes sans travail, les classes dangereuses.

Or, dans la mesure où la répression ouverte au pouvoir politique se diffuse, bon nombre de pratiques sociales basculent vers la délinquance. Des illégalismes nouveaux prennent leur place dans la lutte contre la classe dominante et s'acheminent vers leur formulation politique dans un projet révolutionnaire. Projet révolutionnaire capable de réunir dans l'action l'illégalité de l'anarchie avec la potentialité révolutionnaire des classes opprimées.

Nicolas.

(13) Le Monde, 25-IX-75.

(14) Le 8 septembre à Nice.

# LES LUTTES AU PORTUGAL

## SUR LA DEFENSIVE

La situation du Portugal montre, depuis quelques mois, d'incessants rebondissements ; tantôt, on croit y voir la reprise, le développement et la radicalisation d'un mouvement social de portée révolutionnaire, dont l'élan initial remonte à mai 1974 ; tantôt d'autres faits paraissent témoigner d'un processus patient, continu, organisé, de restructuration et de restauration d'un ordre social secoué mais vivace, l'ordre du capital.

Fin septembre, la victoire des socialistes portugais et de leurs défenseurs au sein du MFA (Melo Antunes), et la constitution du 6<sup>e</sup> gouvernement, autour d'un projet explicite de remise en ordre définitive, ont paru sceller la défaite du mouvement révolutionnaire au Portugal. Quelque temps après, les mouvements de soldats de Porto et de Lisbonne, leur extension, leur volonté apparentes, de liaison avec les commissions de travailleurs et de quartiers, se sont données comme une réponse offensive aux forces de droite, comme l'extension de l'élan révolutionnaire à des catégories nouvelles du peuple (soldats, habitants) qui jusqu'alors ne s'étaient pas exprimées ni organisées politiquement comme telles. De même, à l'occupation des radios et de la télévision par l'armée, puis par la police, sur ordre

du gouvernement, et à la mise sous scellés de Radio-Renaissance, propriété de l'évêché prise en main par des travailleurs et journalistes radicaux (le 15 octobre), répondaient tantôt la fraternisation des soldats et des manifestants autour des studios repris en mains, tantôt la manifestation de militants d'extrême-gauche, de travailleurs et de soldats (de 30 à 50 000 personnes) aboutissant à l'occupation et à la remise en marche de l'émetteur de Radio-Renaissance, soutenu par le « pouvoir populaire ». Jusqu'à ce qu'un commando de parachutistes sur ordre du Conseil de la Révolution dynamite l'émetteur, le 7 novembre... Et ainsi de suite.

Néanmoins, c'est bien en des termes traditionnels que se trouve actuellement posée la question du pouvoir : il s'agit de savoir qui exercera, et comment, le pouvoir sur les forces de production *et sur les travailleurs* : en les intimidant, en les manipulant, en les mobilisant, en les démobilisant, selon les cas.

Car d'un côté, il y a une situation « anormale » qui persiste depuis plus d'un an, où le pouvoir est fragmenté entre une multitude de forces diverses et contraires, qui en outre changent parfois rapidement de façade : partis rivaux, engagés dans la

même compétition, fractions instables du MFA, détenant de la force mais ne parvenant pas à en faire un usage coordonné, même au service de la bourgeoisie, organisations ouvrières et agricoles diversement reliées aux uns et aux autres ; chacun et chacune détient les parcelles d'un pouvoir de fait, mais limité.

Mais de l'autre côté, ou en face, on voit le recul progressif, et à épisodes, du mouvement autonome des travailleurs dans leurs propres organismes, à peu près depuis l'époque des élections, en avril 75, recul qui a contribué à vider ces organismes de leur valeur stimulatrice, et les a offerts aux tentatives de manipulation et de prise en main, de la part du PC et des divers groupes gauchistes, UDP, MRPP, LUAR, PRP, etc. De sorte qu'il est devenu difficile, à moins d'être sur place, de savoir lequel de ces groupes s'exprime en fait à travers telle ou telle « commission de travailleurs ». Les grèves qui subsistent témoignent, par leur isolement, de ce recul global (par ex. celle des centraux téléphoniques de Lisbonne, qui se terminera en juillet 75 par l'intervention du COPCON, comme celle de la TAP en 1974 (1)). Et les clivages politiques qui ont pris la place du mouvement déclinant se donnent, faute de mieux, des formes et dénominations nouvelles, derrière lesquelles les partenaires politiques habituels sont vite reconnus : ainsi, les TUV (Travailleurs Unis Vaincraient) constitués fin octobre à l'imitation des SUV, appelant à la liaison des organismes unitaires de base, au contrôle ouvrier, au « pouvoir populaire », en liaison avec les soldats, marins et officiers « progressistes », les TUV sont aussitôt identifiés comme une tentative de même type et de même origine — (savoir : le PRP) que celle des CRTSM, Conseils révolutionnaires, qui semblaient s'être évaporés depuis août 75 ; leur « représentativité » est bien sûr immédia-

tement contestée par le SPCTCIL (Secrétariat provisoire des commissions de travailleurs de la Ceinture industrielle de Lisbonne), qui, lui, réunit en fait les commissions pro-PC et pro-Intersyndicale... (*Expresso*, 3-11-75).

La décomposition, consécutive au 25 avril 74, d'une machine politique — et économique — vétuste, et l'absence, en 1975, d'un mouvement de luttes sociales organisé et généralisé, cela ne fait pas un « pouvoir populaire », ni, n'en déplaît aux nostalgiques de 1917, un « double pouvoir » ; cela ne fait pas non plus les conditions de l'un ou de l'autre. Cela ouvre surtout le champ à la rivalité des divers partis et groupes, civils et militaires, qui se portent candidats à la remise en ordre et à la gestion entière ou partagée d'une société qui reste une société de classe. Même si on déclare que le but du socialisme est bien « la construction d'une société sans classe », comme le fait... Pinheiro de Azevedo, chef de l'actuel gouvernement (*Libération*, 6-11-75). Rivalité qui s'exprime, entr'autres, dans la confrontation des « projets », tous plus démocratiques et avancés les uns que les autres, brandis par les partis et leurs partisans dans l'armée (cf. pour un rappel et une analyse de ces projets, *Front Libértaire* n° 44, Spécial Portugal, octobre 1975).

L'issue de cette confrontation, on l'a vue en septembre, et plus nettement encore aujourd'hui : la réaction socialiste est parvenue à s'installer dans les deux instances du pouvoir d'Etat (Gouvernement et Conseil de la révolution) ; elle tente maintenant d'exercer, à ces deux niveaux, les fonctions qui lui ont valu le soutien des petits patrons regroupés dans le PPD, comme celui, plus direct, des cadres, employés, professions libérales enrôlés dans le PS : 1. faire revenir au Portugal, grâce à l'appui des libéraux européens, les capitaux méfiants (Melo Antunes obtient, début octobre, un

(1) Cf. « Une lutte exemplaire ».

prêt d'environ 800 millions de francs, sous réserve du renforcement d'un ordre politique libéral et « pluraliste... ») 2. restaurer à cette fin une productivité et un taux d'exploitation intéressants pour les investissements étrangers, en mettant fin aux désordres dans les entreprises et aux revendications « inconsidérées » (c'est dans ces termes mêmes, ou pires, que le PC fustigeait les grèves, lorsqu'il était encore au ministère du travail... cf « *L'autre Combat* ») ; 3. reconstituer par conséquent l'instrument indispensable à la mise en place d'un capitalisme rénové et européen, une armée utilisable par le gouvernement, homogène, disciplinée, prête à tirer sans discussions pour défendre la propriété, le capital et l'Etat.

### Les politiciens à la curée

Comment les socialistes ont-ils pu l'emporter ? Ils n'ont pas seulement profité de l'existence des nostalgiques de Salazar, de Caetano et de Spínola, qui leur permettaient de brandir l'épouvantail du contre-coup d'Etat fasciste et de se présenter sous des oripeaux de gauche. Ils ont également été servis par l'hostilité et la haine que le PCP a su accumuler contre lui, et pas seulement parmi les classes moyennes, les petits propriétaires ou les travailleurs émigrés craignant pour leur pécule, mais aussi parmi les salariés de l'industrie ou de l'agriculture : ceux-ci ont vu les communistes s'efforcer de s'emparer méthodiquement, l'un après l'autre, de tous les lieux de pouvoir : l'armée, bien entendu, mais aussi les administrations, les mairies, les syndicats et l'Intersyndicale, les directions de coopératives, les commissions de travailleurs, les organes de presse, etc. ; plaçant leurs partisans, éliminant leurs adversaires, avec toutes les conséquences économiques éventuelles.

Cette stratégie s'est finalement retournée contre les communistes : témoin, outre leurs résultats piteux aux élections, l'échec de leur tentative pour télécommander une grève à la TAP en mai 75, alors qu'ils avaient tout fait pour torpiller le mouvement puissant et résolu de ces mêmes travailleurs en août 74 (cf l'article instructif de Joelle Küntz dans *Libération*, 15 mai 75) ; ou encore, le renversement des directions communistes dans des syndicats importants et de plus en plus nombreux (banques, bureaux, assurances) — au profit d'une coalition de socialistes et de maoïstes, soudés pour le moment dans la lutte contre l'ennemi commun et « principal » : le « social-fascisme », les « cunhalistes » (comme disent les maos, par délicatesse de langage, afin de préserver la pureté du terme « communiste »...) Face à de telles pratiques, bien des travailleurs, même lorsqu'ils n'étaient pas sous le coup de la traditionnelle propagande anti-rouge, ont été conduits à réviser leur adhésion aux communistes, à rejeter le dispositif global d'encadrement qu'ils s'efforçaient de mettre en place sous Gonçalves.

Ainsi, ni le régime que les communistes ont échoué à imposer, ni celui que les socialistes sont en train d'installer avec davantage de succès, sous couvert de « démocratie pluraliste », de tolérance, de respect des opinions et surtout de la propriété (1),

(1) L'affaire du journal *Republica* illustre à merveille à quel point les défenseurs mielleux de la démocratie, du « pluralisme », de la « liberté d'expression », ne sont en fait que les défenseurs de l'ordre capitaliste partout où il est menacé, ordre dont ils vivent, car il alimente leurs privilèges de démocrates distingués. A cor et à cri, ils ont réclamé, pour la direction et les actionnaires socialistes de *Republica*, entreprise privée, le droit d'acheter la force de travail des typographes et autres ouvriers du journal, et de les faire travailler comme bon leur semble, en échange d'un salaire, sans que les salariés aient à intervenir dans le produit, dans le contenu du journal : cela n'est rien d'autre que la division du travail et le salariat, c'est le droit capitaliste, c'est l'exploitation capitaliste ; c'est cela que défendent et que veulent les Soares, les Mitterrand, et bien entendu Séguy, communiste, condam-

ne peuvent avoir pour fondement et pour fonction autre chose que la violence et la répression. Pour les socialistes, c'est maintenant plus clair que jamais : après les mises à sac organisées des locaux du PC pendant l'été, la création de l'AMI pour « assurer l'autorité du gouvernement » (Charais), la reprise de contrôle des diverses radios et TV, les épurations et sanctions dans l'armée, les manifestations en commun avec le PPD, le CDS et le PPM, la démobilisation annoncée de 30 000 soldats de l'armée de terre, les incidents provoqués par la nomination d'un gouverneur socialiste dans l'Algarve, ou bien par celle d'un secrétaire d'Etat au ministère de l'information ( le 5 novembre), le conflit PS-PC au journal *O Seculo*, le plasticage de Radio-Renaissance : voilà ce qu'est la pratique du 6<sup>e</sup> gouvernement, pendant que son chef évoque la société sans classes, mais en annonçant « l'austérité pour tous les Portugais ».

Quant au projet de « pouvoir populaire », dont les prémisses seraient représentées par les commissions de travailleurs, commissions de moradores (d'habitants), coopératives, comités de vigilance, TUV, SUV, etc... on ne peut évidemment pas le juger sur une pratique du pouvoir à l'échelle de la société, pratique qui n'a pas encore eu la possibilité de se réaliser. Mais on peut pourtant, se faire une idée de ce qu'il signifie en considérant d'abord la politique *frontiste et avant-gardiste* des organisations qui le mettent en avant : FSP, MES, LUAR, LCI, regroupées dans le FUR, Front uni révolutionnaire, plus ou moins acoquiné avec le PC au départ, ainsi qu'avec les soi-disant

officiers progressistes du COPCON et d'ailleurs ; ou bien encore, en relevant certaines déclarations marquantes des « personnalités » qui incarnent ce projet. Par exemple l'inénarrable interview de O. de Carvalho au journal *Libération* du 11 octobre 75 : Gonçalves « pourrait aider à former politiquement ces cadres militaires dont la révolution a tant besoin. Sans le PC on ne pourra pas construire le socialisme au Portugal... M. Antunes a une parfaite conscience de la façon dont on peut, dans ce pays, construire un socialisme de base... ». Les déclarations de « l'amiral » Rosa Coutinho devant une assemblée des travailleurs de la CUF, fin septembre : « Il n'est pas question pour moi d'imposer ordre et discipline tant que la révolution n'est pas faite » ! (quoi d'étonnant, après cela, à ce que les travailleurs tardent à la faire, cette révolution de généraux et d'amiraux !). Le Communiqué de la commission centrale du PRP, du 24 octobre, qui réaffirme « la nécessité impérieuse d'une direction politico-militaire qui unifie l'avant-garde et qui coordonne les différents fronts et types de lutte au niveau national et régional ». Et dans le journal *Revolução*, du même PRP, on peut lire, en mai 75, au moment où il était encore question des conseils révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins (cf *La Lanterne noire*, n° 3) : « La bataille de la production n'aura de valeur que dans la mesure où elle sera étroitement liée au problème de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Ceci étant, il faut admettre qu'un tel mot d'ordre se justifie avant même la prise du pouvoir par le prolétariat. Néanmoins, il doit être limité aux secteurs nationalisés où les travailleurs, une fois qu'ils sont organisés en Conseils Révolutionnaires, doivent mettre en marche un processus de concrétisation de leur pouvoir » (cité par J. Bernardo, Um ano, um mês e um dia depois, Ed. *Contra a corrente*). Cette alliance douteuse entre « bataille de la production », nationalisation et

nant les coupures pratiquées par les ouvriers d'imprimerie dans le journal *Minute*. Soares a récemment déclaré que Radio-Renaissance « devrait être restituée à ses propriétaires ». Le récent conflit au journal *O Seculo*, symétrique de celui de *Republica*, indique, derrière l'affrontement des deux partis, la même attitude fondamentale : celle des exploités.

Conseils révolutionnaires (1) relativise considérablement les dénonciations de ce même mot d'ordre que l'on trouve au PRP, ainsi que la notion de « pouvoir populaire » dont se gargarise l'extrême gauche, au Portugal et en France.

Donc, quel que soit le projet retenu parmi ceux qui s'offrent si généreusement aux travailleurs portugais, on y trouve, comme l'envers et l'endroit, *production et répression*. Serait-ce parce que les Portugais ne sont pas encore assez mûrs pour les subtilités de la démocratie occidentale ? Ou bien parce que l'alliance fatale des communistes et des gauchistes aurait rejeté, bien malgré eux, les socialistes dans les bras de la droite, les « entraînant à jouer les Noske » (selon les savantes crétineries qui se font passer pour des analyses, signées M. Duverger — *Le Monde*, 13-10-75) ?

Il y a bien d'autres raisons, et qui subsisteront autant que le capitalisme au Portugal et autour de lui. Et d'abord le fait que la crise économique y sévit plus sévèrement qu'ailleurs : 25 % d'inflation de mai '74 à mai '75, 30 milliards d'escudos de déficit de la balance commerciale prévu pour 1975, chute des investissements, boycott financier et commercial (vins et tomates) de la part de l'Europe, 300 000 chômeurs (8 %) auxquels viennent s'ajouter une partie des 300 000 rapatriés d'Angola, propriétaires ruraux ou employés du tertiaire sans perspective de réemploi au Portugal (*Le Monde*, 7-11-75). Situation économique catastrophique (2),

(1) Une nouveauté : Le parti élu. Dans le Manifeste de Conseils Révolutionnaires, avril 75, on lisait que « le parti révolutionnaire naîtra inévitablement du développement du processus révolutionnaire, du développement autonome de la classe, et sera composé par les militants élus et reconnus par la classe comme ses représentants légitimes ». Cf. Portugal, la question de l'organisation révolutionnaire, juin 75, Escartin, BP 41, 92190 Meudon.

(2) Signalons un article documenté sur les problèmes économiques dans le Portugal d'aujourd'hui, vus dans une perspective politique : « Crise économique et transition au socialisme », par Yves Baron, *Le Monde Diplomatique*, octobre 1975.

que les socialistes et le gouvernement rappelle avec complaisance, pour en conclure (P. de Azevedo) à la nécessité « de produire et de vendre davantage, et de consommer moins ». Communistes ou socialistes, les buts semblent différents, les moyens, eux, restent les mêmes ! Et le même recours à la manière forte. Car par ailleurs, les travailleurs de ce pays ont su montrer depuis plus d'un an qu'ils pouvaient et voulaient se battre : exemple récent, les ouvriers d'une entreprise suédoise au Portugal ont retenu le directeur suédois et rossé l'ambassadeur de Suède venu à son secours... à l'Hôtel Ritz de Lisbonne (autogéré, il est vrai !).

### Une armée à reconquérir

Dans un tel contexte, on comprend que la tâche la plus urgente pour le pouvoir en voie de reconstitution soit d'en finir avec une armée où l'indiscipline (qui remonte à mai 1974, on l'ignore trop souvent) et les luttes de fractions entravent son utilisation dans un but répressif (entrave relative, encore une fois, puisque le COPCON, tant prisé à l'extrême gauche, est intervenu en juillet dernier aux Téléphones, en septembre à Radio-Renaissance...) Le mouvement des SUV (Soldats Unis Vaincrons) est présenté partout comme une avancée du processus révolutionnaire au Portugal ; après les autres mouvements de base (travailleurs, quartiers, paysans en coopératives), la base de l'armée se mettrait à son tour en mouvement, multipliant les liaisons avec les précédents, pour constituer « le bras armé du pouvoir des travailleurs, l'armée populaire révolutionnaire » (Appel des SUV). Et certaines manifestations (celle du 23-9-75 à Trafaria, imposant la libération de deux sous-officiers des SUV, le soutien aux soldats de la caserne du RASP, à Porto, début octobre, le cortège de 40 000 personnes aboutissant à la remise en marche de Radio-

Renaissance le 22 octobre) semblent bien indiquer une conjonction réelle entre les actions et réactions des militants de gauche, dans l'armée, et dans les groupements politiques, et les préoccupations ou les tentatives des travailleurs les plus actifs, les moins résignés. Il existe incontestablement une tendance endémique à l'agitation, à la résistance (sinon, la restauration de l'ordre ne serait pas réclamée sur tous les tons du côté du pouvoir).

Mais quand elle n'est pas portée par un mouvement collectif réel, permettant la reprise en masse d'objectifs propres, cette participation de la base disparaît aussi facilement qu'elle a pu surgir. Et en ce qui concerne les luttes dans l'armée, qui ont pris en octobre leur forme la plus aiguë, les compte-rendus les plus favorables (cf. *Libération* du 7 et 17 octobre) expriment eux-mêmes les doutes les plus sérieux quant à leur caractère autonome et de base, relevant le rôle prééminent assumé dans les comités par les officiers et sous-officiers du contingent ; ils soulignent aussi, sur l'exemple du CICAP à Porto, à quel point le manque de soutien populaire, l'absence de mobilisation dans les usines, situe ces luttes dans l'armée dans une phase de recul global du mouvement. Ce n'est que la démagogie journalistique qui a fait appeler « victoire des mutins de Porto » le compromis que les militaires isolés dans leur lutte ont dû accepter sans enthousiasme (cf. *Le Monde* du 16 octobre), et qui leur assurait la réintégration des deux sous-officiers et des 5 soldats... sans aucune garantie, comme on l'a vu depuis (1). Et

(1) Décisions remises en cause quelques jours plus tard, quand les soldats ont eu regagné leurs casernements. Et quelques jours après, le fasciste Jaime Neves, des commandos d'Amadora, dont on demandait la destitution, déclarait qu'un « conflit armé est devenu nécessaire » pour enrayer la dynamique d'extrême-gauche dans l'armée (*Le Monde*, 22-10-75).

en quoi, de toutes façons, de tels objectifs seraient-ils susceptibles d'entraîner le soutien et la mobilisation des travailleurs ? Tant que l'armée n'est pas engagée à leurs côtés dans des luttes concrètes sur des objectifs qui leur soient réellement communs, les revendications des officiers, sous-officiers et même des soldats ne peuvent vraiment toucher personne, en dehors des casernes. Et de rappeler que les soldats ne sont autre chose que « des travailleurs en uniforme », cela n'y change rien (1).

Or, pour les travailleurs, les choses n'ont pas suffisamment changé depuis le 25 avril de l'année dernière, pour qu'une identité d'intérêts leur apparaisse concrètement entre leurs propres problèmes et les affrontements entre militaires de tous rangs et de toutes tendances, entre fractions du MFA, entre groupes et partis politiques. Car plus d'un an après, il est clair que les « conquêtes » de la prétendue révolution portugaise (nationalisations, éviction de certains politiciens et policiers fascistes, « libertés » syndicales et politiques des régimes « démocratiques ») n'ont rien changé d'essentiel aux conditions de vie des travailleurs : hausse des prix, blocage des

(1) Il est donc juste, et nécessaire, de dénoncer le statut de parasites et les ambitions gestionnaires des officiers apprentis technocrates. Peut-on dire pour autant que la seule façon, pour un militaire, de rejoindre les travailleurs en lutte, c'est de tomber l'uniforme et de revêtir le bleu de travail ? (cf. Portugal, la question de l'organisation révolutionnaire). Même s'il emporte avec soi son fusil et quelques munitions, les tanks, les F.M., les voitures blindées, tout cela reste dans les casernes, à la disposition d'officiers que leur recrutement social porte à rejoindre la droite ; quelques hommes suffisent pour diriger ces armes contre des travailleurs ; si tout pouvoir révolutionnaire doit, pour se constituer et s'établir, gagner l'armée à ses objectifs ou obtenir tout au moins sa neutralité, son refus d'intervention, c'est parce que l'armée, ce sont des armes. Les travailleurs n'ont que faire d'une armée « à leur service », ils ont besoin des armes là où elles se trouvent et à la rigueur de ceux qui, parmi eux, savent s'en servir, peuvent l'apprendre aux autres, et sont bien placés pour s'en emparer : les soldats, les techniciens des communications, etc.

salaires, faillites, licenciements, chômage, maintien des inégalités, des privilèges, des parasites civils et militaires, voilà ce qu'ils trouvent en face d'eux ; les tentatives d'autogestion, le plus souvent contraintes et forcées, sombrent dans l'impasse (comme à la Sogantal) ou dans un productivisme rappelant l'ordre ancien (cf l'article de *Combate* sur l'autogestion (1) ; les occupations de terre, la collectivisation des latifundia, encadrée par l'Institut de la réforme agraire mais surtout par le PCP, se heurtent à l'absence de crédits, aux difficultés des circuits de distribution, et à la résistance croissante des petits et moyens agriculteurs (cf P. Georges, *Le Monde* du 2-11-75) : dans certaines coopératives installées sur des domaines occupés, les « salariés » ne sont plus payés depuis plusieurs mois (2)

(1) Les travailleurs des quelques 400 entreprises occupées, qui se sont plus ou moins mis en autogestion, risquent de n'avoir bientôt plus à autogérer que leur dénuement. Rien n'ayant fondamentalement changé dans le système économique régnant, ils rencontrent les limites que leur impose le marché capitaliste, national et international. Ce n'est pas d'eux, mais des banques et entreprises portugaises et surtout étrangères, que dépend leur approvisionnement en crédits ou matières premières, ainsi que l'écoulement de leur production. Et l'intervention de l'Etat portugais, de portée limitée, est toujours assortie de tentatives de contrôle, soit par le biais des syndicats, soit par celui de la Fédération des coopératives, qui portent directement atteinte au caractère autonome de l'initiative des travailleurs. Ainsi, la prise en main des entreprises abandonnées ou en faillite n'est pas en soi un remède, et ne peut avoir de développement que si elle conduit à une remise en cause de la nature même de la production dans son sens social, des liens avec le marché, de la structure économique de la société tout entière. Faute de quoi, l'autogestion ne peut être qu'un piège qui se refermera sur les travailleurs.

(2) La situation des paysans et des travailleurs agricoles est évidemment un élément primordial pour l'évolution du processus portugais. Tout confirme que, depuis le 25 avril 1974, elle n'a fait que s'aggraver, surtout pour les petits exploitants du centre et du nord, victimes de la hausse des prix ; c'est l'une des raisons du succès de la réaction dans l'été 75. Par ailleurs, le mouvement d'occupation et d'expropriation de terre, que le PC, puissant dans le sud, s'efforçait de limiter ou de contrôler, s'est pourtant produit et étendu de façon assez

## Solidarité internationale ?

Les travailleurs ne peuvent intervenir dans les affrontements politiques ou militaires que s'ils ont eux-mêmes, sous les yeux, quelque chose à défendre ou à conquérir. C'est la même raison qui explique leur indifférence à cet égard, et le recours de plus en plus probable à l'armée contre eux : l'aggravation de leurs conditions d'existence, et la réduction de leur marge de manœuvre, face à un pouvoir qui se renforce.

On le sait depuis longtemps, et il faut néanmoins le répéter : ou bien le processus révolutionnaire déclenché au Portugal s'internationalise, ou bien il s'éteint, dépérit et disparaît, en douceur ou plus probablement dans la violence contre-révolutionnaire. Car la contre-révolution, elle, s'est déjà internationalisée : pressions économiques de l'Europe, conspirations armées de la CIA en Espagne, conseils de « modération » de l'Internationale socialiste (on appelle « modérés », en termes journalistiques, ceux qui sont partisans d'un renforcement de l'autorité dans la vie politique, de la discipline dans les casernes, de l'ardeur au travail dans les entreprises... !).

D'une façon ou d'une autre, l'internationalisation est inscrite dans les faits : à l'approfondissement de l'antagonisme de classe au Portugal correspond le contraste entre le Portugal et l'Espagne, entre ce pays qui a bougé et celui qui se raidit, face aux travailleurs espagnols et basques, dans les structures fascistes d'un régime inadaptable et inacceptable. Cette juxtaposition dans la péninsule ibérique est explosive dès le départ. Ce qui s'est passé au Portugal a déjà

spontané ; ce qui paraît indiquer, malgré les témoignages contradictoires sur les conditions de vie meilleures qu'apportent les occupations ou les impasses qu'elles rencontrent, que ce mouvement correspond, là où il a lieu, à une amélioration immédiate. Mais pour combien de temps ? Cf. sur ce problème, quelques informations dans Claude Collin, « Révolution et contre-révolution dans les campagnes portugaises », *Temps Modernes*, octobre 1975.



rongé le régime franquiste, encouragé la résistance intérieure. C'est, pour l'Espagne, une incitation à l'émeute. Et à la solidarité : les intérêts révolutionnaires du Portugal et de l'Espagne sont étroitement liés, comme ils le sont aussi à ceux des pays avoisinants.

Et de ce point de vue, les travailleurs portugais, quand ils sont en lutte, ne voient guère d'appui réel leur venir des autres pays. A leur isolement face à leur bourgeoisie et leurs classes moyennes, s'ajoute l'isolement sur le plan international ; même les travailleurs portugais émigrés en France, coupés des luttes qui se déroulent chez eux et de l'expérience qu'elles procurent, intoxiqués par les media, demeurent plus que méfiants face à une évolution politique réellement ambiguë.

Toute initiative susceptible de briser ou d'affaiblir cet isolement est un acte de solidarité effective avec les travailleurs portugais. On a eu jusqu'à présent les meetings traditionnels : du haut d'une tribune, des leaders français, des personnalités du MFA, de la LUAR, du PRP, du MES, règlent leurs petits comptes, exhortent une assemblée réduite au silence à une solidarité abstraite, dissimulent les intentions politiciennes de leurs organisations. Dans un tel contexte, le mot d'ordre de « soutien aux luttes du peuple portugais » est vide de sens et même nocif : il masque

par des paroles l'isolement réel des Portugais, et il paralyse, au nom de la solidarité, les capacités d'analyse à l'égard des tendances politiques engagées dans la confrontation, il encourage les vieilles attitudes frontistes dans l'illusion d'une aide imaginaire.

Là où nous sommes, le premier aspect d'une solidarité réelle, c'est d'abord la volonté de comprendre ce qui se passe au Portugal, sans se laisser mystifier par les charlatans prêts à se servir du Portugal, comme de l'Espagne ou du reste, pour alimenter leurs mécaniques de pouvoir ; de s'informer en gardant la capacité de se poser des questions, d'avoir des doutes, mêmes s'ils sont sacrilèges ; de briser les mythes populistes, progressistes, de la pseudo-autogestion, de l'armée au service du peuple, Povo-MFA, MFA-Povo, incantation qui sonne de plus en plus creux ; de formuler, enfin, ce qui s'énonce chaque jour au Portugal, et qui vaut partout : que toute lutte est promise à l'échec, même dans ses objectifs limités, dès lors qu'elle n'essaie pas de porter atteinte à la structure de la société capitaliste, aux lois du marché, de prendre le contrôle de la production et de ses buts, de la relation ville-campagne, des échanges entre lieux de production, des liens avec les autres pays.

Claude.

VOIR POST-SCRIPTUM p. 59

# L'AUTOGESTION AU PORTUGAL

Editorial de *Combate*, n° 23, du 16-5-75

La signification et les conséquences de l'autogestion sont d'une telle importance pour le processus révolutionnaire conduisant à la société sans classes, qu'une analyse plus détaillée de ce mode de lutte s'impose. C'est ce que nous prétendons commencer aujourd'hui en nous appuyant sur des faits concrets et le témoignage de travailleurs en autogestion.

La chute du fascisme laissa intacte la structure de production capitaliste. La crise qui la mine, aggravée par la crise internationale, n'a pas rencontré, de la part du gouvernement provisoire et de l'appareil productif, une quelconque réponse satisfaisante qui empêche de se retrouver dans une situation de crise économique dont les travailleurs feront une fois de plus les frais.

C'est dans ce contexte que surgissent des processus d'autogestion. Dans quels secteurs ? Avec quels objectifs ? Quelle est l'attitude du gouvernement et des autres forces politiques relativement à ce phénomène ?

Nous constatons ceci : c'est surtout dans les secteurs de l'industrie textile, de la confection et parfois de l'industrie du meuble et des produits laitiers qu'apparaissent les occupations d'usine et l'autogestion. Pourquoi ? Entre autre raisons, il faut signaler les suivantes : il s'agit d'industries relativement pauvres, de techniques simples, d'apprentissage facile pour des travailleurs sans formation spécialisée, dont le circuit de production et de commercialisation est court. A ces caractéristiques, surtout

celles concernant la main d'œuvre à utiliser, s'en ajoutent d'autres, d'ordre économique et social : en premier lieu, elles suscitent l'intérêt de l'investisseur national et surtout étranger, qui, dans des conditions optima de bénéfice, peut installer des usines et être compétitif sur nos marchés. De plus, cette main d'œuvre bon marché, peu spécialisée, sans possibilité d'instruction, vivant surtout en zone rurale, n'a pas l'expérience de l'association et de la lutte ouvrière.

Comment dès lors, est-ce dans ces secteurs défavorisés qu'apparaît l'autogestion, que nous considérons comme une forme avancée de lutte, un phénomène révolutionnaire ?

Les phénomènes d'autogestion apparaissent presque toujours à un moment de crise de l'entreprise : faillite ou fermeture de l'entreprise. A ce moment le problème est de subsister et subsister veut dire garder l'emploi. Pour cela, on fait un pas radicalement nouveau : les installations sont occupées, les travailleurs, ou une partie d'entre eux, se déclarent en autogestion, l'usine reprend comme elle peut : l'emploi et le salaire correspondant demeurent, assurés dans l'immédiat.

A l'euphorie ou à la terreur du premier moment, succèdent rapidement les difficultés inhérentes au processus, qui dépassent la simple question de maintenir l'emploi. Et c'est à ce moment que l'autogestion commence à révéler toutes ses potentialités de processus nouveau, et ne se présente pas seulement comme un recours plus ou moins heureux pour résoudre de façon transitoire la situation de crise et les risques de perte d'emploi.

Quelle est l'attitude du Gouvernement provisoire et des forces détentrices du pouvoir politique face à l'autogestion ?

Quand une grosse entreprise est en crise, l'Etat intervient, nomme une Commission Administrative et maintient l'entreprise. En effet, comment le capitalisme d'Etat pourrait-il se développer si les grandes entreprises sont totalement contrôlées et gérées par les travailleurs ?

Quand, par contre, une petite ou moyenne entreprise se trouve dans une situation semblable et se met en autogestion, le gouvernement s'en désintéresse, se montre hésitant, ambigu. Pourquoi ? Serait-il intéressé par le contrôle direct ou l'appropriation des moyens de production par les travailleurs ?

Nous y répondrons plus loin.

## Difficultés de l'autogestion

La première limite qui apparaît est la fourniture des matières premières, surtout quand elles viennent de l'étranger ; quand elles viennent du Portugal, les travailleurs se heurtent au boycott des capitalistes. Quand les travailleurs ont des stocks, ils peuvent produire pendant un temps plus ou moins long ; quand ces stocks sont épuisés, ils sont obligés de faire appel aux organes de pouvoir pour obtenir un « volant de crédit ». Ceci entraîne la perte de l'autonomie acquise par l'occupation. C'est à travers cette nécessité de « capital » que le gouvernement et les organes de gestion ou de contrôle politique vont se donner les moyens d'encadrer les travailleurs.

Si ces barrières sont dépassées par les travailleurs, l'apprentissage du processus autogestionnaire peut continuer. Mais la lutte est conditionnée par deux questions : la nécessité de l'approvisionnement et l'écoulement du produit fabriqué. Ce sont ces problèmes qui conditionnent et limitent l'avancée des luttes, et qui sont à l'origine des difficultés de contrôle des moyens de production par les travailleurs.

Quand les travailleurs sont occupés par ces problèmes (d'achat et de vente) il leur est difficile de se poser d'autres questions. C'est ainsi que la participation de tous à la production est considérée comme nécessaire par les Commissions de Travailleurs, nécessaire, non comme droit de tous à participer à la gestion, mais comme une nécessité pour augmenter la production, ce qui leur permettra de rivaliser avec le marché capitaliste.

Ces Commissions apparaissent comme l'ensemble des travailleurs les plus capables de gérer l'entreprise ; on ne soulève pas le problème de la formation politique de ces éléments, mais simplement de leur capacité à gérer les affaires. Mais quand les travailleurs s'aperçoivent que ces Commissions résolvent tout, sans que cela découle de la participation réelle de tous les travailleurs, elles sont remises en cause. Dans certaines usines en autogestion, la première Commission de gestion fut remplacée : ce qui permit une meilleure participation de tous les travailleurs au processus productif. Cela, du fait que les travailleurs, continuant à s'occuper de main-

tenir l'emploi et les salaires, s'apercevaient que la gestion est une préoccupation collective. C'est en se préoccupant de la solution de ces problèmes, que les travailleurs en autogestion ont été amenés à renforcer la solidarité entre diverses entreprises, en autogestion ou pas.

En effet, nous disions que c'était la nécessité d'obtenir du capital qui permettait au gouvernement et au Pouvoir de récupérer les luttes autonomes. Or, les travailleurs, s'ils n'ont pas la solidarité économique des autres travailleurs sont forcés de faire appel au gouvernement, et de passer par l'intermédiaire des syndicats.

Le gouvernement est intéressé à ce que ces modes de lutte existent, car cela évite l'augmentation du chômage, mais l'autonomie de ces luttes ne peut être tolérée. Ces temps-ci, le gouvernement trouve des formes de contrôle de ces luttes autonomes.

On assiste à une tentative des syndicats de transformer les usines autogérées en coopératives de production, plus facile à encadrer et à planifier, et aussi subordonner les travailleurs de ces coopératives aux directives élaborées par les dirigeants politiques.

Les travailleurs en autogestion savent que pour vivre, il faut produire et vendre, d'où leur préoccupation de produire toujours plus. Mais cette action autonome peut les amener à dépasser cette simple question de l'emploi. Ce dépassement fera apparaître le vrai sens de l'autogestion. C'est ainsi qu'une conscience et une pratique nouvelle se forgeront. L'autogestion n'est pas seulement une solution provisoire en temps de crise.

Ce que ces luttes tracent de neuf, c'est la possibilité et la nécessité sentie par les travailleurs de se frayer une voie décisive indépendamment de syndicats et d'organisations politiques. Indépendance, parce que les travailleurs en autogestion sont forcés de faire un pas qui ne peut être contenu dans les limites des organisations politiques et syndicales.

Quand les travailleurs se réunissent et prennent conscience que, en commun, et entre eux, ils abordent la question de la technologie, et d'autres, ils commencent à comprendre que leurs problèmes ne sont pas seulement ceux de leur usine, mais de toutes les usines, et à affirmer publiquement que les syndicats, les partis et l'Etat ne sont pas nécessaires.

# A PROPOS DE L'AUTOGESTION

La lecture de cet article amène un certain nombre de réflexions sur ce qu'est l'autogestion. Ce mot, à l'heure actuelle, a la fonction quasi magique d'évoquer la « révolution en marche » ou « un processus révolutionnaire irréversible », etc. . . , et cela, spécialement dans la situation portugaise où il est utilisé par les gauchistes comme justification et preuve de la mise en place, par la classe ouvrière, de structures révolutionnaires.

Cela pose à notre avis deux questions : quelle « autogestion » a été mise en place au Portugal, quel est son contenu réel ? Et, plus généralement, qu'entend-on par autogestion ? Suffit-il que les travailleurs d'une entreprise se déclarent en autogestion pour que la lutte des classes trouve là son optimum d'expression positive et que les embryons de la société future y soient en germe ?

L'autogestion est décrite ici dans le contexte de contraintes et de difficultés économiques auxquelles se heurtent ce genre d'expériences, tant du point de vue des problèmes liés au marché capitaliste que du blocage réalisé par le pouvoir et les syndicats. Cette situation constitue les « limites » auxquelles s'affrontent les travailleurs ; face à cette analyse, on assiste à une affirmation, un appel presque incantatoire à la combativité des travailleurs pour dépasser ces limites, « dépassement » qui acquiert une valeur presque mythique dans la mesure où aucun indice concret de ce dépassement n'est évoqué. Une remarque s'impose à ce propos : il s'agit ici d'un schéma traditionnel concernant le rôle de la classe ouvrière qui doit pourfendre les démons du capitalisme, gouvernement, partis et syndicats (les patrons sont éliminés ou absents...) pour montrer ses capacités d'auto-organisation, son autonomie. Mais de quelle autonomie ou auto-organisation s'agit-il, on y reviendra bientôt, celle de bien gérer et écouler la production capitaliste ? En effet, quelles que soient les struc-

tures mises en place, l'autogestion est valorisée comme processus d'apprentissage (réussi éventuellement) de la démocratie dans l'usine, processus d'où émerge la conscience de classe... mais pour quoi ? Pour ne plus être exploité par un patron repérable, un ministère, une commission ou un syndicat, un bureaucrate, mais pour toujours être un prolétaire, auto-contrôlant sa vie de producteur dans une entreprise toujours située dans un processus de production capitaliste, soumis à la loi de la productivité ? Qu'y a-t-il de changé ?

En effet, comme il est dit dans l'article, les entreprises occupées qui tentent de fonctionner en autogestion se heurtent au problème de la structuration capitaliste de l'économie (écoulement du produit fini, prix du marché, dispositif technologique) et aux problèmes de survie, c'est-à-dire qu'il faut bien un salaire. Les contraintes exercées sur les travailleurs qui gèrent leur entreprise sont les mêmes (ou sont supérieures), et les impératifs n'ont pas changé : efficacité, productivité. Même si les travailleurs, par leurs luttes, ont réussi à se débarrasser du contrôle du gouvernement ou des syndicats, ils doivent, pour survivre, rendre leur entreprise compétitive sur le marché, respecter les normes qualitatives et quantitatives de production. On a vu ainsi des usines en autogestion réussir à doubler la production (belle application de « la bataille de la production »), élire... démocratiquement des gestionnaires avisés et compétents (la division du travail et la rotation des tâches seront remises à plus tard...), cela se soldant par un nombre d'heures de travail plus élevé qu'avant, parfois le maintien des différences de salaires (entre hommes et femmes, exécutants et petits chefs, petits chefs et gestionnaires), etc. . .

Il ne s'agit pas à travers ces critiques de condamner les expériences d'autogestion, de méconnaître l'acquis positif de ces processus de lutte pour la démystification du système, la compréhension des mécanismes d'exploitation, du rôle des syndicats et commissions de tout poil ; il s'agit plutôt de mettre en doute une vision de la révolution par stades ou changements successifs, comme quoi, dans un premier temps, à travers leurs luttes, les travailleurs font leur éducation, dégomment les grands et petits chefs tout en continuant, pour survivre, à se poser les mêmes questions que leurs ex-patrons gestionnaires, à garder les mêmes structures de production ; et ensuite, petit à petit, quand leurs yeux se seront décillés, ils se poseront les vrais problèmes de la société révolution-

Mais à présent les média nous disent : « Teufel et son amie Gabriele Rollnick ont donné en plein dans la souricière montée par la police dans l'appartement de celui-ci. Le service « T » n'eut aucune difficulté à s'assurer de lui, de son fusil à canon scié, et de \$ 15.400 en devises étrangères (...). Ils le trouvèrent en possession d'une longue liste de sympathisants du 2 Juin qui n'avaient jamais été repérés ». On n'a signalé nulle part qu'un coup de filet ait suivi pour s'emparer de ces « partisans (répertoriés) d'une association de malfaiteurs ». Voilà qui devrait amener les citoyens à se poser des questions. Les anarchistes, mieux au courant des procédés employés par la police au cours de son histoire, savent comment les forces de sécurité s'y prennent pour se donner l'apparence d'être absolument indispensables. Si tous les membres du groupe B.-M. et du Mouvement du 2 Juin avaient été appréhendés, on pourrait se passer de l'armée colossale de spécialistes des questions de sécurité et de parasites mettant en coupe la psychiatrie.

Le gouvernement allemand, afin de semer la confusion, a imposé aux média une terminologie fallacieuse et de la plus insigne mauvaise foi. L'épouvantail rebattu des anarchistes lanceurs de bombe servit, une fois de plus, à amener l'homme moyen, épris de démocratie, à accepter une législation fasciste. Puis la propagande sortit une série d'histoires d'atrocités : « La bande B.-M. menace d'empoisonner l'eau potable de Stuttgart. » « Du gaz moutarde volé par des membres de la bande doit servir contre la population. » C'est alors qu'une bombe explose à la gare centrale de Brême (6 décembre 1974), attentat dont la R.A.F. fut rendue responsable, mais qui portait la marque d'une provocation policière.

Depuis le mois d'octobre 1974, 65 « anarchistes » et sympathisants présumés ont été arrêtés. 102 personnes sont en détention préventive pour avoir soutenu des « menées anarchistes ». 202 enquêtes des services de police sont en cours.

Ilse Jandt et 7 membres du groupe de Wolfsburg du 2 Juin furent arrêtés après l'exécution du renégat Schmücker. Nous avons fait état de l'arrestation de Ralf Reinders, « chef du Mouvement du 2 Juin » et assassin présumé du juge Dienkmann. La police hollandaise a arrêté à Amsterdam l'« anarchiste » Helmut Luef, membre du groupe Debus, lié à la R.A.F.

Sont toujours en liberté : Jörg Lang (Jogi), un avocat « anarchiste » ; la police affirme qu'il s'emploie à mettre sur pied une nouvel-

le organisation de la R.A.F., et qu'il est en train d'organiser de nouveaux enlèvements. Astrid Pröll (Rosi), ancienne maîtresse d'Andreas Baader, serait, à en croire la police, gardée par les « Brigades Rouges » en Italie. Cela fait 3 ans que Vera Berzel est dans la clandestinité. Angela Luther et l'avocat Siegfried Haag n'ont toujours pas été retrouvés. Pas plus qu'Andreas Vogel, prétendument responsable du dernier attentat à la bombe à la gare centrale de Hambourg.

Ont été libérés (suite à l'enlèvement de Lorenz) : Rolf Heissler, Gabriele Kröcher-Tiedemann, Rudolf Pohle, Verena Becker, Ingrid Siepmann. Disparus — et, de l'avis de la police, exécutés pour trahison : Ingeborg Barz, Michael Baumann, Ewald Goerlich, Susann Herminghausen, Rosemarie Kesser.

Les suppositions vont bon train pour savoir où sont passés les vieux de la vieille. Les ordinateurs de la police sont sur les dents. La rumeur fait apparaître les fugitifs ici, partout et nulle part : au Sud Yemen, dans des écoles de guérilla japonaises... Leurs relations sont internationales : le Front de Libération de la Palestine, l'Armée Rouge Japonaise, les guérilleros espagnols, les Brigades Rouges italiennes. Lisbonne s'est mué en centre de conjuration. Poniatowski prétend avoir les preuves de l'existence d'« écoles de terrorisme anarchistes » en Allemagne de l'Est. La police veut que Siegfried Haag ait été en rapport avec le fameux terroriste « Carlos ». La fermette de Haag, dans le Midi de la France, apparaît, à en croire la police, comme la base clandestine d'où étaient menées des opérations en Espagne et dans d'autres pays. Contre cette « conspiration mondiale du terrorisme », Maihofer appelle à une action conjointe anti-terroriste au niveau international. A dire vrai, un certain degré de coordination a été mis en place avec les services de contre-espionnage français, suédois, espagnols et anglais. En mars 1974, la police suisse arrêtait à Zürich un groupe de la R.A.F., qui avait dérobé des mines, des grenades et des armes légères dans des arsenaux de l'Armée suisse ; groupe mené par Petra Krause, accusée de l'incendie criminel d'un immeuble de l'I.T.T. à Milan (il s'agit de sa filiale italienne Face Standart — N.d.T.). Une partie de ces articles redoutables passa en Espagne. 3 pistolets mitrailleurs, 3 grenades et des explosifs furent remis à Siegfried Haag et Elizabeth van Dyck. La police donne à cette histoire sans importance les dimensions d'une affaire sensationnelle, portant sur un

Cette manœuvre vise à rétablir la discipline et l'ordre dans une armée qui a perdu son efficacité. Il s'agit de l'indispensable réorganisation de l'appareil d'Etat, vitale en ce moment pour le Gouvernement Provisoire qui doit acquérir de toute urgence le contrôle de la situation. Dans cette bataille, le MFA, avec l'aide des forces de gauche et d'extrême gauche et en s'appuyant sur les officiers du contingent, essaie de convaincre les soldats de participer au « processus révolutionnaire » par le truchement des « Assemblées d'Unité ». Le fruit interdit de la « démocratie interne » dans les casernes n'est autorisé qu'avec un maximum de « responsabilité, d'ordre et de discipline ». Ces organes « démocratiques » fonctionnent comme des structures de pouvoir en rapport direct avec le Commandement de l'Unité, exerçant un contrôle direct sur les soldats « dans l'accomplissement du devoir ». Aussi, ayant en vue la réorganisation de l'armée (la rendre plus efficace et plus opérationnelle) plusieurs officiers incompetents ont été éliminés en même temps que des jeunes officiers étaient élevés au grade de capitaine, colonel ou général, selon la « hiérarchie des compétences ». Cependant, il faut reconnaître que si ce processus de démocratisation de l'armée a pour but un meilleur contrôle des soldats de la part des Commandements des Unités, il risque d'être très dangereux pour ces derniers puisque les décisions de la base pourront facilement se dresser contre les intérêts du Commandement.

Donc, il faut aller au delà de l'élimination des fascistes et des incompetents, ce qui ne fait que contribuer à la structuration d'une armée forte.

Il faut comprendre que la fonction de l'Armée ne se limite pas à la défense du territoire et à aider la police quand celle-ci n'a pas assez de force: l'armée a toujours fourni des cadres au PSP, à la Police Judiciaire, à la GNR, à la PIDE, à la Légion, etc. La consolidation de la dictature militaire passe nécessairement par la centralisation du pouvoir militaire et policier dans un commandement unique: le COPCON.

L'armée, qu'elle soit fasciste, démocratique, socialiste ou populaire, sera toujours la colonne vertébrale de la machine d'Etat.

La seule position révolutionnaire face à l'armée est sa destruction.

Il faut accentuer l'opposition naturelle soldat/gradé en encourageant la révolte et l'indiscipline dans les casernes, en refusant de réprimer les travailleurs, en refusant les embarquements éventuels pour les colonies,

en refusant de participer à la lutte d'une fraction politique de l'armée contre une autre.

Les soldats en tant qu'opprimés devront tourner leurs armes contre tous les oppresseurs, se refusant au contrôle d'une force politique quelconque.

La Révolution Sociale détruira toutes les illusions et les aliénations des hommes. Les producteurs s'associeront librement dans des communes de façon à produire le nécessaire pour la satisfaction de leurs besoins de consommation. Et à ceux qui invoquent la nécessité d'une armée pour la défense contre les attaques de la « réaction interne et de l'impérialisme international », les révolutionnaires répondront en créant des forces non professionnelles, créées sur la base du volontariat et de l'affinité personnelle, et ils refuseront le principe d'autorité et de hiérarchie. Ces forces ne seront les appendices d'aucune armée rouge, ni l'exécutif d'aucun pouvoir populaire, mais des organes de la volonté révolutionnaire pour transformer le monde, pour changer la vie.

Lisbonne, juillet 1975

Bulletin de l'Association de Groupes Autonomes Anarchistes.

---

AMEDEO BERTOLO.— Lettre d'Italie : « Compromis historique et danger fasciste ». — 2.F 50.

Traduction tirée de *Interrogations*, N° 3.

Vous pouvez écrire à *La Lanterne* pour avoir cette brochure.

Une bonne analyse de la situation italienne.

Une traduction de l'article de M. Bonanno : « Critica del Sindicalismo » — paru dans *Anarchismo*, N° 2 (Casella Postale 61. 95100 Catania) — est en cours de traduction et sera publiée en brochure.

---

# Si vous marchez pour les autres, c'est que les autres vous font marcher.

## MARCHE INTERNATIONALE DU 1er NOVEMBRE CONTRE LE REGIME FRANQUISTE

Ce texte est à la fois un témoignage et une réflexion personnelle de quelqu'un qui a participé à la préparation de la marche au sein d'un comité constitué à Jussieu et qui voudrait que les problèmes qui se sont posés, et surtout ceux qui ont été occultés, fassent l'objet d'un débat plus collectif notamment avec les copains qui étaient contre le projet.

Je pense que les raisons qui font que je me suis intéressée au projet rejoignent celles de pas mal de copains qui en ont eu l'initiative :

écœurement face aux manifs traditionnelles, complètement figées dans un cérémonial connu (toujours les mêmes parcours, les mêmes discours, les mêmes slogans, donc totalement frustrantes et démobilisantes ;

envie de faire « autre chose » qui soit organisé à la base et qu'il soit possible d'imaginer par petits groupes, sans se laisser prendre en charge par des organisations et les professionnels de ce genre de lutte.

En fonction de ce projet, l'intérêt d'un mot d'ordre de « front uni antifasciste » est contradictoire :

d'une part il est trop vague et « humaniste », prônant une unité que tout le monde sait factice : il est d'ailleurs caractéristique, à ce niveau, que les copains qui ont eu l'initiative se soient sentis obligés, pour donner un impact à l'appel, de battre le rappel de la poignée d'intellectuels, de noms connus qu'on retrouve habituellement au bas de ce genre de pétitions. De même le fait

d'avoir donné une date à valeur « symbolique », 1<sup>er</sup> novembre jour des morts, est aussi caractéristique de la même frousse : on pense être mieux compris par le biais du symbole alors que c'est justement le symbole qui crée la confusion.

D'autre part, l'intérêt du mot d'ordre c'est justement d'être assez large et ouvert pour laisser la possibilité d'avoir une organisation par petits groupes qui ne soient pas limités dans leurs initiatives par la référence à un texte initial trop rigide et qui, à partir de l'appel de départ, peuvent imaginer d'une manière autonome leur propre type de prise en charge et d'intervention. Des textes d'appel différents ont d'ailleurs été rédigés par divers comités ; dans le premier texte distribué à Jussieu cette préoccupation d'autonomie était particulièrement sensible :

« premier pas, cette marche internationale ne devrait pas être la juxtaposition des différents groupes qui participent habituellement aux manifestations, mais un lieu de lutte où chacun en dehors de ses drapeaux nationaux ou d'organisation pourrait selon sa sensibilité propre et ses envies, participer à l'effort commun en vue d'arrêter cette bouche-rie » (extrait de tract).

Un des aspects positifs les plus importants de l'organisation de cette marche a été justement le fait que le comité d'initiative parisien s'est tout de suite transformé en comité de coordination refusant d'être le comité central de référence et que les différents comités, à

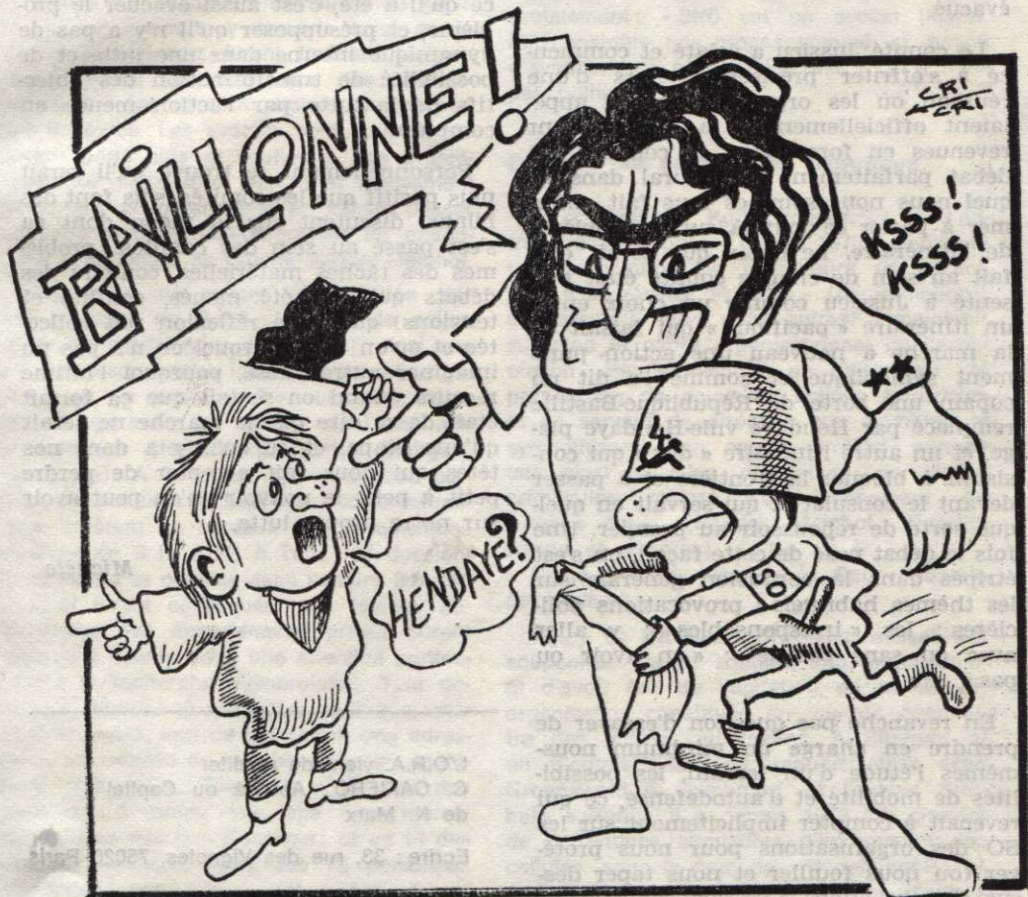
Paris et en province où d'ailleurs d'autres coordinations se sont faites, ont réellement pris en charge matériellement l'organisation de la marche (problèmes des cars, des affiches, de la popularisation). Au sein des lieux de travail ou sur les quartiers dans lesquels se sont formés les comités, les débats ont été réels et ont dépassé largement le cadre de la marche.

A Jussieu par exemple il est symptomatique que lors du premier débat sur l'organisation de la marche un premier clivage se soit fait entre deux points de vue :

d'une part celui des militants déjà organisés la plupart dans la LCR, qui voulaient « populariser sur Jussieu » en organisant un meeting d'information sur la répression en Espagne avec des militants du FRAP et de l'ETA ; d'autre part celui de ceux qui voulaient réfléchir

aux actions possibles « au nombre qu'on était » pour qui la marche n'était pas une fin en soi et qui n'avaient pas envie de déléguer aux professionnels habituels le soin d'informer. L'attitude des militants de la LCR venus à ce moment là à titre individuel, car leur organisation n'appelait pas encore à la marche, a été un travail de sape assez habile d'un projet d'action immédiate envisagé par les gens présents (une distribution de tracts dans les trains partant pour l'Espagne à la gare d'Austerlitz très proche de Jussieu).

Caricaturant complètement le projet qui devenait dans leur langage une redoutable action de commando, empêchant systématiquement qu'on discute calmement et « pratiquement » de ce qu'il était possible de faire, des risques qu'on pouvait prendre, etc... ils ont installé un climat de panique qui a complètement bloqué la discussion et fait se barrer quelques copains écoeürés.





En même temps ils avançaient l'existence d'un projet d'action au même endroit pour le lendemain, action organisée par le collectif Eva Forest, et à laquelle ils nous demandaient de nous rallier sans en rien connaître (clandestinité oblige...) en faisant confiance à leur organisation, leur SO, etc...

Voyant d'ailleurs que la plupart des copains présents étaient réticents et n'étaient pas prêts à participer à une action où on leur demandait seulement de servir de troupes, ils ont cessé de venir aux réunions du comité pendant trois semaines environ jusqu'au moment où leur organisation a appelé officiellement à la marche.

J'ai raconté ceci en détail parce que c'est caractéristique d'une part des rapports qu'entretiennent les organisations avec les initiatives qu'ils ne parviennent pas à contrôler totalement et que d'autre part c'est toujours sur le problème de la violence et de l'illégalité que le débat est évacué.

Le comité Jussieu a éclaté et commencé à s'effriter précisément lors d'une réunion où les organisations qui appelaient officiellement à la marche sont revenues en force dans le comité ; un débat parfaitement caricatural dans lequel nous nous sommes tous fait enfermer à parler ce jour là sur le problème de l'itinéraire. Le choix qui devait être fait au sein de chaque comité était présenté à Jussieu comme un choix entre un itinéraire « pacifique » qui faisait de la marche à nouveau une action purement symbolique et comme l'a dit un copain une sorte de République-Bastille remplacé par Hendaye ville-Hendaye plage, et un autre itinéraire « dur » qui consistait à bloquer la frontière et à passer devant le consulat et qui servait en quelque sorte de repoussoir au premier. Une fois le débat posé de cette façon, on s'est étripés dans la confusion générale sur les thèmes habituels : provocations policières ; les « irresponsables » ; y aller avec ou sans casque » ; « en avoir ou pas », etc.

En revanche pas question d'essayer de prendre en charge un minimum nous-mêmes l'étude d'un terrain, les possibilités de mobilité et d'autodéfense, ce qui revenait à compter implicitement sur les SO des organisations pour nous protéger (ou nous fouiller et nous taper dessus si nous étions « irresponsables »).

Il me semblerait intéressant d'avoir un débat sur la façon dont le pouvoir a pu être repris par les organisations dans ces comités alors que jusqu'à la fin il y avait une résistance, constamment réaffirmée à la coordination par exemple, à cette récupération. Témoin le débat houleux à une des dernières assemblées générales de coordination sur le problème des banderoles et sur l'acharnement que mettait le collectif Eva Forest à vouloir apparaître en tant que tel. Il y a même eu un chantage incroyable fait par une des militantes de ce collectif consistant à dire : si vous ne voulez pas que nous apparaissions en tant que collectif, nous n'irons pas et « cela fera des milliers de personnes en moins » (ce qui d'ailleurs était peut-être surestimer l'implantation du collectif !).

Je pense que dire que cela tient à ce genre de projet, à son caractère « humanisant », etc... et en quelque sorte dire d'avance, en théorie, que ce type d'entreprise ne peut pas devenir autre chose que ce qu'il a été, c'est aussi évacuer le problème, et présupposer qu'il n'y a pas de dynamique interne dans une lutte et de possibilité de transformation des objectifs de la lutte par l'action menée en commun.

Personnellement je trouve qu'il serait plus positif que les comités, s'ils font des bilans, discutent sur la façon dont ça s'est passé au sein des comités (problèmes des tâches matérielles, contenu des débats qui ont été menés, conflits et tensions) que cette réflexion soit collectée et qu'on voit pourquoi on n'a pas pu imaginer autre chose, pourquoi l'ultime recours quand on sentait que ça foirait était de se dire que la marche ne serait qu'une étape, et ce qu'il y a dans nos têtes qui nous fait accepter de perdre petit à petit le pouvoir qu'on peut avoir sur notre propre lutte.

*Michèle*

---

L'O.R.A. vient de rééditer  
C. CAFIERO : Abregé ou Capital  
de K. Marx

Ecrire : 33, rue des Vignoles, 75020 Paris

---

# Justice populaire- justice bourgeoise : mêmes prisons.

Il y a plus d'un an, dans la nuit du 21 août 1974, deux femmes sont violées par trois hommes, alors qu'elles campaient au bord de la mer, près de Marseille ; les trois hommes sont arrêtés et sont passés en correctionnelle le 17 septembre 1975 pour « coups et blessures » et non en Assises pour viol !

Implicitement la justice considère que les deux femmes étaient consentantes, ce qui confirme l'opinion très largement répandue qu'un « viol ça n'existe pas et qu'elles sont toutes plus ou moins consentantes ».

En somme pour être violée, il faut être soit une jeune vierge, soit une vieille femme (et encore ! pour ce dernier cas).

A partir de là, quatre groupes de femmes ont entrepris une campagne (1) pour :

— faire reconnaître le crime de viol par la justice

— amener les femmes à porter plainte quand elles se font violer

— dévaloriser la pseudo virilité des hommes qui quotidiennement violent des femmes, compagnes, épouses ou autres.

— faire reconnaître le crime de viol par la justice et amener les femmes à porter plainte quand elles se font violer.

Voilà me semble-t-il tout le contraire d'une démarche libertaire (ce qui ne saurait nous étonner vu que les pétroleuses ne sont que l'appendice féminin de la ligue communiste, autrement dit des femmes trotskystes !), tout le contraire d'une démarche

(1) Cette campagne démagogique a eu l'approbation de presque tous les groupes d'extrême gauche et aussi de nombreux camarades inorganisés. Seuls à notre connaissance, comme opposition réelle à cette campagne, l'article de B. Vallaey, le communiqué du C.A.P. et l'article de Michael dans Libération du 27 et 28 novembre 1975 (un bon point pour Libé, c'est pas dans vos habitudes). C'est très peu.

Sur ce premier point, les organisations féminines ont eu gain de cause, puisque le tribunal s'est déclaré incompétent.

révolutionnaire (ce qui ne saurait nous étonner vu que le tribunal international des crimes contre les femmes poursuit le même genre d'idée que le tribunal Russel, Amnesty International ou autres organisations réformistes, et qui ne s'en cachent pas d'ailleurs, soyons leurs en gré).

Mais que vont donc faire dans cette galère « des groupes de femmes », « femmes en lutte » etc...

Car enfin s'il s'agit bien de faire reconnaître qu'il y a viol quand il y a viol, que le viol est une chose ignoble et qui ne consiste pas seulement à introduire de force un pénis dans un vagin, ce n'est pas la justice, l'Etat qu'il faut convaincre de ces choses, mais plutôt la société civile, l'ensemble des gens qui pensent le contraire et qui fondent, qui légitiment l'existence d'une justice, d'un Etat.

Ce n'est donc pas au nom d'un humanisme quelconque que nous critiquons cette campagne, car effectivement comme le dit « une femme des pétroleuses » dans libération du 25 septembre, un violeur c'est comme un bourreau qui torture dans une prison, et qu'il ne s'agit d'excuser (elle dit relaxer) ni l'un ou l'autre ; ni même de pleurer s'il lui arrive des ennuis. Mais ce qui est inquiétant, c'est que cette femme dit aussi :

« En attendant les tribunaux populaires, nous nous battons pour que... » et plus loin : « au Chili, en Espagne, le jour où Pinochet et Franco seront vaincus le peuple réclamera justice de tous les crimes commis, les tortures, les viols des femmes en prison ».

Cette femme aurait pu dire : « en attendant la révolution... » en attendant « le communisme... » en attendant... nous faisons ceci et cela, maintenant, car il y en a marre d'attendre des lendemains mythiques pour changer quelque chose à notre vie, pour lutter concrètement contre ce qui nous opprime. Par exemple une grande campagne sur le viol, ses causes, ses significations, y compris des moyens concrets que les femmes peuvent mettre sur pied pour s'en protéger.

Au lieu de ça, c'est en attendant... « les tribunaux populaires... », ces parodies de justice dont les intellectuels se repaissent (voir la G.P. et le meurtre de Brigitte Dewèvre ou les exécutions au sein de l'armée rouge japonaise). En attendant l'ordre totalitaire bolchevique, faisons confiance à l'ordre bourgeois !

Martin.

# Un certain ral'bol

Bien sûr, c'est pas ce qu'on fait de plus révolutionnaire que de demander que les « violeurs » passent en Cour d'Assises ; c'est réformiste de demander une loi anti-sexiste, ou la reconnaissance juridique du viol, ça, on en est tous convaincus ! Décidément, ces femmes « qui luttent pour leur libération » sont porteuses de contradictions dangereuses !

Effectivement, c'est plutôt louche de faire appel à une instance répressive comme la justice pour régler le problème du viol, ou quelque problème que ce soit d'ailleurs, de faire confiance aux Institutions bourgeoises ou étatiques etc... Par ailleurs, il est plutôt curieux de s'en remettre à des tribunaux composés plus que majoritairement de mecs (pas des plus libérés, on imagine) et de préconiser la mise en place d'une loi qui se retournera évidemment contre les plus opprimés, ceux qui subissent le plus la misère sexuelle. Tout ça, c'est plus que contestable, pas révolutionnaires, ni libérateur !

Ceci dit, en passant, peu de groupes ou d'organisations ont fait ces critiques, et c'est un peu curieux (ou pas ? finalement) de voir ceux dont le radicalisme est l'apanage, marcher dans cette opération.

En dehors des lettres injurieuses que *Libé* a reçues et publiées sur cette affaire, il y a eu quand même des prises de position critiques sur la demande de loi anti-sexiste et de la passation en Assises des violeurs (l'article du CAP passé dans *Libé* du 28 septembre, l'article ci-dessus et d'autres sans doute). Mais, même dans ces critiques (que je peux partager pour certaines) il y a quelque chose qui me gêne.

Tout d'abord, ça me paraît bizarre cette intolérance rigide au « réformisme », alors qu'on finit par l'admettre quand il s'agit de la classe ouvrière, ou des immigrés ou que

sais-je d'autre, et par l'accepter s'il s'agit de nos conditions de boulot, par exemple, au nom de la survie. On peut toujours rétorquer que ce n'est pas une raison, qu'en l'occurrence, l'existence d'une loi serait inefficace, et qu'il ne s'agit pas là de n'importe quelle action réformiste, mais d'une action entraînant nécessairement répression, condamnation. Il me semble néanmoins que ce beau chœur révolutionnaire est moins puriste quand c'est le sort d'une autre couche sociale ou groupe social qui est en question. Les femmes n'auraient même pas droit au réformisme ?

Ensuite, je trouve que tous ces « discours politiques » de critique ont pour fonction d'opérer un déplacement : le viol, puisque c'est de ça dont il est question, devient un problème mineur par rapport à l'analyse des « stratégies de lutte contre le viol » : on conteste donc le moyen proposé — et je trouve cela juste — mais pour se perdre par exemple dans un débat au niveau des arguties juridiques (du genre : mais le viol, c'est les femmes qui vont le faire exister en demandant sa reconnaissance juridique !... Comme si ce niveau d'analyse changeait quoi que ce soit à la réalité) ; l'analyse des contradictions de ce mode d'action tient lieu, à la limite, de réponse au problème du viol.

Une autre fonction des discours politiques sur le sujet, c'est de se sécuriser par « une analyse politique de la chose » parce qu'on n'a pas de réponse au problème ; là, au moins, si on en reste à l'analyse critique des modes d'actions, on se donne une apparence de réponse, on a l'impression de voir clair, d'avoir dit quelque chose et ça, ça masque bien l'incapacité actuelle d'une transformation des rapports hommes/femmes et de la sexualité.

Les polémiques et le débat, de par leur niveau intrinsèque d'aspiration à la cohérence, occultent la contradiction où nous sommes en ce domaine. Eh oui, c'est dur, mais faudrait se l'avouer de temps en temps que le recours aux belles analyses, même si on donne l'apparence d'avoir les idées très claires, ça fait pas vraiment avancer les choses !

La reconnaissance du viol en Assises ne changera rien à la situation des femmes, ni à la phallocratie, mais les critiques sûres et déterminées de nos émérites révolutionnaires non plus ! Ce sera une entourloupette de plus !

Agathe.

# L'ACCIDENT DE MADAME CLAUSTRE

Madame Claustre a bien de la chance...

Une rare unanimité s'est faite autour de son cas!

Le gouvernement français, la Ligue Communiste, Jean Dutour, le MLF, la presse dans son ensemble, le PCF, le PS, Minute, etc., etc... C'est que pour tous, il s'agit là d'une victime. Victime « d'une bande de loqueteux », victime de « l'impérialisme français », victime « des rebelles communistes », victime « à cause de son corps de femmes », victime de « l'impitoyable Etat français », bref, victime pour suffisamment de raisons pour qu'il soit aisé de se sentir justifié à épouser une cause chère au cœur de tous les Français.

On peut être trotskiste ou fasciste, on a quand même un cœur, et ça, le « Français moyen » ne l'oubliera pas le moment venu!

Car le Français qui n'est pas raciste et même parfois de gauche, peut s'offusquer d'une présence militaire dans un pays du tiers monde (ça fait un peu colonialiste), mais de celle d'une ethnologue, NON.

Une scientifique, une personne instruite, qui a été aux écoles, et qui travaille pour la science, pour la paix et le développement, il n'y a rien à en dire! Seuls les sauvages ne respectent pas les professeurs!

Pendant que madame Claustre fouillait, son mari, lui, dirigeait la mission pour la réforme administrative; encore un qui travaille pour le bien des populations locales, dont on connaît la soif, le désir intense d'être « réformés administrativement ».

Hissène Habré est-il pour autant un personnage sympathique? Certes pas: dirigeant d'un mouvement nationaliste musulman plutôt fanatique, c'est un lettré (il a fait ses études en France) qui s'est fait une « situation » de retour au pays et qui se bat pour prendre le pouvoir au Tchad, et pour conserver le sien parmi les Toubous.

Bref encore une histoire pour faire la une des journaux, pour reconstituer l'« unité na-

tionale », autour d'une grande cause, pour faire oublier certains faits d'actualité plus épouvantés et plus tragiques (parmi les claustrophiles, combien se sont souciés du gosse de 17 ans condamné à mort?) et qui camoufle encore une fois le rôle de la « présence française en Afrique ».

On pense généralement, depuis que le colonialisme classique a pris fin, que les coopérants techniques, du moins les meilleurs d'entre eux, jouent un rôle humanitaire, progressiste, et qu'ils tentent, « en faisant le bien » (développer les forces productives en d'autres termes), de racher plusieurs siècles de barbarie coloniale.

Or, même en n'épousant pas la thèse selon laquelle la logique du capitalisme et de la division internationale du travail, tend vers une séparation de la planète en deux parties :

— un tiers monde avec sa main d'œuvre inépuisable et bon marché, concentrant les gros des forces productives « lourdes », et les pays dits « développés » se « déprolétarisant » pour devenir les gestionnaires, les bureaucrates, le tertiaire...

Même en n'épousant pas cette thèse, par trop visionnaire et futuriste, on ne peut que constater que les investissements des multinationales, des grands trusts nationaux, et même des moyennes entreprises, ne font que croître dans les pays dits du « tiers monde », que ceux-ci s'industrialisent lentement et qu'il faut donc des prolétaires;

## CES PROLETAIRES IL FAUT LES FABRIQUER!

et fabriquer du prolétaire, en Afrique par exemple, ne va pas de soi; c'est plus long que d'implanter l'usine.

Au 19<sup>e</sup> siècle, en Europe, le prolétaire s'est fabriqué plus « régulièrement », plus « naturellement », en quelques générations (dans un processus de maturation, qui à l'époque devait paraître fabuleusement rapide, et qui maintenant nous paraît s'être produit de manière plus lente, presque à « l'échelle de l'homme » en comparaison de « ce monde qui se transforme si vite aujourd'hui »).

Ce processus de transformation s'achève aujourd'hui, en même temps que certaines dysfonctions (1).

Comme celles par exemple des nouveaux prolétaires de l'Ouest de la France, encore

(1) Par dysfonction, j'entend d'éventuelles (il y en a déjà eu notamment au Sénégal, ou en Afrique du Sud) révoltes de prolétaires « inadaptés » et non les divers

paysans, et qui de ce fait, échappant au mode d'encadrement traditionnel des syndicats, des partis, à la logique même du travail en usine, menèrent des luttes particulièrement dures et violentes, suivant des méthodes depuis longtemps oubliées par le mouvement ouvrier traditionnel. Méthode typique de ceux qui n'obéissent pas encore à la logique de la ville, à son système de repères et d'encadrement.

Bref, il a fallu plus d'un siècle à l'Europe pour adapter sa population au travail de l'usine ou du bureau, pour en faire des prolétaires.

L'Afrique ne peut attendre aussi longtemps. Or la matière première dont on fait le prolétaire est probablement encore plus éloignée du produit fini que ne l'était le rural français ou anglais au début du 19<sup>ème</sup> siècle :

- le mode de production pastoral
- l'organisation tribale ou du moins ce qu'il en reste
- le nomadisme
- des religions forts éloignées du catholicisme « soumis » ou du protestantisme « laborieux »,

c'est ça la matière première, et c'est à partir de cet homme là qu'il faut en faire un autre le plus vite possible.

Construire un prolétaire dans son corps et sa chair, dans sa mentalité, ses réactions, sa culture, ses rapports aux autres, etc...

L'ère coloniale a réalisé la première partie du travail, en détruisant l'Africain, en introduisant le doute face à la tradition, en lui montrant qu'il n'était pas le plus fort. Ce fut l'œuvre des missionnaires, des administrateurs et des militaires, et cela suffisait au bonheur du capitalisme d'alors.

Mais maintenant, c'est un nouveau pas qu'il faut franchir, un travail de reconstruction après celui des destructeurs. Travail noble que l'on peut regarder en face, et qui sera l'œuvre des scientifiques, des techni-

remous sanglants que sont les guerres de libération ou les mouvements armés d'opposition ; ces derniers ont tous ceci en commun, et aussi avec les Etats en place, qu'ils ne demandent qu'à développer les forces productives en suivant le modèle dominant dans le monde, à savoir le capitalisme, de créer un prolétariat docile, galvanisé par la « cause nationale » et la « négritude ».

Les volontaires à la direction des nouvelles bourgeoisies nationales se bousculent au portillon et s'affrontent sur leurs intérêts propres sous couvert d'options gestionnaires différentes mais qui reviennent au même pour la grande masse des Africains : ce ne sont pas des dysfonctions !

ciens, des médecins, des professeurs, des agronomes, des organisateurs.

— Les maladies traditionnelles africaines (ou celles importées par le colonialisme traditionnel) rendent inapte le corps de celui qui en souffre à travailler en usine ou dans un bureau ; il faut donc les vaincre avant de soigner celles qui ne manqueront pas de jaillir d'un autre type de travail.

Il faut des médecins.

— Une implantation industrielle équilibrée et un nombre de prolétaires en augmentation nécessite, tant du point de vue de l'équilibre des forces productives que de celui de la naissance d'un Etat crédible, opératoire, unificateur, d'en finir avec les famines (du moins théoriquement), mais surtout avec les économies faussement appelées « de survie » (prévoir c'est pour le capitalisme, accumuler) avec le nomadisme (cet ennemi du centralisme et de la planification), il faut du rendement, en même temps qu'en terminer avec les aberrations de la monoculture coloniale.

Il faut des agronomes.

— Il faut faire de l'homme africain, un homme à l'échelle de son époque (qui profitera du capitalisme après l'avoir subi !), et non plus de son village, de sa terre ; il faut lui rebâtir une culture, nationale si possible, nègre bien entendu, mais moderne et utile ; il faut des professeurs et des historiens qui justifieront le découpage territorial (ou le critiqueront pour en proposer un autre, peu importe, au nom de la nature ou de la culture on s'en fout).

Le fait que beaucoup d'entre eux soient africains ne change rien à l'affaire, ils ont été formés à l'occidentale, en sont souvent fiers, et sont finalement complices du capitalisme triomphant !

— Et bien sûr il faut des usines, le but de toute cette opération, il faut des techniciens et des ingénieurs.

Donc, ce que je crois, c'est que, coopérants et techniciens de toutes sortes ne sont que les agents de la transformation du « nègre chasseur collecteur » en « nègre prolétaire », et à ce titre ils sont de plain-pied dans le processus de fabrication des couches dirigeantes qui sont à la charnière entre l'ancien monde et un nouveau dont il est difficile de dire ce qu'il sera. La formation de ces couches s'opère par des affrontements violents dont peuvent être victimes au sens humaniste les coopérants, qui sont par ailleurs les artisans de ces luttes.

Martin.

# LIRE ou ne pas LIRE

## Charles Fourier et les détours de l'Utopie.

*«L'opium du peuple, dans le monde actuel, n'est peut être pas tant la religion que l'ennui accepté. Un tel monde est à la merci, il faut le savoir, de ceux qui fournissent un semblant d'issue à l'ennui. La vie humaine aspire aux passions et retrouve ses exigences.»*

Georges Bataille

*«C'est parce que d'autres ont été fous, que nous, nous pouvons ne pas l'être.»*

William Blake

Un petit livre (1), dans la ligne de l'Anti-Edipe, de l'Economie libidinale (Deleuze, Lyotard...) nous présente un « Fourier inéchangeable, inconvenant » (2) rendu à sa singularité dans son époque comme dans la nôtre. C'est à Pascal Bruckner, dans un style polémique et rieur, qui joue sur les contradictions (utopie/réel, unité/différence...) sort le portrait de Fourier

1. « Fourier » par Pascal Bruckner, Editions du Seuil, collection écrivains de toujours.

2. Toutes les citations sans référence sont extraites du livre de Pascal Bruckner.

de la galerie obscure des socialistes utopistes et le décharge de cette tâche ingrate de précurseur, en montrant en quoi son œuvre s'oppose radicalement au socialisme en général et à Marx en particulier.

L'intérêt du livre de Bruckner est de nous amener à lire Fourier pour ce qu'il a d'excentrique, d'hétérogène et non pour ce qui le relie, par les artifices de l'idéologie, au socialisme. Il nous offre un Fourier anti-politique et irresponsable, « une pensée dévastatrice mais foncièrement apolitique, basée sur l'oubli inconditionnel des instances de l'Etat », qui nous attend au coin de nos rêves, de nos espoirs de toujours lointaine révolution, retour du mythe de l'apocalypse, qui nous piège par son délire dans nos contradictions amoureuses.

*«L'utopie, c'est bien le plus grand écart, mais à partir de la plus grande proximité... Elle n'est pas une pensée de la rupture mais de la relativisation de l'ordre établi, de sa mise en impouvoir...»*

Bruckner oppose avec raison Fourier à Marx, aux socialismes scientifiques et étatiques, dans la mesure où ces idéologies ont voulu s'annexer son œuvre tout en la falsifiant, la censurant (ainsi d'ailleurs que ses disciples directs) ; mais, si la pensée de Fourier est construite en opposition, en rivalité, c'est à celle de Rousseau, au pessimisme, à l'impasse où menait le rousseauïsme. Fourier n'attaque pas directement Rousseau (il peut même lui rendre hommage... pour sa peinture de l'amour), mais toute la pensée égalitariste, moraliste-républicaine et social-étatique de l'époque prend sa source dans les thèses du contrat social (Bakounine, encore plus nettement, dénoncera le Rousseauïsme). La lutte pour l'égalisation autoritaire, la justice républicaine et étatique, s'appuie sur une représentation idéaliste et abstraite du monde, de la structure sociale ; contre les moralistes et les politiciens, Fourier engage la lutte pour le Bonheur, le plaisir, étayée par une intuition des motivations et désirs, du potentiel démesuré, réprimé et inexploré de l'Attraction passionnée.

L'étude de Pascal Bruckner et les

œuvres de Fourier lui-même (3), nous entraînent à des réflexions, remises en question (il y a notamment dans le Nouveau Monde Amoureux une sérieuse critique par avance des diverses idées gauchistes de libération spécifique : des femmes, sexuelle, des jeunes, etc...). Fourier n'est pas du tout précurseur du Sexpo). Le texte de Bruckner use de Fourier pour déranger, provoquer, dans une joyeuse incohérence calculée. On se rend compte en le lisant combien la pensée « révolutionnaire » est encore imprégnée de morale, du sentiment abstrait de la justice. Sur beaucoup de points Fourier désigne et questionne notre conformisme dans la vie quotidienne, notre idéalisme manichéen en politique : « Ne sacrifiez point le bien présent au bien à venir ; jouissez du moment ; évitez toute association... qui ne contenterait pas vos passions dès l'instant même. » (4) Ne peut-on rapprocher cette proposition de ce qu'écrivait Carlos Semprun Maura : « Ce que je sais c'est que la foi révolutionnaire constitue un succédané de la foi religieuse et je suis athée. Je sais aussi que la lutte pour le pouvoir renforce le Pouvoir. Et que vivre différemment de ce qu'on a envie de vivre — dans le sens plein du mot — selon que l'on croit ou non à la Révolution, relève d'une mentalité et d'une pratique de curés » (5). C'est sur cette envie de vivre que se fonde le nouveau monde de Fourier. Si la société capitaliste, qu'il appelle la Civilisation, est mauvaise, ce n'est pas parce qu'elle est immorale, injuste, mais parce qu'elle est entravée, engorgement, privation, monotonie... On comprend ce que la critique de la vie quotidienne doit à Fourier.

L'hostilité de l'utopiste à la politique révolutionnaire, sa critique, reprise par Bruckner, de la rupture totale et violente avec le passé est contradictoire et ambiguë ; sauf s'il s'agit de rejeter ceux qui, jacobins ou léninistes, appellent révolution la prise du pouvoir d'Etat et non sa destruction. Fourier

3. Œuvres Complètes chez Anthropos, dont le Nouveau Monde Amoureux, inédit jusqu'alors. L'édition du Nouveau Monde Industriel et Sociétaire est plus complète chez Flammarion.

4. Fourier « Avis aux civilisés relativement à la prochaine métamorphose sociale ».

5. « Les révolutions mortes et les autres », Interrogations, n° 2.

pratique déjà le détournement : il fonde son nouveau monde en ne rejetant rien de ce qui existe en civilisation, mais en le détournant. Il ne pense pas la « métamorphose sociale » en terme de parti, mouvement, organisation politique, ni en terme de lutte des classes, il n'y a pas pour lui de médiation entre la Civilisation et le Nouveau Monde autre que l'acte de l'Utopie même. C'est Déjacque et Cœurderoy (6) qui redéfiniront le projet fouriériste par rapport à la révolution sociale et au prolétariat.

La grande absente de la pensée de Fourier, c'est la question de la violence, de la violence révolutionnaire comme du terrorisme étatique. Il oublie l'Etat mais aussi la classe ouvrière. Bruckner lui-même détourne l'utopie phalanstérienne et conclut son livre en lui donnant la réalité de la violence révolutionnaire : « car l'Utopie... c'est l'autonomie ouvrière elle-même, qui, à travers les grèves sauvages..., récusé de façon incontestable ces machines à représenter l'absence que sont les partis politiques et les syndicats. » Plus d'un siècle avant, Cœurderoy écrivait déjà : « C'est au milieu du bruit des imprimeries et des fabriques, c'est dans le silence des mansardes que se préparent les précurseurs. L'instinct de la conservation a semé la science et la révolte parmi les classes ouvrières. »

Ce que Fourier dit du phalanstère ne peut trouver son sens que dans des formes de luttes directes, rejetant la délégation de pouvoir, la médiation politique ou syndicale, comme les grèves sauvages ; l'écart absolu ne peut éviter d'être compris par le pouvoir comme une insurrection révolutionnaire. Le Nouveau Monde Amoureux ignore et donc nie la Loi. Il faut placer l'Utopie dans la rue, « là où l'émotion peut s'emparer des hommes et les soulever jusqu'au bout sans rencontrer les éternels obstacles qui résultent des vieilles positions politiques à défendre » (7). Les « Petites Hordes » ne peuvent manquer d'être des hordes sauvages.

S'il y a chez Fourier des absences, des trous, refus de considérer le mouvement ouvrier s'organisant, refus

6. Des choix de textes de ces deux anarchistes ont été édités par Champ Libre : Joseph Déjacque « A bas les chefs », Ernest Cœurderoy « Pour la révolution ».

7. Georges Bataille « Front populaire dans la rue ».

d'imaginer l'inévitable phase de destruction, de révolte, qui accompagne toute transformation sociale réelle, cela s'explique par l'impuissance et le cercle vicieux qu'il a vu dans la Terreur, l'échec final de la révolution française (même s'il a personnellement bien pris les choses : « J'ai été en prison pendant la Terreur et on y était fort gai »), la dictature et les guerres napoléoniennes.

Toute organisation de la révolution a finalement pour but de limiter, en la préparant, cette phase destructive. L'organisation politique révolutionnaire, dans son élaboration léniniste, réduit théoriquement la révolution et le désordre au minimum, à une simple prise du pouvoir central. Si le chantage à la sécurité est le plus sûr argument de conservation du capitalisme, c'est aussi l'argument favori de toutes les formes de jacobinisme, léninisme, de même que son envers, la peur (8).

Fourier et son phalanstère n'est pas si loin des anarchistes qui disent que moyens et fins sont les mêmes, que l'autogestion généralisée, par exemple, est ce que nous voulons et le mode sur lequel nous nous organisons. Contrairement aux idéologies communautaires (on rapproche souvent Fourier des hippies) il ne conçoit la réussite de son système que par sa généralisation complète.

Fourier n'a pas besoin d'analyser « scientifiquement » l'horreur du vieux monde, tout son art est dans la descrip-

8. Voir comment les léninistes justifient leur organisation de Service d'Ordre dans les manifestations, garantissant la bonne dispersion finale, le non affrontement, entretenant la peur des « provocateurs »...

tion des délices du nouveau monde, et cet art lui même se doit d'être délicieux, pour l'auteur, comme pour le lecteur. Pour le gastrosophe, l'expérience la plus révolutionnaire est dans la recherche, variée, du plaisir et, comme l'on sait, les plus grands plaisirs sont les jouissances illégales, interdites. C'est pourquoi l'utopie phalanstérienne n'est en rien le portrait d'une société figée, parfaite, mais celui d'une association qui garantit, par la précision même de ses rouages, le maximum de mouvement, de métamorphose, de jouissances inconnues ; tout l'opposé des utopies du capital (socialistes, léninistes comprises).

La violence d'une insurrection révolutionnaire est d'autant plus horrible qu'on tente de la canaliser, de la limiter ; il faut offrir à la révolte des prolétaires le projet fouriériste d'aventure sans limite.

Pour sa tentative, dégageant Fourier des scènes idéologiques de notre époque, marxisme, freudisme... l'ouvrage de Bruckner est à lire. Et aussi parce qu'il est difficile d'entrer de plain-pied dans le monde, et la langue, de Fourier avec les préjugés liés à ces idéologies, avec la rationalité qui est la nôtre et que le capital a formé.

BELIAL

P-S : Et si vous pensez que l'entendement et la civilisation sont à refaire, et que cela peut être aussi clairement dit par les paroles et les émotions d'un « fou », d'un « en dehors », que par les écrits d'un théoricien révolutionnaire, allez voir « L'énigme de Kaspar Hauser », la plus profonde étude antiphilosophique de l'année.

**Le numéro 3 de La Lanterne Noire est épuisé ; seuls des numéros 2 sont disponibles.**

**En ce qui concerne la diffusion, nous avons eu des adresses de librairies à Brest, Quimper, Rennes, Nantes ; deux copains se sont proposés pour la diffusion à Marseille et à Clermont-Ferrand.**

**Restent : Rouen, Chambéry, Metz, Saint-Etienne, Roanne, Nîmes, Narbonne, Béziers, Bayonne, Toulon, Amiens, Saint-Nazaire...**

**Qui se chargerait de faire des dépôts en librairie, ou une simple diffusion de quelques exemplaires dans ces villes ?**

**AVEC CE N° 4 BEAUCOUP D'ABONNEMENTS SE TERMINENT. N'OUBLIEZ PAS DE LES RENOUVELER SI VOUS DESIREZ RECEVOIR ENCORE LA LANTERNE NOIRE.**

20 F minimum : 4 n° (environ 1 an)



# COURRIER

(...) Pour en venir au numéro 2, je l'ai trouvé passionnant, bien que mes divergences avec vous soient profondes. Quoi qu'il en soit, vos vues obligent le lecteur à remettre en question, et approfondir d'une façon critique ses options théoriques.

Par exemple, je suis le premier à admettre que le phénomène fasciste n'est pas seulement dû à des problèmes économiques, mais qu'entrent en action des problèmes affectifs, comme l'a clairement prouvé à de multiples reprises Wilhelm Reich dans *La psychologie de masse du fascisme* ou dans *L'homme et l'Etat*.

Mais l'erreur dans la critique de LEPEINTRE à propos des *Cahiers du Futur*, est de confondre les faits subjectifs et les faits objectifs : si des militants sociaux-démocrates ou communistes allemands ont rejoint, à cause de facteurs irrationnels (chauvinisme, peste émotionnelle, racisme, corporatisme), les S.A., c'est oublier qu'il n'a jamais été question pour Hitler ou Himmler de faire une révolution sociale, même chauvino-populiste, comme a pu le faire Peron, par exemple : ils se sont simplement servis des aspirations de justice sociale des masses allemandes afin de les canaliser, et investir la potentialité révolutionnaire des masses dans une politique agressive, raciste, donnant ainsi aux masses une illusion de mouvement.

Aujourd'hui, cette ambiguïté du fascisme n'est plus possible, le verbiage socialisant des fascismes n'a plus cours, il a fait place à sa véritable image, la politique barbare des couches sociales en prise à une peur panique devant la montée des forces révolutionnaires partout dans le monde. Pinochet, Franco, l'A.A.A. ne s'embarrassent plus de faire « social », ils répriment, tuent, torturent, envoient les forces répressives dans les usines, dans les champs, afin d'imposer leur dictature — il est d'ailleurs significatif que l'A.A.A., d'abord « Alliance Anti-impérialiste d'Argentine », soit devenu « Alliance Anticomuniste d'Argentine », fourguant au vestiaire la phraséologie nationalo-chauvine, afin de se montrer telle qu'elle est en vérité, une force répressive, anti-révolutionnaire...

Quoi qu'il en soit, tout ce qui est dit est vrai pour la période allant de 1920 à 1945. Bien sûr, on pourrait parler de Peron, de

l'Argentine d'aujourd'hui où des gens de droite comme des gens de « gauche » (Montoneros) se réclament de Peron : cela est dû au simple fait que Peron est le seul dictateur fasciste ayant pris au sérieux, sous l'influence d'Evita Peron, la phraséologie socialo-chauvine du fascisme. C'est en quoi le phénomène péroniste est intéressant, et que les événements en cours en Argentine sont passionnants ; bien que je considère les « Montoneros » non pas comme des sociaux-fascistes, mais comme des gauchistes un peu particuliers, légèrement apparentés aux trotskystes, mais surtout au guévarisme...

P. Z., Argentat (19).

## REPONSE

(sur l'irrationnel et la barbarie)

« UN PARTI MODERNE AUTOUR D'UNE IDEOLOGIE COHERENTE ».

« Jamais tant qu'aujourd'hui, les données scientifiques les plus récentes, tant dans les domaines de la chimie, de la biologie, de la psychologie, de la médecine ou de l'urbanisme — pour ne citer que ceux-là — n'ont démontré l'importance, dans le processus de formation de la vie des notions d'ordre, de sélection, de hiérarchie. De ces notions que, précisément, nous revendiquons comme bases de notre société. »

(Présentation de *Propositions pour une Nation nouvelle*, manifeste du Parti des Forces Nouvelles, dans *Initiative Nationale* — « mensuel des Forces Nouvelles » — N° 5, juillet-août 75.)

Un ouvrage aussi « sérieux » que l'*Encyclopaedia Universalis* peut réduire la discussion de l'œuvre littéraire et politique d'un Drieu La Rochelle à une question d'impuissance sexuelle. Le concept d'hystérie de masse, merveilleuse alliance du non-homme et du non-individu, escamote de même la réalité sociale d'un mouvement. Contre la peste (brune), contre le cancer (rouge), contre la gangrène et la pourriture (démocratiques), une prophylaxie s'impose. Et c'est ainsi que les démocraties ont pu mettre à leur actif ces magnifiques triomphes du génie humain que furent Dresde, Hambourg, Hiroshima et Nagasaki...

Je suis bien d'accord pour établir la distinction entre le discours du fascisme et sa

(Suite page 59)

# REVUES ET JOURNAUX

**Nous avons reçu  
entre autres :**

## *Dissidence.* N° 2

1 rue des Veaux, 67000 Strasbourg.

Ce nouveau numéro des Cahiers Théoriques Anarchistes de Strasbourg paraîtra en même temps que le N° 4 de *La Lanterne Noire*. Dans son sommaire, des articles théoriques intéressants tels que : Capitalisme d'Etat ou bureaucratie politique ? Le corps de l'autre, etc. Il y aura aussi la traduction en français du texte de Nico Berti publié en italien dans le N° 2 d'*Interrogations*, intitulé : L'anarchisme dans l'histoire mais contre l'histoire.

Nous pensons que cet article apporte des idées originales à la discussion car il pose le problème de la relation entre les idées anarchistes, la base sociale et le moment révolutionnaire.

## *De Vrije Socialist.* N° 9, novembre 1975.

Postbus 1329, Amsterdam.

On peut trouver quelques renseignements en français concernant cette publication, dans l'article : « Publications anarchistes au Pays Bas depuis la formation d'une Fédération Nationale (1971-1975) », paru dans le Bulletin 29 du CIRA.

## *Solidariteit.* N° 3, juillet 1975.

Bulletin d'Informations du Fonds Internationale Solidariteit. Lijnbaansgracht 318, Amsterdam.

## *Umanità Nova*

Hebdomadaire de la Fédération Anarchiste Italienne. — Rédaction : Groupe « Lotta anarchica ». Via F.lli Bozzi 29, 20153 Milano.

## *L'Internazionale*

Quinzomadaire des groupes d'initiative anarchiste. Luciano Farinelli. Casella Postale 173. 6100 Ancona.

## *A. Rivista Anarchica*

Groupes anarchistes fédérés. Mensuel. Casella Postale 32.40, 20100 Milano.

## *Volontà*, tous les deux mois.

Attention ! changement d'adresse : Aurelio Chessa, via Fadda, 09016 Iglesias Cagliari.

## *Anarchismo.* N° 3, 1975

Casella Postale 61, 95100 Catania.

## *Frente Libertario*

Paris 75013.

Amador Alvarez, 87 rue de Patay,

## *Essais*

B.P. 205.16.007. Angoulême - Cedex

« A consommer sur place, à critiquer... comme moyen d'expression spectaculaire, il est à détruire » ; des B.D., des textes sur les journaux parallèles, etc.

## *Invariance*

Jacques Camatte. B.P. 133. 83170 Briognes.

## *L'or vert*

écologie libertaire, périodique

B.P. 151, 13654 Salon.

A comparer et à discuter avec les derniers numéros de l'Anarcho.

## *Front Libertaire des Luttes de Classe*

33 rue des Vignolles, Paris 75020

Dans le n° 44 d'octobre 1975, une double page « Spécial Portugal » sur l'autonomie ouvrière et une interview de travailleurs de l'usine métallurgique Novo Romo à Lisbonne.

## *L'Anarcho*

Jean Govin, 53 rue V. Basch, 24000 Périgeux. CCP. 10 83 67, Limoges.

## *Information et contact*

Informations sociales, écologiques, libertaires. Rassemblées à Genève. — 7 Bd Carl-Vogt (CRAC), 12-05 Genève.

## *Wildcat*

Wildcat association. Philip Samson, 20 Albert Street, London, N.W. 1.

### La Marmite Syndicaliste

Périodique d'information du syndicat CFDT, région parisienne des Hôtels, cafés, restaurants, cantine.— 88 rue Charlot 75140 Paris Cédex 03.

### Informations rassemblées à Lyon

H.L., B.P. 543 Cédex Lyon.— Dans le n° 7 : Le Larzac, L'armée, Cronstadt (critique d'Avrich), La méthode Freinet, etc.

### Union Ouvrière

Bernard Lacoste, B.P. 26, Bordeaux, 33034 Bordeaux. Cedex.

Union ouvrière « pour l'abolition de l'esclavage salarié » en est à son n° 10. Scission de l'organisation trotskyste « Lutte ouvrière », développant des positions à la fois ouvriéristes dans le sens traditionnel du terme (l'héritage de L.O.) et intégrant un style et des positions « communistes de gauche », « conseillistes », ou du même genre. Un style un peu littéraire mais lisible par tous. C'est quand même une rupture intéressante dans le gauchisme traditionnel. Très centré sur le Portugal « Union ouvrière » a fait de bonnes critiques des groupes révolutionnaires, mais a surévalué l'existence des conseils de travailleurs, ce qu'elle a reconnu ensuite d'ailleurs.

### Interrogations

Revue internationale de Recherche Anarchiste. — Louis Mercier Vega, 3 rue de Valenciennes, 75010 Paris.

Articles en quatre langues :

René Furth : Minorités ethniques et nationalismes ; David Thoreau Wieck : The Negativity of Anarchism ; Luciano Lanza : Elementi tecnoburocratici dell' economia fascista.

### Perú-Documentos

Jaime Castro Contreras : El Centro de Altos Estudios Militares y la Revolución ; Louis Mercier Vega : La nouvelle classe et sa variante militaire.

### Combate

Après une interruption durant l'été, due à des difficultés financières et autres, *Combate* reparait. Mensuel ? Textes sur les nationalisations, la crise au Portugal, la militarisation du travail en Chine. En plus de la librairie *Contra* o corrente de Porto, le groupe *Combate* ouvre une librairie à Lisbonne, 204, rua de Atalia

### Informations-Dienst

(I.D.) zur Verbreitung unterbliebener Nachrichten. Hebdomadaire. 6 Frankfurt 90. Hamburgerallee 45.

Organe d'informations sans équivalent en France, sur ce qui peut se passer et se dire d'intéressant, non seulement en Allemagne, mais à l'étranger. I.D. a publié en particulier depuis quelques mois une série de reportages et d'interviews sur la situation au Portugal. On peut lui adresser toutes informations qui risquent de ne pas se trouver dans la presse, y compris *Libération*.

### Journal des Luttes de classe

B.P. 2. Etterbeek 4. 1040 Bruxelles. — N° 11, sept. 1975. Dernier numéro.

Un courant-groupe qui, partant de l'anarchisme classique, passe par le Communisme Libéraire, rompt avec lui il y a plus d'un an, pour rencontrer « le véritable courant communiste », c'est-à-dire en France « Révolution internationale » : La crise va détruire le capitalisme, la classe ouvrière est la seule classe qui..., les conseils ouvriers sont la seule forme. de..., le groupe politique est l'avant-garde théorique de... Autant de points avec lesquels nous sommes en désaccord. En plus une « crispation militante » insupportable, semblable à celle des camarades de la « Jeune Taupes », un sectarisme inébranlable, une certitude de détenir la vérité qui n'a d'égal que la rigidité et la phraséologie soi-disant « marxiste orthodoxe ».

Pourtant, des points fondamentaux avec lesquels nous sommes d'accord :

- les syndicats sont les organes de l'ordre capitaliste
- les « Fronts populaires », « Fronts unis », « luttes antifascistes » sont des mystifications bourgeoises
- les luttes de libération nationale sont des moments des luttes impérialistes pour le contrôle des « nouvelles bourgeoisies ».

### A Batalha

Journal anarcho-syndicaliste. Informations et analyses sur les expériences d'autogestion, sur les occupations de terres, sur la lutte pour le pouvoir de base, ainsi que sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire au Portugal.— Rua Angelina Vidal, 17, 2° Esq. Lisbonne.

## ... PORTUGAL

(suite de la page 40)

*Post-scriptum.* — Le texte qui précède a été rédigé avant que les événements de la dernière décade de novembre apportent une conclusion logique à la situation que nous avons analysée. En résumé : après la puissante manifestation pro-communiste du 16 novembre et les contre-manifestations socialistes, le Gouvernement décide le 20 novembre la suspension de ses activités, sommant le Président de rétablir l'ordre et l'autorité ; le remplacement de Carvalho par Vasco Lourenço au commandement de la Région Militaire de Lisbonne, d'abord annulé, est confirmé par le Conseil de la Révolution ; les unités de parachutistes de Tancos (déjà manipulées le 11 mars 75, responsables du dynamitage de Radio-Renaissance le 7 novembre) se rebellent contre leur démobilisation et leur commandement, recevant le soutien de quatre autres bases aériennes également occupées par des paras et d'autres unités militaires ; mais à partir du 26 novembre, toutes sont progressivement réduites, encerclées ou occupées par les comandos d'Amadora (commandant Jaime

Neves) et les blindés de l'École de cavalerie de Santarem ; les affrontements font 4 morts ; état d'urgence et état de siège sont proclamés à Lisbonne. Carvalho et Fabiao sont démis de leur commandement, des dizaines de militaires (dont D. de Almeida, Tomé, etc.) sont arrêtés et transférés à Porto, d'autres ainsi que des civils sont détenus au camp d'Amadora. La presse, la radio, la TV sont réduites au silence et les administrations de plusieurs quotidiens de tendance communiste sont démisées d'office ; les négociations salariales sont toutes suspendues jusqu'à la fin de l'année. Pendant que beaucoup de militants regagnent la clandestinité, deux préoccupations dominent : le P.C., qui n'a cessé d'appeler au calme, négocie en coulisse sa future participation au pouvoir, officiellement envisagée par MM. Antunes, Charais, etc., tandis que les « modérés » et « l'opinion publique » progressiste s'inquiète de savoir jusqu'où la droite, rassemblée dans le C.D.S. et le P.P.D., et incarnée par Jaime Neves et ses comandos, poussera son avantage.

A Lisbonne, seuls quelques centaines de civils et militants sont descendus dans la rue le 25 et le 26. De nombreuses commissions de travailleurs de la région de Lisbonne ont obéi au mot-d'ordre de grève de deux heures le 24, et envoyé des motions à la presse ; mais certaines s'y sont opposées, exprimant leur défiance à l'égard des opérations politiques des partis (*Republica* du 25 novembre). La population de Lisbonne ne s'est pas sentie concernée et n'est pas intervenue.

(Suite de la page 56)

nature véritable — encore faut-il voir qu'il n'en va pas autrement du stalinisme (ou de la démocratie républicaine) — dont la psychologie de masse n'a pas à être faite, puisque ces pestes-là (la rouge et la tricolore) nous viennent de l'apothéose de la Raison, l'Etre Suprême de Robespierre, inspirateur de Lénine. Divinité humaine bien assoiffée de sang, et ennemie de toute humanité, qui a cautionné toutes les Terreurs. De nos jours, c'est bien au nom du Socialisme Scientifique que les contestataires sont soignés dans les asiles psychiatriques de la Patrie du Socialisme ; et faut-il rappeler les

expériences neurologiques envisagées contre les « fous » de la R.A.F. ?

Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la folie, qui n'a pas plus — mais pas moins — de sens que celle du crime. Mais il faudrait bien se demander où s'arrête (et surtout, où commence) la raison du plus fort...

Quant au point central de cette lettre, à savoir la faillite du fascisme en tant qu'idéal (contre-) révolutionnaire de masse, le problème est vaste, et se pose d'ailleurs pour les autres idéologies (et rappelons que Pinochet n'est pas plus fasciste que Boumediène n'est léniniste, ou Indira Gandhi démocrate). Nous y reviendrons...

P. L.

## ACRACIA

Revista Sociológica.

Barcelone, 1886-1888. 30 numéros.

Tous les numéros publiés en un tome : 280,00 Florins.

*Acracia*, une des publications anarchistes les plus anciennes d'Espagne, commença à paraître à Barcelone en 1886. Le titre fut proposé par Rafael Farga Pellicer, qui estimait que le mot *anarquia* avait trop de connotations péjoratives. Parmi les collaborateurs de la revue, on retrouve les noms de beaucoup de ceux qui fondèrent l'Internacional española. La revue suivait la tradition du collectivisme libertaire, sans chercher la polémique avec le communisme anarchiste. Cette édition en fac-simile est précédée d'une introduction de Diego Abad de Santillán.

## LA HUELGA GENERAL

Periodico libertario.

Barcelone, 1901-1903. Vol. I et Vol. II (N° 1-21).

Tous les numéros publiés en un tome broché (folio) : 110,00 Florins.

A son retour de Paris en 1901, Francisco Ferrer fonda *La Huelga General*. Aucune des nombreuses publications anarchistes espagnoles fondées autour de 1900 n'eut autant d'écho que *La Huelga General*, qui se distinguait par la qualité de sa discussion des doctrines anarchistes. En 1903, les autorités interdirent sa parution, qui dut s'interrompre au N° 21. Diego Abad de Santillán a rédigé l'introduction de cette édition en fac-simile.

## NATURA

Revista quincenal de Ciencia, Sociologia, Literatura y Arte.

Barcelone, 1903-1905. 48 numéros.

Tous les numéros publiés en un tome : 365,00 Florins.

*Natura* était publié par un groupe d'auteurs qui gardaient l'anonymat, mais on sait que José Orat, Ricardo Mella et Anselmo Lorenzo étaient les principaux rédacteurs. Les colonnes de ce périodique étaient ouvertes à tous ceux qui désiraient, en fournissant des articles, apaiser la faim du peuple — faim du ventre, du cœur et de l'esprit. Le caractère et la formule de *Natura* suscitèrent un vif intérêt. C'était un périodique d'un niveau excellent, sans rival dans l'histoire de la presse anarchiste. Une préface de Rudolf de Jong précède cette édition en fac-simile.

Dépositaires exclusifs :

SWETS et ZEITLINGER B.V.  
Heereweg 347-b, Lisse, Pays-Bas.

BACKSETS / REPRINT DEPARTMENT  
P.O. Box 517, Berwyn, Pa. 19312, U.S.A.

Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi longtemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous, sans tomber dans le problème de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquiert dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes, il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi

dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égaux d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échanges, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inégalement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

- triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,
- tendance à ne rien faire et attendre,
- situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,
- favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fautive ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre projet révolutionnaire, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

(Texte collectif - La Lanterne Noire n° 1)

## sommaire

Les démocrates face à la violence

Diffusion de la répression

Les luttes au Portugal

La marche contre le franquisme

A propos du viol

L'accident de Madame Claustre

Lire ou ne pas lire

Revue et journaux

**Prix 5,50 F.**

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris